

L'émergence de nouveaux acteurs de la solidarité internationale en Wallonie et à Bruxelles : une enquête exploratoire sur le « quatrième pilier »

Avec une étude de cas : les Groupes de Solidarité Volens

Tom De Bruyn & Julie Godin

Sous la direction de Huib Huyse & Gautier Pirotte

Etude conduite par HIVA-K.U.Leuven et le Service de Socio-Anthropologie du Développement (Institut des Sciences Humaines et Sociales, Université de Liège)

Avec le soutien de  Volens

24 juin 2010



Nous dédions notre travail à la mémoire de Michel Lataer, initiateur de cette étude.

REMERCIEMENTS

Nous souhaitons remercier toutes les personnes qui ont collaboré de près ou de loin à la réalisation de cette recherche.

Merci aux membres de l'ONGD Volens, et plus particulièrement à Michel Lataer, Letizia Messina et Kris Fierens, qui furent à l'initiative de cette étude et qui nous ont apporté tout le soutien nécessaire à la réussite de nos travaux.

Merci à Jean-Pierre Lahaye, pour ses précieux conseils et son appui inconditionnel à toutes les étapes de l'étude, ainsi qu'au reste de l'équipe de la CASIW, Béatrice Clarinval et Sophie Torfs.

Merci à Isabelle Compagnie et Elisabeth Manteau de l'UVCW ainsi qu'à Etienne Van Parys, pour leur collaboration dans l'organisation et l'envoi des enquêtes auprès des communes et des ONGD.

Merci à toutes les administrations des communes, aux membres des ONGD et des initiatives du quatrième pilier d'avoir participé à l'enquête.

Merci également à Boud Verbeiren de la VUB pour son aide technique et à Sonja Wuyts et Kathleen Postelmans pour le lay-out de ce rapport.

Merci à toutes les personnes qui ont accepté de partager leurs expériences et leurs vécus lors de nos entretiens et focus group, merci pour ces moments de partage.

SOMMAIRE

Abréviations	xi
Introduction	1
Chapitre 1/ Précisions conceptuelles et méthodologiques	5
1. Le quatrième pilier et la « démocratisation » de la coopération au développement	5
1.1 Les trois piliers de la coopération au développement	5
1.2 Le quatrième pilier de la coopération au développement	7
1.3 Le quatrième pilier des particuliers : les IPSI	11
1.4 Du quatrième pilier à la « démocratisation » de la coopération au développement	12
1.5 Soutien apporté au quatrième pilier	14
1.6 Études sur le quatrième pilier	17
2. Méthodologie et limites de l'enquête	17
2.1 Enquête menée auprès des administrations communales	18
2.2 Enquête menée auprès des ONGD	21
2.3 Banque de données de la CASIW	22
2.4 Enquêtes menées auprès du 4 ^{ème} pilier	23
Chapitre 2/ A la recherche du quatrième pilier	27
1. La taille du quatrième pilier en Wallonie et Bruxelles	27
1.1 L'enquête auprès des communes	27
1.2 L'enquête menée auprès des ONGD	28
1.3 La banque de données de la CASIW	28
1.4 Conclusion	29

2. Les communes et le quatrième pilier	29
2.1 Soutien des communes	29
2.2 Attitude des communes à l'encontre du quatrième pilier	30
3. Les ONGD et le quatrième pilier	31
3.1 Soutien au/du quatrième pilier	31
3.2 Représentations des ONGD à l'encontre du quatrième pilier	34
Chapitre 3 / Le quatrième pilier a la parole - une enquête internet	37
1. Introduction	37
2. Caractéristiques du quatrième pilier	37
2.1 Type d'initiatives	37
2.2 Lieu de l'initiative	39
3. Qui est impliqué dans l'initiative ?	40
3.1 Nombre de participants	40
3.2 Âge moyen des participants	41
4. Année de création et motivations	42
4.1 Année de création	42
4.2 Quelles sont les motivations ?	42
5. Le quatrième pilier collabore-t-il avec d'autres acteurs ?	44
5.1 Coopération en Belgique	44
5.2 Coopération au Sud/à l'Est	46
6. Que fait le quatrième pilier ?	47
6.1 Objectifs	47
6.2 Où interviennent-elles ?	49
6.3 Dans quels secteurs travaillent-elles ?	50
6.4 Médias	53
7. Gestion de projet	53
7.1 Développement et exécution du projet	53
7.2 Suivi et évaluation	54
8. Revenus, dépenses et autres investissements	56
8.1 Revenus	56
8.2 Dépenses	59
8.3 Investissement en temps	61
9. Avenir et besoins	63
9.1 Ambitions pour l'avenir	63
9.2 Besoins	63

Chapitre 4 / Enquête exploratoire menée auprès « d’Initiatives Populaires de Solidarité Internationale » ou « quatrième pilier des particuliers » 65

1. Introduction	65
2. Présentation de Volens et de la collaboration entre Volens et les groupes de solidarité	66
2.1 Histoire de Volens	66
2.2 La convention de partenariat entre Volens et ses groupes de solidarité	68
3. Motivations au partenariat entre les groupes de solidarité et Volens	69
3.1 L’appartenance initiale à SOS/PG	70
3.2 La déductibilité fiscale des dons	70
3.3 Une légitimité morale	71
3.4 Un accès aux fonds publics	72
4. Besoins et attentes exprimés par les IPSI rencontrées (Volens et non Volens)	73
4.1 Préalable : une réflexion sur la manière de faire du développement	74
4.2 La question de la professionnalisation	77
4.3 Un accès limité aux financements	80
4.4 Le difficile engagement des bénévoles sur le long terme	84
4.5 Un besoin d’appui dans le développement des projets	87

Chapitre 5 / Conclusion 91

Annexes 95

Annexe 1 / La Charte Volens	97
Annexe 2 / Volens, une organisation de développement	101

References 103

ABBREVIATIONS

ASBL	Association Sans But Lucratif
AVCB-VSBG	Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale – Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
BOND	British Overseas NGOs for Development
CTB	Coopération Technique Belge
CASIW	Cellule d’Appui pour la Solidarité Internationale Wallonne
CIDIN	Centre for International Development Issues Nijmegen
CIRÉ	Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Etrangers
CWBCI	Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale
DGCD	Direction Générale de la Coopération au Développement
DIV	Departement Internationaal Vlaanderen
FUCID	Forum Universitaire de Coopération Internationale et de Développement
GS	Groupe de Solidarité
HIVA	Onderzoeksinstituut voor Arbeid en Samenleving
IIAV	Instituut voor Internationale Arbeidsvorming
IIPSI	Initiatives Populaires de Solidarité Internationale
Linkis	Laagdrempelige Initiatieven en Kenniscentrum voor Internationale Samenwerking
ONG(D)	Organisation Non Gouvernementale (de Développement)
OSIM	Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations
PI	Particuliere Initiatieven
RDC	République Démocratique du Congo
ULg	Université de Liège
UVCW	Union des Villes et des Communes de Wallonie
VAIS	Vlaams Agentschap voor Internationale Samenwerking
VVOB	Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand
VVSG	Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten
WBI	Wallonie-Bruxelles International

INTRODUCTION

Ce rapport est le résultat d'une recherche menée auprès des organisations, institutions et individus engagés pour le Sud, mais qui restent encore relativement peu connus du grand public ainsi que des acteurs institutionnalisés de la coopération au développement et du monde académique. Cette recherche porte sur les acteurs de solidarité internationale qui n'appartiennent pas aux organisations gouvernementales reconnues, aux institutions internationales ainsi qu'aux Organisations Non Gouvernementales de Développement (ONGD) – à savoir les « trois premiers piliers de la coopération au développement ». En d'autres termes, cette recherche porte sur ce qui existe en dehors de la coopération au développement désormais « habituelle », sur ceux qui opèrent dans l'ombre des « spécialistes ».

Des enquêtes récentes menées en Flandre ainsi qu'aux Pays-Bas dévoilent que bon nombre d'écoles, de groupes d'amis, d'associations de migrants, de syndicats, d'organisations professionnelles, de clubs sportifs, de théâtres, etc. soutiennent et mettent en place des projets en Afrique, en Amérique latine, mais également en Asie et dans les pays de l'Est. L'amélioration des moyens de transport et les nouvelles technologies d'information et de communication, l'accroissement des flux migratoires Sud/Nord et les actions de sensibilisation des ONG ont conduit à ce que la coopération au développement ne soit plus l'apanage des institutions (inter)gouvernementales telles que la Banque Mondiale et la DGCD, ou encore des ONGD telles qu'Oxfam et Plan International. Ménagères, enseignants, étudiants, retraités, entrepreneurs, artisans et artistes : dans tous les secteurs de notre société contemporaine, de multiples exemples de contribution au développement se présentent à nous. En d'autres mots, la coopération au développement s'est pour ainsi dire « démocratisée ».¹ En Flandre, cette palette d'initiatives est mieux connue sous le terme de « quatrième pilier de la coopération au développement ».

¹ Ce processus a été décrit, entre autres, par Bouzoulaa & Brok (2005) aux Pays-Bas et Develtere (2005) en Flandre. Dans le texte original, les auteurs utilisent le mot néerlandais « vermaatschappelijking » pour décrire ce processus. Malheureusement, il n'existe pas de mot équivalent en français. Dans ce rapport, nous avons choisi de traduire « vermaatschappelijking » par le mot « démocratisation ».

Jusqu'il y a peu, ce type d'initiatives étaient peu considérées par les acteurs de développement bien en place et ignorées du monde académique. La situation commence à évoluer progressivement : depuis quelques années, des chercheurs belges et néerlandais observent ce phénomène de plus près et dans plusieurs pays ou régions, des autorités ont décidé d'élaborer une structure visant à soutenir les « nouveaux » acteurs sur le marché de la coopération au développement et certaines ONGD travaillent même étroitement avec des organisations du quatrième pilier.

En Wallonie et à Bruxelles le quatrième pilier, de par sa diversité, est une réalité encore trop peu connue. Dans ce sens, la CASIW² a été la première initiative publique visant à développer une offre informative et formative ciblée à l'encontre de ce qu'elle appelle communément « les initiatives et/ou implications citoyennes ». Par ailleurs, l'ONGD Volens³ travaille depuis des années avec des « groupes de solidarité ». Néanmoins, force est de constater que les études en ce domaine sont presque inexistantes. C'est pourquoi ce rapport souhaite participer à combler cette lacune, en y apportant des réponses, bien qu'elles restent exploratoires.

Dans le premier chapitre, nous apportons des éclaircissements quant aux notions de « quatrième pilier » et « d'Initiatives Populaires de Solidarité Internationale » (IPSI). Chaque chapitre qui suit est consacré à l'un des trois objectifs poursuivis par ce rapport.

Le chapitre 2 donne un premier aperçu de l'importance du quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles. Pour des raisons pratiques et méthodologiques (cf. chapitre 1), nous avons choisi de faire appel aux communes, aux ONGD et à la CASIW pour l'identification des initiatives. Ce chapitre analyse aussi les relations entre le quatrième pilier d'une part et respectivement, les administrations communales (qui font partie du premier pilier) et les ONGD (qui constituent le troisième pilier) d'autre part. Après avoir identifié un nombre conséquent d'initiatives du quatrième pilier, le dialogue pouvait être engagé.

Ainsi, nous avons mené une enquête visant à appréhender les caractéristiques des différentes initiatives identifiées : le chapitre 3 énumère les conclusions les plus importantes qui ressortent de cette enquête menée par Internet.

Enfin, dans le chapitre 4 nous nous sommes focalisés sur des initiatives du « quatrième pilier des particuliers »⁴ ou « Initiatives Populaires de Solidarité Internationale »⁵ (IPSI) et avons alors poussé plus loin le dialogue avec ces dernières. A travers les entretiens individuels et les focus group menés, nous avons pu identifier

2 Pour une présentation de la CASIW, cf. *infra* chapitre 1, section 1.5.

3 Pour une présentation de l'ONGD Volens, cf. *infra* chapitre 4, section 2.

4 Il s'agit d'une traduction relativement imparfaite de ce que l'on nomme, en Flandre, « de particuliere vierde pijler » (cf. *infra* chapitre 1, section 1.2).

5 Pour plus de précisions sur cette notion, cf. *infra* chapitre 1, section 1.3.

les principaux besoins et attentes existants, en vue de renforcer le soutien et la professionnalisation des organisations du quatrième pilier.

Il est important de souligner que cette étude est la première en son genre pour ce qui concerne le quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles. D'autres organisations, comme la CASIW et Volens, se sont engagées dans la compilation d'informations concernant des organismes qui ne relèvent pas des acteurs « habituels » de la coopération au développement. Il s'agit cependant de la première fois que les villes et communes ainsi que les ONGD ont été interrogées directement sur l'existence, les caractéristiques et leur collaboration avec ce large éventail de « nouveaux » acteurs du développement, regroupés sous le nom de « quatrième pilier ». Le lecteur remarquera que, malgré les différentes méthodes utilisées pour compiler ces informations, le taux de réponse est encore relativement faible. Cela peut notamment s'expliquer par la nouveauté du concept. Des études similaires en Flandre et aux Pays-Bas ont rencontré les mêmes problèmes dans leur première tentative d'étudier ce « phénomène ». Par conséquent, la valeur de cette étude réside dans son caractère exploratoire et novateur.

CHAPITRE 1

PRECISIONS CONCEPTUELLES ET METHODOLOGIQUES

1. Le quatrième pilier et la « démocratisation » de la coopération au développement

1.1 Les trois piliers de la coopération au développement

Lorsqu'on interroge l'homme de la rue (comme le jeune étudiant universitaire d'ailleurs) sur les personnes ou organisations qui, selon lui, participent à la coopération au développement : les réponses les plus fréquentes sont les Nations Unies, Médecins Sans Frontières, les Iles de Paix, 11.11.11 ou encore le Ministère de la Coopération au Développement. Les plus hardis proposent la CTB ou la DGCD. La liste finale peut ressembler à celle-ci :

DGCD CTB Ministère de la Coopération au Développement	UNICEF Nations Unies Banque Mondiale FMI UE	Croix Rouge Iles de Paix CNCD-11.11.11 MSF Amnesty International Oxfam
---	---	---

Cette liste n'a pas été ordonnée de la manière suivante par hasard : à chaque colonne correspondent des exemples appartenant à un groupe ou « pilier » comme on les présente traditionnellement dans la coopération au développement belge.

La première colonne reprend la coopération entre l'autorité du Nord et les autorités du Sud. Celle-ci est communément appelée « coopération directe » ou « coopération bilatérale ». Pour la mise en place de leur politique, les gouvernements ont des ministères ou secrétariats d'Etat affectés à la coopération au développement, appuyés par des administrations et agences spécialisées. En Belgique, la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD) est l'administration fédérale chargée de la coopération au développement tandis que la Coopération Technique Belge (CTB) assure la bonne exécution de cette politique. De plus, la Flandre dispose du Departement Internationaal Vlaanderen (DIV) et du Vlaams Agent-

schap voor Internationale Samenwerking (VAIS), alors que la politique internationale de la Communauté Française, de la Région Wallonne et de la Commission de la Communauté Française pour la Région de Bruxelles-Capitale est menée par l'administration Wallonie-Bruxelles International (WBI).

La deuxième colonne concerne la coopération entre les institutions intergouvernementales et est connue sous le nom de « coopération multilatérale ». Les autorités régionales et nationales des pays donateurs investissent par ailleurs dans ces institutions internationales qui conçoivent à leur tour leur propre politique de coopération.

La troisième colonne se rapporte à la coopération au développement des ONGD, spécialisées et bien établies. On entend par là les 114 organisations⁶ qui sont agréées par la DGCD et ont par conséquent accès aux subsides des autorités fédérales dans le cadre de la coopération indirecte. Chaque année, une partie du budget gouvernemental est réservé afin de soutenir cette forme de coopération au développement. Notons que les ONGD sont membres de Coprogram ou d'Acodev, les deux fédérations des associations de coopération au développement.

Néanmoins, quand on parle avec les mêmes étudiants et qu'on leur demande s'ils ont déjà été impliqués dans l'une ou l'autre forme de coopération au développement, ou s'ils se sont engagés lors d'un projet communautaire dans le Sud, un paysage plus large des acteurs de la coopération au développement émerge. Certains d'entre eux, rendant visite à un de leurs proches qui est missionnaire, ont participé à la construction d'une école. D'autres ont déjà récolté de l'argent ou sont venus en aide à une œuvre de bienfaisance envers le VIH/sida, les enfants de la rue ou les personnes handicapées. Souvent, il s'avère que derrière ces projets, se trouve des initiatives diverses qui portent des noms inspirés tels que Azawagh, El Amanacer, Circo Infantil, GSM en Inde, etc. A côté de cela, certains étudiants font encore allusion à des expériences spécifiques au sein de leur mouvement de jeunesse local : une récolte de fonds à l'attention d'un groupe de jeunes d'un pays africain, un échange avec des scouts provenant du Sud, etc.

Ce qui surprend, c'est qu'aucune de ces organisations ou de ces initiatives n'apparaît dans les réponses à la question posée initialement – à savoir « qui contribue à la coopération au développement ? ». Il est vraisemblable que les personnes interrogées associent le plus souvent la coopération au développement aux acteurs des trois premiers piliers. Les autres initiatives que nous venons d'énumérer ne sont pas, apparemment, considérées comme appartenant à la

⁶ La liste complète est disponible sur le site internet de la DGCD (http://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation_au_developpement/partenaires/ong_agrees/index.jsp).

« véritable » coopération au développement. Cependant, elles veulent – au même titre que les grands acteurs – contribuer positivement à répondre aux problèmes spécifiques des communautés du Sud, et cela se traduit in fine par un engagement à travers des actions concrètes.

1.2 Le quatrième pilier de la coopération au développement

Depuis quelques années, ces différentes initiatives ont reçu, dans divers pays et régions, une attention particulière de la part des ONGD, des académiciens et des autorités. En Flandre, le terme « quatrième pilier de la coopération au développement », lancé par Patrick Develtere en 2005, est depuis lors employé.

Le « quatrième pilier de la coopération au développement » peut être défini en français comme suit :

« Le quatrième pilier de la coopération au développement comprend tous les acteurs et initiatives qui ont un certain engagement en termes de temps, d'organisation et de travail (qui peut être volontaire) dans le domaine du développement et qui n'appartiennent ni à la coopération gouvernementale bilatérale reconnue (premier pilier) ni à la coopération gouvernementale multilatérale reconnue (deuxième pilier) ni à la coopération non gouvernementale reconnue par le gouvernement (troisième pilier) avec le Sud » (De Bruyn & Huyse, 2009, p. 12 et p. 17).

Dans une étude récente menée pour le VAIS en Région flamande, Tom De Bruyn et Huib Huyse (2009) font la distinction entre le « quatrième pilier des particuliers » et le « quatrième pilier institutionnel ».⁷

Le « quatrième pilier institutionnel » s'entend dans le cadre d'initiatives prises par des organisations ou institutions ayant accès à la reconnaissance et au soutien au sein du secteur auquel elles appartiennent. Des subsides et des conseils sont octroyés par les organisations coordinatrices, autrement dit, l'autorité compétente du secteur où se retrouvent les organisations, institutions et/ou acteurs appartenant aux trois piliers classiques, et ce dans le but de développer leurs activités. En outre, ces dernières partagent au sein de leur structure institutionnelle respective un même langage mais également des valeurs, des normes, des regards, des approches identiques au sujet de la coopération au développement. Des initiatives de développement sont prises dans leur domaine (structure institutionnelle), fréquemment et en parallèle avec des organisations similaires tournées également vers le Sud. Les exemples sont nombreux parmi les syndicats, les écoles, mais

⁷ Traduction française des expressions « de institutionele vierde pijler » et « de particuliere vierde pijler ».

aussi les hôpitaux (qui participent par exemple au programme « Hôpital pour Hôpital » de l'ONGD Memisa).

Le « quatrième pilier des particuliers » reprend l'ensemble des initiatives qui se sont développées en dehors des structures institutionnelles. On y retrouve essentiellement des initiatives telles que des associations de fait, des ASBL, des groupes d'amis et des individus. Par conséquent, le quatrième pilier des particuliers ne dispose pas de l'une ou l'autre forme de soutien institutionnel.

La frontière entre ces deux groupes n'est pas toujours très claire. Dans le quatrième pilier des particuliers, de nombreuses initiatives sont nées à l'intérieur d'une institution ou d'une structure institutionnelle, mais elles ne disposent ni de leur soutien ni de leur reconnaissance, voire elles leur sont même totalement inconnues.

Dans cette même étude pour le VAIS, les chercheurs ont tenté de faire le recensement des initiatives du quatrième pilier ainsi que des activités qu'elles entreprennent, et de faire ensuite apparaître ces résultats, sous forme non exhaustive, dans le tableau repris ci-dessous :

Tableau 1 Typologie du 4ème pilier selon les initiateurs et les activités (De Bruyn & Huyse, 2009, p. 31)

Quatrième pilier institutionnel	Initiateurs	Activités au Nord		Activités au Sud	
Coopération au développement objectif secondaire ou supplémentaire	Ministères, autorités et autres niveaux de décision	-	Financement	-	Financement
				-	Renforcement des capacités
	Mouvements sociaux (syndicats, fonds maladie, organisations agricoles, ...)	-	Lobbying	-	Financement
		-	Sensibilisation	-	Formation
		-	Récolte de fonds	-	Renforcement des capacités
				-	Apport d'expertise
	Mouvements de Jeunesse	-	Sensibilisation	-	Financement
		-	Récolte de fonds	-	Aide technique
				-	Voyages d'immersion
	Institutions Sociales (écoles, hôpitaux, ...)	-	Sensibilisation	-	Financement
Coopération au développement objectif principal ou supplémentaire		-	Récolte de fonds	-	Aide technique
				-	Apport d'expertise
	Institutions Culturelles (théâtres, salles de concert, ...)	-	Promotion culturelle	-	Promotion culturelle
				-	Renforcement des capacités
	Institutions Religieuses	-	Récolte de fonds	-	Financement
				-	Aide technique
	Entreprises	-	Financement	-	Financement
		-	Commerce équitable	-	Commerce équitable
	Coopératives	-	Financement	-	Financement
		-	Commerce équitable	-	Commerce équitable
Objectif supplémentaire ou principal	Fondations	-	Financement	-	Financement
	Solidaire financiers	-	Financement	-	Financement

Tableau 1 Typologie du 4ème pilier selon les initiateurs et les activités. Suite (De Bruyn & Huyse, 2009, p. 31)

	Initiateur	Activités au Nord	Activités au Sud
Quatrième pilier des particuliers	Objectif principal Organisations de solidarité internationale issues des migrations (OSIM), groupes de professionnels, groupes d'amis, autres ASBL ou associations de faits	<ul style="list-style-type: none"> - Lobbying - Sensibilisation - Promotion culturelle - Récolte de fonds - Commerce équitable 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement - Aide technique - Formation - Accompagnement des bénévoles, stages, voyages d'immersion - Renforcement des capacités
	Objectif secondaire ou supplémentaire Clubs de sports, groupes de théâtre amateurs, ...	<ul style="list-style-type: none"> - Lobbying - Sensibilisation - Promotion culturelle - Récolte de fonds - Commerce équitable 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement - Aide technique - Formation - Accompagnement des bénévoles, stages, voyages d'immersion - Renforcement des capacités

1.3 Le quatrième pilier des particuliers : les IPSI

La notoriété du concept de « quatrième pilier » est plus marquée en Flandre qu'en Wallonie ou à Bruxelles. La plupart des autres régions, pays ou communautés linguistiques n'ont par ailleurs pas de terme équivalent pour qualifier l'ensemble de ces initiatives. Il existe certes des termes qui s'en rapprochent, mais ils n'ont pas la même portée. Ainsi, les Pays-Bas utilisent la dénomination « PI » pour « Particuliere Initiatieven » ce qui correspond au quatrième pilier des particuliers. De même, l'ONGD Volens parle quant à elle de « groupes de solidarité ». Pour les Belges francophones, la CASIW a introduit le terme « initiatives/implications citoyennes », qui inclut un éventail plus large d'initiatives et d'acteurs et se rapporte donc plus au « 4^{ème} pilier » sans distinction particulier/institutionnel.

Le service de Socio-Anthropologie du Développement de l'Université de Liège a lancé un autre terme : Initiatives Populaires de Solidarité Internationale (IPSI), qui correspond aux notions de quatrième pilier des particuliers en Flandre et de Particuliere Initiatieven (PI) au Pays-Bas. Ce service développe depuis plusieurs mois des travaux sur un ensemble d'initiatives diverses mises sur pied par des acteurs dont l'activité professionnelle principale n'est pas reconnue par les pouvoirs publics comme centrée sur la coopération internationale.

On regroupe derrière le terme « IPSI » un ensemble d'initiatives qui n'ont pas pour origine une décision des pouvoirs publics et, plus spécifiquement, qui n'est pas intégrée – en Belgique du moins – de façon récurrente aux politiques publiques fédérales de coopération au développement. Elles peuvent certes recevoir de façon sporadique un soutien financier ou logistique d'un pouvoir public (fédéral, régional/communautaire, provincial ou communal) sans pour cela être reconnues officiellement comme des partenaires réguliers et « institués » de l'aide internationale fournie par ce niveau de pouvoir.

Le terme « populaire » est sans aucun doute contestable. Ce terme est certainement tout aussi chargé idéologiquement et sémantiquement flou que celui de « peuple » dont il émane. Il suggère également l'existence de distinctions radicales – une existence qui n'est pas si évidente dans une démocratie libérale – entre deux mondes (celui du « peuple », de la « masse » ou des « gouvernés » contre celui de l'élite dirigeante, de « l'establishment », des « gouvernants »). Dans ce cadre, le terme « populaire » permet d'aborder par l'étude des IPSI une dynamique singulière de la société belge contemporaine dans ses aspects les moins institutionnalisés. Mais nous le gardons provisoirement (peut-être) parce qu'il renvoie aussi à des dynamiques propres, des activités qui s'inscrivent dans une sphère relativement plus autonome du politique, plus dépendante de représentations sociales singulières et à des acteurs issus de monde socioprofessionnels variés qui en plus de leurs activités professionnelles principales se livrent à des activités de solidarité internationale.

Le terme « populaire » ne signifie pas pour autant « amateur ». Les IPSI impliquent certes des non professionnels au sens où les acteurs s’y engage en dehors (ou en sus) de leurs activités professionnelles officielles. Mais cela n’implique nullement qu’ils y développent leur rôle sans rigueur ou professionnalisme : le déploiement d’activités de solidarité internationale est souvent l’occasion d’une valorisation de ressources et compétences particulières. En outre, l’IPSI implique un engagement volontaire et autonome. Une IPSI relève d’une action non profit, soit d’un principe de redistribution des revenus vers une population bénéficiaire autre que ses membres. L’IPSI peut donc faire circuler de l’argent mais non directement en bénéficier. L’initiative populaire exprime une solidarité internationale, ce qui exclut de cette catégorie des formes de solidarité intragroupe – groupe d’entraide – et réseaux solidaires internes à la société d’origine de l’initiative. Cette expression d’une solidarité internationale implique différentes formes de pratiques solidaires et de principes idéologiques légitimant l’action : un principe politique ou de justice, un principe de charité (don/aide humanitaire) ou encore un principe de partenariat. Ces pratiques de solidarité internationale sont l’occasion de l’expression de différentes formes de représentations sociales⁸ qui agissent comme source à l’engagement, moteur à l’action, légitimation discursive. L’IPSI implique donc une orientation internationale de ses activités vers les bénéficiaires de l’aide, que cette orientation soit directe (rencontre avec les bénéficiaires de l’aide sur le terrain), indirecte (rencontre médiatisée par l’action d’un autre acteur comme une ONG locale, une administration, etc.) voire virtuelle. Cette dimension internationale se traduit par une dimension spatiale des activités : les activités s’orientent vers des bénéficiaires hors frontières et induisent la notion de réseaux connectant des acteurs ici et là-bas.

1.4 Du quatrième pilier à la « démocratisation » de la coopération au développement

Sous la notion de coopération au développement, le quatrième pilier s’inscrit dans une tendance qui est comparable à celle d’autres thèmes de société qui ont vu le jour dans ces dernières décennies, tels que le respect de l’environnement par exemple. Autrement dit, le quatrième pilier fait allusion à la « démocratisation » de la coopération au développement, alors qu’auparavant seules quelques organisations et individus étaient en charge de cette activité. Dans les années cinquante et soixante existaient différents groupes de solidarité ainsi que des citoyens engagés dans l’aide au développement. L’histoire de Volens (cf. chapitre 4, section 2) représente un bon exemple de ce phénomène. De plus, nombreuses sont les ONGD qui ont commencé à l’initiative d’un groupe d’amis ou de personnes qui ont des choses en commun et qui voulaient faire quelque chose pour le Sud. Notre

⁸ Par exemple des situations socio-économiques, politiques, culturelles vécues par les bénéficiaires de l’aide ou encore de l’organisation de l’aide internationale, de ses acteurs, de ses pratiques.

étude sur les organisations du quatrième pilier cherche à tester l'hypothèse d'un investissement plus large de la population pour la coopération au développement, cela pour diverses raisons. Premièrement, citons le phénomène de globalisation de la société : les distances sont plus faciles à parcourir aussi bien virtuellement (nouveaux moyens de communication tels qu'Internet, etc.) que physiquement (développement des moyens de transport) ; entrer en contact avec le Sud est rendu aujourd'hui plus facile. Ensuite, en raison des mouvements migratoires successifs, le Sud est devenu plus présent dans le Nord : de plus en plus d'hommes d'origines ethniques et culturelles différentes (aussi bien belges qu'étrangères) se rencontrent tous les jours. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que dans ce sens et depuis des années, les campagnes de sensibilisation du secteur classique au développement ont porté leurs fruits auprès de toutes les couches sociales.

La figure 1 représente la relation graphique entre les quatre piliers et la « démocratisation » de la coopération au développement. Les trois premiers piliers forment le noyau central de la coopération au développement, tandis que l'amplification de la tache grise reflète le nombre croissant d'organisations et d'individus s'occupant de coopération au développement – au sein des autorités, des institutions internationales et de la société civile – autres que ceux appartenant aux trois premiers piliers. Les flèches indiquent le phénomène d'accentuation du procédé de « démocratisation ».

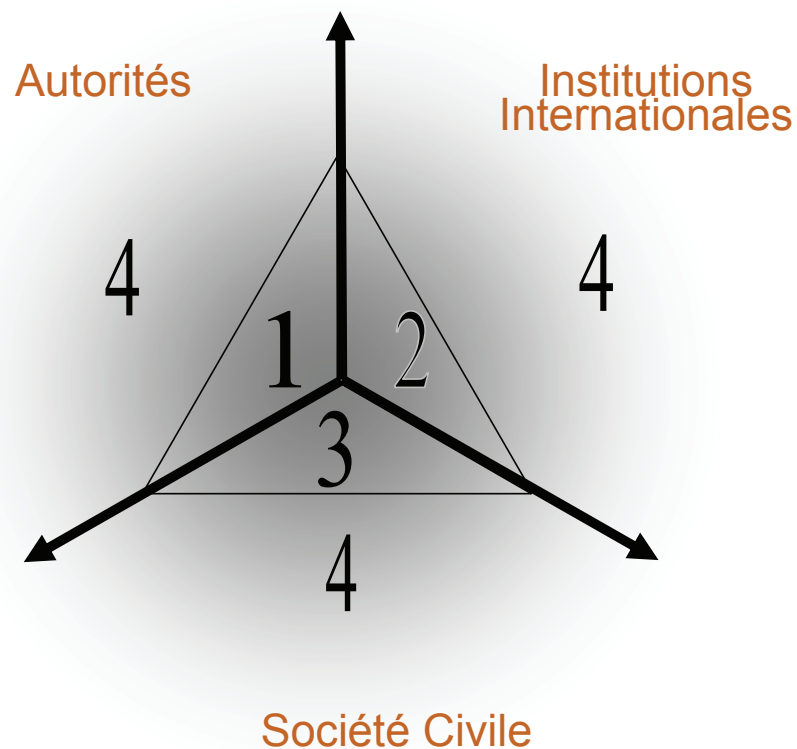


Figure 1 Les quatre piliers et la « démocratisation » de la coopération au développement

1.5 Soutien apporté au quatrième pilier

En Wallonie, en Flandre et aux Pays-Bas, les autorités et quelques ONGD ont développé depuis quelques années une politique à l'égard du quatrième pilier (particulier) et de son soutien.

La politique la plus ancienne et la plus développée se trouve aux Pays-Bas. Le Ministère Néerlandais des Affaires Etrangères met à disposition des ONG reconnues un budget qui leur permet de financer des projets de développement provenant d'initiatives de particuliers. Il y a cinq ans, des organisations de cofinancement (ONG)⁹ ont créé, avec l'aide de cabinets de conseil et de formation, un centre de soutien et de coordination, connu sous le nom de LINKIS (Laagdrempelige Initiatieven en Kenniscentrum voor Internationale Samenwerking). Le moyen de

⁹ Toutes les organisations de cofinancement ne sont pas nécessairement membres.

communication central est le site Internet <http://www.linkis.nl>. En outre, le NCDO édite avec l'ONG Wilde Ganzen, un magazine trimestriel intitulé « PI » dans lequel l'accent est mis sur les initiatives particulières aux Pays-Bas. En 2008, un certain nombre de ces initiatives ont mis en place une organisation chapeautant d'autres initiatives semblables, sous le nom de « Partin » – par analogie à Partos, l'homologue de Coprogram/Acodev en Belgique.

En Flandre, le VAIS en collaboration avec 11.11.11, a fondé un centre de soutien au quatrième pilier en 2008 sous la forme du site Internet <http://www.4depijler.be>, dans lequel les initiatives du quatrième pilier (particulier) ont la possibilité de présenter leur organisation et leurs projets, mais aussi d'y retrouver de nombreuses informations relatives aux différentes formes de soutien financier et autres, aux futurs événements, ainsi qu'aux documents ad hoc. De plus, ce centre de soutien fournit des conseils, répond à des questions pratiques via son helpdesk, propose un éventail de formations, et organise des sessions de rencontre afin de favoriser l'échange entre les initiatives du quatrième pilier et stimuler le dialogue entre ce dernier et les autres acteurs.

La Région Wallonne et la Communauté Française ont déjà mis sur pied depuis fin 2003 une organisation qui vient en aide aux initiatives du quatrième pilier des particuliers : la Cellule d'Appui pour la Solidarité Internationale Wallonne (CASIW), dépendant de Wallonie-Bruxelles International (WBI) : <http://www.wbi.be/casiw>. Au même titre que le centre de soutien flamand, la CASIW apporte conseils et informations à ce qu'elle appelle des « initiatives ou implications citoyennes » et organise également des journées de rencontre et des sessions d'information et de formations.

Origine de la CASIW

Dès 2002, la volonté politique du Gouvernement wallon de « promouvoir l'implication citoyenne et le partenariat associatif en matière de coopération internationale au développement »¹⁰ conduisit à plusieurs mesures concrètes :

- *la mise en place d'un Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale (CWBCI), représentatif des acteurs de la coopération et ayant pour tâche de conseiller et d'orienter le pouvoir public dans la mise en œuvre de sa politique de coopération, mais aussi d'améliorer les collaborations transversales entre les différentes catégories d'acteurs de la coopération internationale ;*
- *le recensement des initiatives communales wallonnes de coopération internationale via un appui à l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) ;¹¹*

¹⁰ Présidence du Gouvernement wallon, « La Région wallonne actrice et partenaire de la coopération », 20 novembre 2003.

¹¹ Union des Villes et Communes de Wallonie, 2003, « Les Relations européennes et internationales des Villes et Communes de Wallonie : inventaire des partenariats », Rapport final (juillet).

- le lancement d'appels à projets annuels pour de nouvelles catégories d'acteurs de la coopération internationale au développement durable : communes, provinces, partenaires sociaux, hautes écoles, mutuelles, etc. ;
- un appui financier à des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (OSIM) ;
- la création, fin 2003, de la Cellule d'Appui pour la Solidarité Internationale Wallonne (CASIW), service de proximité de Wallonie-Bruxelles International, pour donner un appui-conseil aux acteurs de la coopération qui le souhaitent ainsi que pour favoriser les synergies et les partenariats à l'échelon local.

Devant les réticences ou l'incrédulité de certains acteurs « traditionnels » de la coopération au développement pour reconnaître l'émergence de nouveaux acteurs de solidarité internationale, WBI passa une convention avec le CNCD-11.11.11 pour faire un recensement de ces initiatives en 2004.¹² Notons que ce répertoire est une photographie de la situation à un moment déterminé (2004). Ainsi, 809 initiatives citoyennes, 592 ASBL ou ONGD et 148 partenariats communaux ou provinciaux furent répertoriés. Ce travail donnait donc pour la première fois en Belgique une image de ces nouveaux acteurs de la coopération internationale. L'actualisation du répertoire disponible au public se fait de manière passive, sur demande des acteurs concernés, en collaboration avec le CWBCI précité.

Les animateurs de la CASIW préfèrent favoriser l'intégration de ces nouveaux acteurs dans les piliers traditionnels de la coopération internationale au développement quand ils le souhaitent plutôt que de les figer dans une nouvelle catégorie telle que celle de « 4^{ème} pilier » par exemple mise en avant du côté flamand. C'est ainsi que, depuis 2005, l'appui-conseil aux responsables communaux en cette matière se fait essentiellement par le service international de l'UVCW et de l'AVCB, la CASIW jouant ici un rôle d'interface entre les demandes citoyennes reçues et la sensibilisation des responsables communaux concernés. De même, après un premier accompagnement, les ASBL soucieuses de se professionnaliser sont référées vers ACODEV et/ou le CNCD 11.11.11 selon les besoins rencontrés.

Actuellement, un débat est en cours concernant l'opportunité ou pas d'ouvrir un outil de cofinancement pour de petits projets permettant à de jeunes associations de solidarité internationale de faire leurs premières expériences dans le secteur et d'acquérir l'expérience nécessaire avant une éventuelle demande d'agrément comme ONGD.

Note de présentation spécialement rédigée par Jean-Pierre Lahaye, coordinateur de la CASIW – Janvier 2010.

12 Dans le cadre de la présente étude, nous avons eu recours à ce répertoire, publié sur le site de la CASIW (<http://www.wbi.be/casiw>).

En dehors des autorités régionales et fédérales, certaines ONGD et/ou conseils provinciaux et communaux sont très actifs dans l'allocation de subsides et autres soutiens aux initiatives du quatrième pilier (cf. par exemple De Bruyn & Huyse, 2009 pour la Flandre et UVCW, 2003 pour la Wallonie).

1.6 Études sur le quatrième pilier

Bien que certains groupes du quatrième pilier fassent l'objet d'une étude (ex. entreprises, OSIM, coopératives), l'enquête sur le quatrième pilier n'en est encore qu'à ses débuts. En Flandre, HIVA a mené les années précédentes deux études pour le compte du VAIS *De opmars van de levensverbeteraar* » (Develtere & Stessens, 2007) et « *Voorbij de eerste kennismaking* » (De Bruyn & Huyse, 2009) auxquelles nous nous sommes déjà intéressés dans ce chapitre. Aux Pays-Bas, l'institut de recherche CIDIN s'est montré actif dans l'un de ces rapports sur l'impact des initiatives particulières pour le Sud (Schulpen, 2007), enquête réalisée en grande partie par Sara Kinsbergen. En Belgique francophone, l'ONGD COTA a édité un recueil qui a contribué à mieux appréhender les initiatives institutionnelles du quatrième pilier. Néanmoins, beaucoup d'investigations restent à mener dans l'étude des organisations du quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles, notamment en ce qui concerne l'identification des dynamiques spécifiques des initiatives de particuliers. L'étude que nous avons conduite de février à novembre 2009 s'inscrit dans ce contexte. Le Service de Socio-Anthropologie du Développement de l'Université de Liège poursuivra quant à lui dans cette voie au cours des prochains mois, avec pour but notamment de dresser une cartographie précise des IPSI en Belgique francophone.

2. Méthodologie et limites de l'enquête

Evaluer la taille et identifier les caractéristiques du quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles n'est pas un exercice facile. En réalité, nous avons tenté d'identifier le plus grand nombre d'organisations et d'individus s'impliquant d'une manière ou d'une autre pour le Sud, et ce en dehors des acteurs qui appartiennent aux trois premiers piliers de la coopération au développement.

Plusieurs possibilités s'offraient à nous, chaque méthode comportant son lot d'inconvénients. La méthode la plus exhaustive consiste bien entendu à interroger la population entière, mais dans la pratique, ceci s'avère impossible en raison de la taille de la population. Traditionnellement, cet obstacle est contourné en questionnant une part représentative de la population et en extrapolant ensuite les résultats à la population entière. Cette méthode nécessite cependant une préparation approfondie (par exemple la sélection d'un groupe représentatif), pour laquelle malheureusement les moyens nous faisaient défaut. Pour bien cerner les nombreuses facettes du quatrième pilier dans ce genre d'exercice, il est nécessaire

d'élaborer un questionnaire relativement long. Demander simplement si l'on est impliqué dans une initiative du quatrième pilier risque de nous fournir peu de réponses positives étant donné que cette notion est pratiquement inconnue. Le questionnaire ne devait pas seulement s'intéresser de manière plus approfondie aux différentes formes d'implication dans la coopération au développement mais devait également pouvoir mesurer l'implication éventuelle des organisations, institutions et entreprises où le sondé travaille. Au cours d'entretiens, il s'est avéré que bon nombre de personnes engagées dans des initiatives du quatrième pilier ne réalisaient pas toujours qu'elles contribuaient à l'une ou l'autre forme de coopération au développement.

Vu qu'une investigation à grande échelle n'aurait pas répondu aux objectifs de cette enquête, nous nous sommes tournés vers d'autres méthodes afin de mieux comprendre le quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles. Le choix s'est finalement porté sur quatre méthodes différentes.

2.1 Enquête menée auprès des administrations communales

Pour la première méthode, nous nous sommes inspirés de celle qui fut réalisée pour le compte de VAIS sur le quatrième pilier en Flandre. Nous avons sondé toutes les administrations communales flamandes sur leurs connaissances à propos du quatrième pilier, sur l'existence d'une éventuelle politique de soutien pour les initiatives du quatrième pilier et sur la présence d'initiatives du quatrième pilier au sein de leurs propres administrations. Dans un premier temps, l'envoi des questionnaires fut réalisé par la poste et plus récemment par l'entremise d'Internet comme méthode d'investigation.¹³ L'UVCW nous a prêté assistance dans cette opération lors de la rédaction et de l'envoi des questionnaires par e-mail grâce à leur fichier reprenant les personnes de contact auprès des administrations communales wallonnes et bruxelloises susceptibles, selon l'UVCW, d'être les plus actives dans le domaine de la coopération au développement.¹⁴ Ce fichier ne s'adressant qu'à 150 des 262 communes wallonnes et 19 communes bruxelloises, nous avons également renvoyé nos questions par e-mail à l'attention de l'ensemble des 281 communes et – celles pour lesquelles nous n'avons pu trouver d'adresse – à l'attention des échevins, des services pour la coopération au développement et la solidarité internationale ou encore de l'autorité correspondante d'environ 130 communes qui n'étaient pas reprises dans le fichier de l'UVCW.

13 A l'instar de l'étude flamande, nous avons fait appel au programme Internet <http://www.surveymonkey.com>.

14 L'UVCW a à son tour contacté son homologue Bruxellois AVCB-VSGB pour recueillir des informations complémentaires.

2.1.1 Taux de réponse à l'enquête

Le taux de réponse à notre enquête était relativement bas : seules 51 des 281 communes ont répondu (soit 18%). Avec ses 53%, le taux de réponse de Bruxelles est beaucoup plus élevé qu'en Wallonie (16%) (cf. tableau 2). Les communes ayant répondu représentent 21% de la population en Wallonie contre 62% à Bruxelles.¹⁵

Tableau 2 Réponses en fonction de la région et/ou province

Province ou région	Réponses	Total du nombre de communes	Taux de réponse (en %)
Brabant wallon	5	27	19
Hainaut	10	69	14
Liège	15	84	18
Luxembourg	5	44	11
Namur	6	38	16
Région Wallonne	41	262	16
Région Bruxelles-Capitale	10	19	53
Total	51	281	18

Quant aux raisons avancées face à ce faible taux de réponse en Wallonie par rapport à la Flandre et à Bruxelles, il s'agit d'être prudent.

Une explication se trouve peut-être dans l'hypothèse que la politique et les services de développement ont davantage de ressources dans les communes flamandes et bruxelloises qu'en Wallonie. Les 19 communes de la région bruxelloise ainsi que près de 90% des 308 communes flamandes ont un échevin pour la coopération au développement (ou pour la solidarité internationale et les relations Nord/Sud), tandis qu'en Wallonie seulement une centaine des 267 communes ont un échevin qui exerce la même fonction (De Bruyn & Huyse, 2009 et communication personnelle avec l'UVCW).

Ces différences peuvent être à leur tour invoquées quant à la politique régionale tenue à l'égard de la coopération au développement communale. En effet, depuis 2000, la coopération au développement flamande consacre plus de moyens et une attention particulière au soutien et au renforcement des communes comme actrices de la coopération au développement par rapport aux moyens consacrés par les autorités wallonnes. C'est ainsi que les communes flamandes et bruxel-

¹⁵ Par comparaison, l'enquête réalisée par VAIS à la fin de l'année 2008 a donné un taux de réponse de 38% (116 communes sur 308) en Flandre. Ces communes représentaient environ 53% de la population.

loises peuvent établir une sorte de convention avec les autorités flamandes afin de mettre en place une politique active de développement dans le cadre d'un jumelage avec une commune du Sud. L'accord prévoit, par ailleurs, un soutien financier et technique (via l'AVCB). Un tel règlement n'existe pas en Wallonie. Néanmoins, outre les moyens qui peuvent être alloués aux communes wallonnes dans le cadre du Programme Fédéral de Coopération Internationale Communal (au même titre que les communes flamandes et bruxelloises), WBI a ouvert un appel à projets annuel aux communes de Wallonie¹⁶ depuis 2002. En outre, les villes, communes et provinces de Wallonie et de Bruxelles peuvent prétendre à un autre appel à projets WBI pour leurs projets d'éducation au développement.¹⁷

Le faible taux de réponse peut également être attribué au manque de connaissances concernant la notion de quatrième pilier ou d'autres termes apparentés. Ces cinq dernières années ce terme reçoit, en Flandre, une attention croissante dans le monde de la coopération au développement. Une enquête réalisée au sujet d'un phénomène ou d'une notion que l'on connaît aura davantage de réponses qu'une enquête pour laquelle le sujet est inconnu ou lorsqu'on pense qu'elle ne nous est pas destinée.

Il ressort de notre enquête que 6 des 10 communes participantes (aussi bien à Bruxelles qu'en Wallonie) n'avaient encore jamais entendu parler de « quatrième pilier » ou « d'initiatives de particuliers ». Ceci n'est pas étonnant dans la mesure où l'utilisation de ce terme se fait principalement en Flandre. Pour les autres termes (initiatives populaires de solidarité internationale, initiatives ou implications citoyennes, groupes de solidarité), environ la moitié des communes en avait déjà entendu parler, tandis qu'un cinquième seulement pense savoir ce que cela signifie.

Que représente ce faible taux de réponse pour la représentativité de notre enquête ? En réalité, l'enquête n'est malheureusement pas représentative de l'ensemble des communes wallonnes, mais elle nous livre une première indication sur la politique existante en matière de soutien des communes au quatrième pilier. Elle nous fournit ainsi des indicateurs destinés au quatrième pilier – en somme, le

16 En 2010, cet appel est intitulé « Programme de cofinancement de projets de coopération décentralisée », projets qui peuvent être présentés par des pouvoirs subordonnés de la Région wallonne, des organisations wallonnes représentatives des travailleurs ou des agriculteurs, des mutualités de Wallonie-Bruxelles ainsi que des Hautes écoles, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française ». Les ONGD de Wallonie et de Bruxelles disposent d'un autre appel annuel spécifique de WBI. Pour plus d'informations, cf. http://www.wbi.be/cgi/bin3/render.cgi?id=0135359_article&ln=ln1&userid=&rubr=culture+coop [site consulté le 20 juin 2010].

17 En 2010, cet appel est intitulé « Programme de cofinancement de projets d'éducation et de sensibilisation à la solidarité internationale pour le développement ». Il est ouvert aux mêmes acteurs que le précédent, ainsi qu'aux ONGD. Pour plus d'informations, cf. http://www.wbi.be/cgi/bin3/render.cgi?id=0135359_article&ln=ln1&userid=&rubr=culture+coop [site consulté le 20 juin 2010].

sujet de notre étude. Malgré le faible niveau de représentativité, nous avons à chaque fois analysé les résultats de cette enquête par rapport aux 262 communes wallonnes et 19 communes bruxelloises – et donc pas uniquement par rapport aux 41 wallonnes et aux 10 bruxelloises ayant répondu. Ce faible taux de réponse sera par conséquent visible dans les graphiques qui nous livrent les résultats.

2.2 Enquête menée auprès des ONGD

Lors du lancement de cette enquête, nous nous attendions à un faible taux de réponse auprès des communes – pour les raisons décrites ci-dessus. C’est pourquoi nous avons cherché à rencontrer d’autres acteurs qui nous semblaient être en contact avec le quatrième pilier. Nous nous sommes donc tournés vers les ONGD. Certaines sont en contacts réguliers avec des initiatives du quatrième pilier (ex. Volens, Solidarité Socialiste, Entraide & Fraternité, etc.). La coopération au développement est précisément leur tâche journalière. Elles rencontrent dans leur travail d’autres organisations ou individus qui gravitent autour du même sujet.

La décision fût prise de ne questionner que les ONG membres d’ACODEV, fédération des ONG francophones ayant accès aux subsides de l’Etat fédéral. En d’autres mots, nous avons interrogé les ONGD francophones sur les initiatives du quatrième pilier.¹⁸

Par analogie avec l’enquête réalisée auprès des administrations communales, nous avons ici demandé le soutien d’ACODEV afin de disposer des coordonnées des 72 organisations membres.

2.2.1 Taux de réponse à l’enquête

27 des 72 membres d’ACODEV ont répondu à notre enquête. Ce qui correspond à un taux de réponse de 37,5%.¹⁹

Environ la moitié des ONGD interrogées qui ont répondu connaissent le terme « quatrième pilier » ainsi que les autres dénominations provenant de la CASIW, de l’ULg et de Volens (cf. figure 2). La dénomination néerlandophone « initiatives de particuliers » est quant à elle moins connue.

18 L’enquête a aussi été reçue par un certain nombre d’organisations qui n’étaient pas membres d’ACODEV (plusieurs ONGD ont transféré le mail à d’autres organisations et dans notre enquête, nous avons erronément laissé un certain nombre d’organisations non-concernées). Toutefois, nous n’avons pas tenu compte des réponses de deux de ces organisations.

19 Quelques ONGD ont interprété erronément le sujet de l’enquête : elles ont pris en compte les initiatives d’organisations ou d’institutions du Sud au lieu des initiatives belges. Nous n’avons dès lors pas tenu compte de leurs réponses.

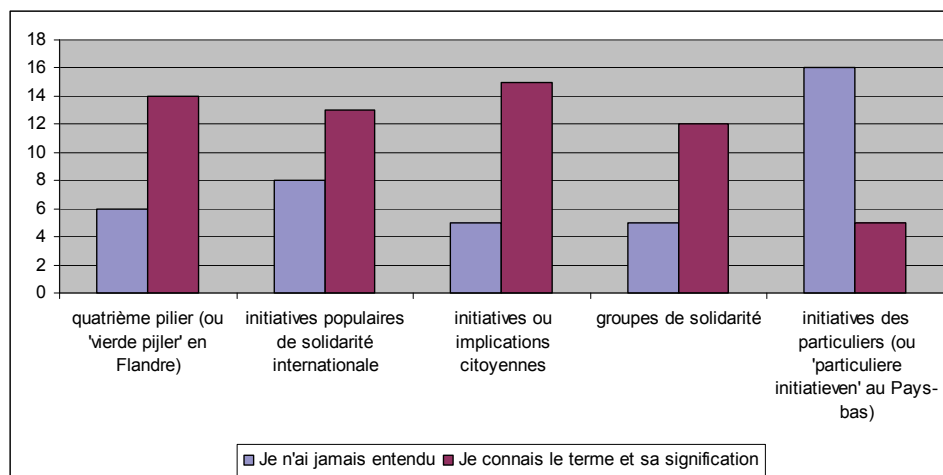


Figure 2 Notoriété des différentes notions auprès des ONGD (en nombre de réponses)

Contrairement aux communes, certaines ONGD utilisent d'autres appellations :

- actions locales de solidarité internationale ;
- projets sur fonds propres ;
- initiatives de solidarité citoyenne ;
- partenariats.

2.3 Banque de données de la CASIW

Une source tierce d'informations utiles et complètes est disponible en la banque de données de la CASIW. Au cours de ces dernières années, la CASIW a conservé les données des personnes et organisations ayant déjà fait appel à leurs services pour des informations et des conseils. Dans la liste de 809 initiatives citoyennes, 592 ASBL ou ONGD et 148 partenariats communaux ou provinciaux on a pu identifier au moins 625 initiatives du quatrième pilier.²⁰

La banque de données de la CASIW ne fait pas l'énumération exhaustive du quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles. Comme nous l'avons précédemment exposé, cette banque de données date de 2004 et ne reflète donc pas le paysage actuel de ces initiatives. Outre ce manque d'actualisation de la base de données, on peut noter le fait que toutes les initiatives du quatrième pilier ne font pas appel aux services de la CASIW, qui reste encore méconnue auprès de certaines d'entre elles. Seule une poignée de communes wallonnes et une commune bruxelloise sur cinq a déjà entendu parler de la CASIW. Vu le faible nombre de communes ayant répondu au questionnaire, il nous semble que la notoriété de la CASIW devrait

²⁰ On a exclu toutes les initiatives des ONGD, des communes ou provinces, et de la CUD et DGCD.

être renforcée. Un peu plus d'un quart des ONG dit connaître la CASIW, mais près d'une sur huit confirme n'en avoir jamais entendu parler. Quant aux communes, notons qu'elles ne figurent pas dans le public cible prioritaire de la CASIW vu l'existence de l'UVCW et de l'AVCB avec qui elle collabore.

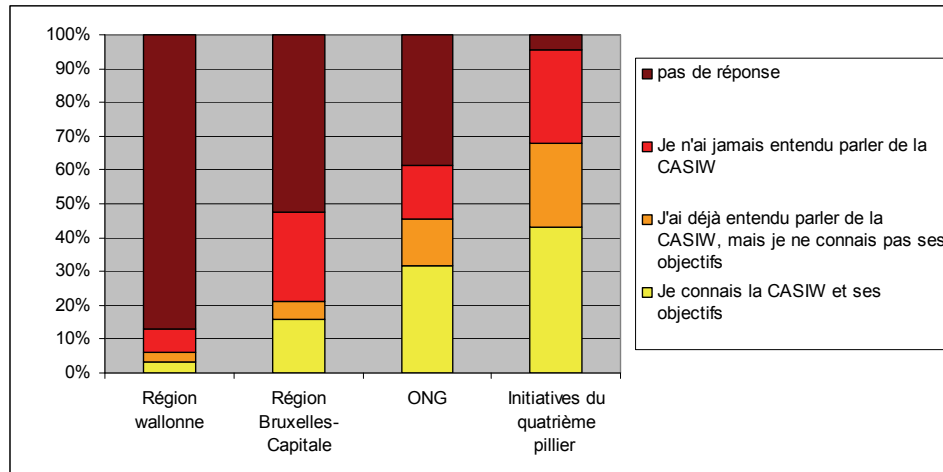


Figure 3 Connaissance de la CASIW auprès des communes wallonnes et bruxelloises et des ONG

2.4 Enquêtes menées auprès du 4^{ème} pilier

Dans la deuxième partie de notre enquête, nous avons questionné directement les initiatives du quatrième pilier en utilisant deux méthodes : premièrement, par une enquête en ligne et ensuite, au moyen d'entrevues des groupes cibles.

2.4.1 Enquête menée par Internet

En septembre 2009, nous avons envoyé un questionnaire à toutes les initiatives du quatrième pilier que nous avons identifiées sur la base des données décrites ci-dessus et qui de qui nous avons obtenu une adresse e-mail – une totale de 808. Elles avaient à disposition quatre semaines pour répondre au questionnaire.

Taux de réponse à l'enquête Internet

Au total, 109 de 808 organisations ou individus ont répondu, mais après avoir éliminé les questionnaires qui étaient incomplets, incorrects ou doubles et les questionnaires des organisations qui n'appartenaient pas au quatrième pilier,²¹ il

²¹ Certaines communes et ONGD affiliées à Acodew avaient aussi répondu au questionnaire. Peut-être avaient-ils reçu l'invitation par une organisation inscrite dans notre enquête.

y avait seulement 64 questionnaires qui étaient correctement remplis. Ceci est premièrement dû au fait que nous ne connaissons pas le nombre exact d'initiatives du quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles. Deuxièmement, nous avons une vision limitée sur la nature de ces 808 organisations (cf. chapitre 2), nous ne sommes donc pas en mesure de juger en quoi ce chiffre est représentatif de la totalité des organisations du quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles. Dans le chapitre 3, nous analyserons les principales caractéristiques des organisations et individus qui ont répondu au questionnaire.

2.4.2 Focus group et entretiens individuels menés auprès d'initiatives de particuliers

Dans le cadre du quatrième chapitre du présent rapport, nous avons eu exclusivement recours à des méthodes qualitatives de récolte de l'information. En effet, le but poursuivi était de donner corps aux données quantitatives récoltées précédemment et présentées dans les deux premières parties et donc, de donner voix aux groupes de solidarité Volens (ci-après « GS ») ainsi qu'à d'autres IPSI non liées à Volens. Il n'est pas inutile de préciser que le but n'est pas de généraliser les informations récoltées : les méthodes de collecte de données choisies étant par définition qualitatives, elles impliquent un échantillonnage restreint. C'est avant tout la qualité et la profondeur de l'information récoltée qui importe ici.

Notre méthodologie prend place dans une optique comparative. En effet, nous allons voir que des entretiens (de groupe et individuels) ont été réalisés tant auprès de GS qu'auprès d'IPSI non reliées à Volens. De la sorte, nous sommes en mesure de percevoir quels sont les besoins de toutes ces initiatives d'une manière générale, et de comprendre, à travers le cas des GS Volens, ce que les IPSI peuvent rechercher dans l'établissement d'un partenariat avec une ONGD.

Focus group

Nous avons tout d'abord eu recours aux focus group. Cette technique semi-directive permet aux participants de donner leurs opinions, de débattre sur des thèmes qui leurs sont soumis. Ainsi, il s'agit d'une technique permettant de recueillir une grande quantité d'information assez rapidement. Nous avons organisés deux focus group, l'un regroupant des initiateurs de GS Volens – ci-après « le focus group Volens », l'autre réunissant des IPSI non encadrées par une ONGD – ci -après, « le focus group non Volens ».

Un focus group, idéalement, doit réunir entre 8 et 12 participants afin que chacun puisse s'exprimer tout en ayant une certaine diversité d'expériences en présence. Cependant, le recrutement des participants s'avère être une entreprise relativement complexe. En effet, nous ne sommes parvenus à réunir que quatre personnes

pour le focus group Volens. Après avoir envoyé à tous les GS une lettre les informant de notre initiative et les invitant à y prendre part, nous avons contacté chaque groupe personnellement par téléphone. Malheureusement, seuls quatre d'entre eux ont répondu présents. Parmi les absents, certains ne souhaitaient pas y participer, tandis que d'autres étaient simplement indisponibles (à l'étranger ou trop occupés). Il s'agissait alors juste d'un concours de circonstances car plusieurs personnes auraient vraiment souhaité y participer si cela avait été possible. Les personnes présentes étaient quant à elles très enthousiastes. Concernant le focus group non Volens, nous sommes rapidement parvenus à réunir dix IPSI à travers la présence de douze personnes. Nous avons pour ce faire obtenu l'aide de la CASIW qui nous a fourni des contacts actualisés et nous a dès lors permis de gagner du temps, de ne pas nous perdre dans sa base de données.

Le principal critère présidant à la composition des focus group était la représentativité géographique des participants. Nous souhaitions que toutes les provinces francophones ainsi que la Région de Bruxelles-Capitale soient représentées dans chaque focus group. Cependant, nous n'avons pas atteint cet objectif pour le focus group Volens, étant donné le faible nombre de participants. Nous avons ainsi réuni un GS du Brabant Wallon et trois GS de la province de Liège. Par contre, le focus group non Volens comprenait des IPSI provenant des quatre coins de la Wallonie et de Bruxelles.

Nous avons conduit ces deux focus group sur base d'une grille d'entretien comprenant quatre thèmes principaux :

- une brève présentation de l'IPSI (origine, activités, composition, etc.) ;
- les difficultés rencontrées (au Nord et au Sud) et les moyens mobilisés pour y faire face ;
- les relations développées avec les autres acteurs (ONGD, pouvoirs publics, entreprises et médias) ;
- les perspectives d'avenir de l'IPSI.

Les focus group avec les GS ont abordé un point supplémentaire : l'appréciation du partenariat avec l'ONGD Volens (origine de la relation, description du partenariat, attentes vis-à-vis de Volens).

Entretiens individuels

Suite à ces focus group, nous avons poursuivi nos investigations par des entretiens individuels. Les focus group nous ont permis de mettre en exergue certaines réflexions et questions que nous avons pu creuser lors de ces entretiens individuels. Plus spécifiquement par rapport au GS de Volens, ils nous ont permis également de compléter voire de relativiser certaines opinions exprimées par les quatre participants du focus group.

Nous avons mené trois entretiens auprès de GS ainsi que trois entretiens auprès d'IPSI non reliées à Volens. Ces entretiens se sont présentés par contingence, lors des conversations téléphoniques préalablement établies, en s'assurant néanmoins de résorber la faible répartition géographique obtenue lors du focus group Volens. Nous avons par conséquent rencontré des personnes responsables de GS issus des provinces de Namur, du Hainaut et de la Région de Bruxelles-Capitale. Par contre, pour l'autre série d'entretiens individuels, nous les avons menés auprès de personnes qui étaient déjà présentes au focus group non Volens. Par conséquent, les focus group et entretiens individuels nous ont permis de rencontrer, au total, dix-sept IPSI – Volens et non Volens confondues.

Les entretiens individuels, semi-directifs, ont été conduits sur base de la même grille d'entretien ci-dessus présentée. Cependant, cette grille était flexible, dans le sens où nous abordions les thèmes selon un ordre relativement aléatoire, en fonction de la tournure de l'entretien.

Ainsi, dans la dernière partie du rapport, une place relativement importante est donnée aux propos des personnes rencontrées. Néanmoins, il va de soi qu'il est impossible et incohérent de présenter systématiquement tous les extraits se rapportant aux divers thèmes identifiés dans l'analyse. Ainsi, nous présentons les extraits qui nous apparaissent les plus significatifs, les plus illustratifs. Dans le respect de l'anonymat des personnes rencontrées, aucun nom ne sera divulgué. Dès lors, les extraits seront identifiés selon trois éléments : le sexe de la personne à laquelle se rapporte l'extrait d'entretien (♀ ou ♂), la nature du groupe (GS Volens ou non Volens) et le cadre de collecte de l'information (focus group ou entretien individuel). Les extraits seront donc référencés, par exemple, comme suit : (♂, GS Volens, FG) ou (♀, Non Volens, EI).

CHAPITRE 2

A LA RECHERCHE DU QUATRIEME PILIER

1. La taille du quatrième pilier en Wallonie et Bruxelles

Sur base des enquêtes menées auprès des communes, des ONGD et du quatrième pilier dans son ensemble, nous avons tenté d'obtenir une première évaluation du nombre d'initiatives appartenant au quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles. En raison du nombre de réponses limité, ce chiffre doit être considéré avec précaution, comme une première indication du nombre réel. Cette enquête est donc exploratoire étant donné qu'en Communauté française de Belgique, le quatrième pilier n'a jusqu'à présent pas encore fait l'objet de recherche.

1.1 L'enquête auprès des communes

Dans cette enquête, nous avons distingué 56 initiatives différentes propres au quatrième pilier. L'enquête comprend les initiatives soutenues par les communes ou celles dont le candidat interrogé a connaissance. Malheureusement, les répondants n'ont pas mentionné, pour chaque initiative, la région dans laquelle ils étaient actifs ou avaient leur siège. Par conséquent, nous n'avons pas des chiffres distincts pour la Wallonie et pour Bruxelles.

La plus grande majorité d'entre elles se compose d'ASBL. Les OSIM sont également bien représentées (la plupart ayant un statut d'ASBL). Quelques communes nous ont communiqué le nom de quatre écoles secondaires et de deux hautes écoles. Seules une entreprise et une institution culturelle (une compagnie de théâtre) ont pu être identifiées nommément.

Si on extrapole le nombre d'initiatives identifiées aux communes wallonnes et bruxelloises, on arrive à un total de 187 initiatives actives dans le quatrième pilier.²² En réalité, le nombre d'initiatives du quatrième pilier connues des administrations communales se situe probablement bien plus haut. La plupart des

²² Les autorités communales bruxelloises et wallonnes ayant répondu à l'enquête représentent 30% de la population de ces deux régions. Pour avoir une image de l'ensemble de la population, nous devons intégrer des données d'extrapolation suivantes : 56 divisé par 30% et multiplié par 100.

répondants ont d'ailleurs donné une information spécifique incomplète sur les initiatives du quatrième pilier de leur commune. Bien souvent, cela s'en tenait aux simples termes génériques tels que « écoles », « OSIM » ou encore « individus engagés ». Dans le chapitre suivant, nous reviendrons sur ce propos.

1.2 L'enquête menée auprès des ONGD

Les ONGD ont avancé le nom de 89 initiatives du quatrième pilier et d'une trentaine d'écoles qui ont déjà fait appel à une ONGD afin d'obtenir de l'information sur la coopération au développement. Quelques unes de ces écoles auraient également effectué ou soutenu des initiatives envers le Sud, malheureusement nous n'en connaissons pas le nombre. Seulement quatre d'entre elles apparaissent dans l'enquête réalisée auprès des communes. Les initiatives proviennent majoritairement d'ASBL dont un cinquième n'est autre que des associations de migrants. On y retrouve également le nom de quatorze hôpitaux. Une ONGD a d'ailleurs mis en place un programme spécifique destiné au développement de liens de coopération entre des hôpitaux belges et congolais (RDC). Enfin, sept personnes et une entreprise sont également citées.

Au même titre que l'enquête réalisée auprès des communes, la plupart des répondants se limitent à donner des catégories d'initiatives du quatrième pilier sans spécifier le nom de l'organisation, de l'institution ou de la personne.

1.3 La banque de données de la CASIW

La banque de données de la CASIW nous apporte beaucoup plus de références : 625.²³ Ce chiffre reprend 82 institutions enseignantes, 21 conseils communaux, sept sections syndicales, un département d'une mutuelle, une organisation de travail, un hôpital et 24 personnes. Cela signifie que les 482 références restantes (77% du total) se rapportent à des organisations de fait ou ASBL. Bien que nous ne pouvions identifier la nature de ces organisations avec certitude, nous y percevons la présence de mouvements de jeunesse, d'organisations culturelles, de groupes autour d'un missionnaire et d'OSIM. Nous ne savons cependant pas dans quelle mesure ces organisations s'investissent dans la coopération au développement. De plus, il n'est pas certain que ces 625 références soient toutes des initiatives du quatrième pilier. Nous ne savons pas non plus si toutes ces organisations sont encore actives à l'heure actuelle. Certaines d'entre elles ont déjà pris contact avec la CASIW par le passé et depuis n'ont plus fait parler d'elles.

23 Cf. Chapitre 1, section 2.3.

1.4 Conclusion

Le nombre d'initiatives du quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles reste encore flou pour le moment. Les chiffres de nos enquêtes réalisées auprès des administrations communales et ONGD restent des estimations grossières quant au nombre réel d'initiatives en activité alors que la banque de données de la CASIW indique qu'il existe des centaines d'initiatives (au moins 625 initiatives). L'enquête conduite auprès des communes flamandes pour le compte du VAIS nous révèle par ailleurs un chiffre de 544 initiatives, qui une fois extrapolé à la Flandre entière, nous livre un nombre d'initiatives estimé à au moins 1 400 initiatives. Par le biais d'une autre méthode de calcul, les enquêteurs sont même arrivés à un nombre de 6 400 initiatives possibles (De Bruyn & Huyse, 2009). Rien n'indique en cela que la population bruxelloise ou wallonne serait moins active sur le terrain de la coopération au développement. En tout cas, nous avons pu identifier 808 initiatives qui ont une adresse E-mail : 625 initiatives identifiées dans la base de données de la CASIW, 89 par l'enquête menées auprès les communes, 56 par l'enquête auprès les ONGD et les 38 groupes de solidarité de Volens.

2. Les communes et le quatrième pilier

2.1 Soutien des communes

Dans notre enquête, nous avons sondé les différentes formes de soutien apportées par les communes au profit des initiatives du quatrième pilier (cf. figure 4). Au moins 8 des 19 communes bruxelloises soutiennent des initiatives du quatrième pilier contre seulement 21 communes wallonnes sur les 41 qui ont répondu à l'enquête. Au vu du faible taux de réponse, nous avons un faible aperçu sur le travail des communes wallonnes. Selon nous, parmi les 221 communes wallonnes n'ayant pas répondu à l'enquête, bon nombre d'entre elles seraient susceptibles d'offrir leur soutien. Par comparaison à la Flandre, deux tiers des administrations communales ayant répondu à l'enquête annoncent qu'elles soutiennent le quatrième pilier, ce qui correspond à au moins un quart de l'ensemble des administrations communales flamandes (De Bruyn & Huyse, 2009).

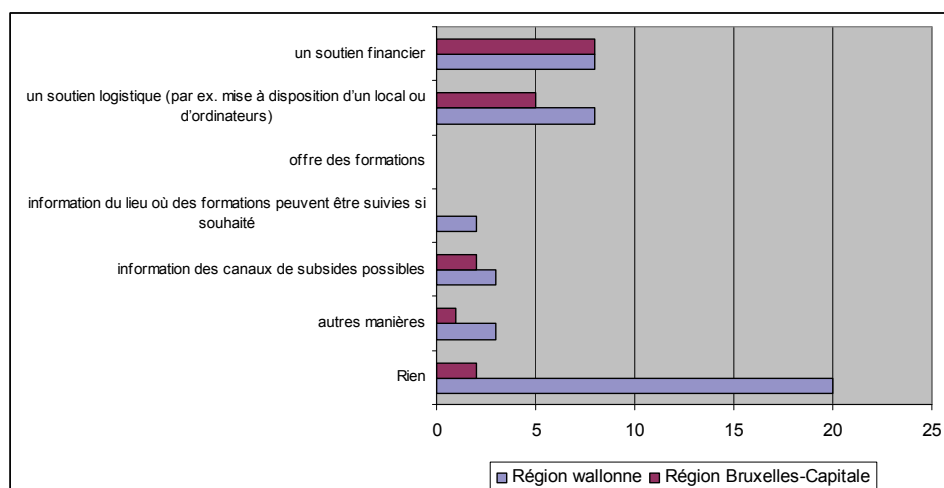


Figure 4 Formes de soutiens communaux aux initiatives du quatrième pilier (en nombre de communes qui ont répondu)

La plupart des communes qui octroient des subsides aux initiatives du quatrième pilier le font aussi envers les ONGD. Une minorité seulement néglige toute aide financière à ces mêmes ONGD. L'inverse est bien plus courant. Le montant total disponible chaque année revient à quelques dizaines de milliers d'euros pour la plupart des communes. Si Huy a obtenu 25 000 euros, cela reste une exception. Les subsides vont surtout aux écoles et ASBL faisant parties du quatrième pilier.

Peu de communes ont engagé une procédure s'appuyant sur des critères de sélection clairs en vue de déterminer les initiatives à subsidier. Dans la plupart des cas, les projets déposés sont présentés et acceptés par le bourgmestre et son collège d'échevins. Il arrive parfois qu'ils soient présentés par un comité consultatif ayant fait une présélection.

2.2 Attitude des communes à l'encontre du quatrième pilier

Nous avons demandé aux communes qui ont soutenu ou collaboré avec des initiatives du quatrième pilier leur opinion à propos de ces bénéficiaires. Cette question est évidemment très générale, voire difficile. L'hétérogénéité du quatrième pilier rend quasi impossible l'obtention d'un jugement global. La figure cinq nous donne les résultats des 51 administrations communales ayant répondu à notre questionnaire. Le résultat qui nous saute le plus aux yeux est de manière générale le peu de capacité financière octroyée aux initiatives du quatrième pilier. La relation établie avec les communes, ainsi que leur motivation et leur connaissance du Sud sont autant d'expériences positives, néanmoins leur capacité d'intervention au Sud et le professionnalisme à cet égard restent relativement minces.

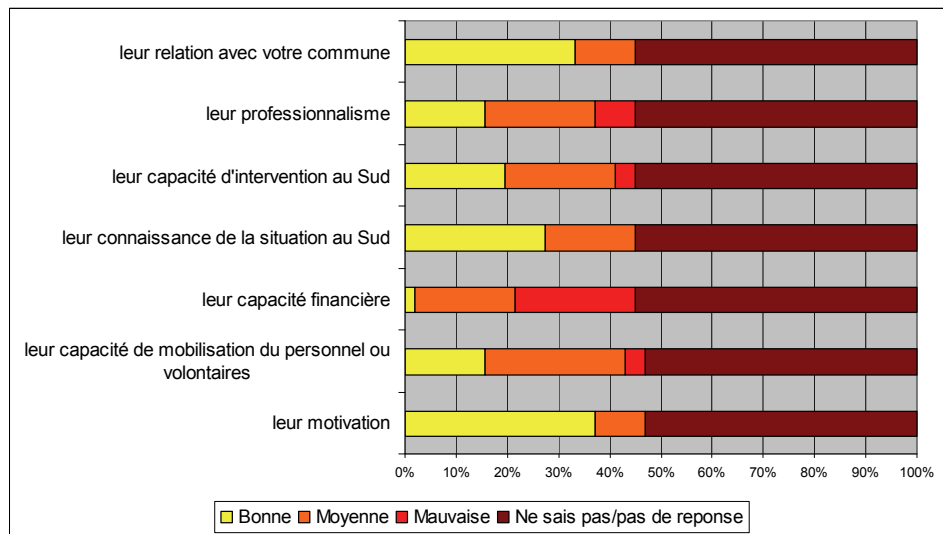


Figure 5 Représentations des administrations communales wallonnes et bruxelloises à propos des organisations du quatrième pilier (seules les 51 administrations ayant répondu au questionnaire)

Si on fait un instant abstraction de l'importance des réponses « ne sait pas », on peut observer que les initiatives du quatrième pilier sont identifiées comme des initiatives portées par des individus motivés, qui connaissent le Sud, qui ont établi des relations avec leur commune mais qui disposent de peu de moyens.

3. Les ONGD et le quatrième pilier

3.1 Soutien au/du quatrième pilier

Vu que plus de 70% des ONGD n'ont pas répondu aux questions relatives au soutien, nous ne pouvons donner ici qu'une représentation partielle du soutien apporté par les ONGD au quatrième pilier et aux autorités locales. La figure 6 illustre ces réponses. Plus d'une ONGD sur cinq fournit de l'information, tandis que moins d'une sur huit offre de la formation et un soutien méthodologique. Sur base de notre enquête, seules sept ONGD (ex. FUCID) nous apprennent qu'elles soutiennent financièrement des initiatives du quatrième pilier et des autorités locales.

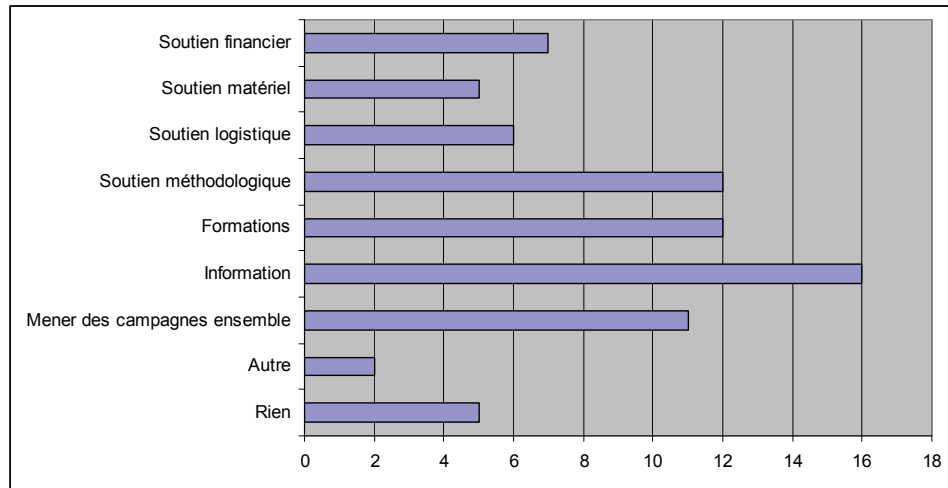


Figure 6 Formes de soutien que donnent les ONGD au quatrième pilier et/ou aux autorités locales (en nombre d'ONGD ayant répondu au questionnaire)

Le soutien est destiné essentiellement aux écoles, aux ASBL, aux particuliers, aux administrations communales et aux associations de migrants, comme la figure 7, qui identifie 12 destinataires importants, nous le montre.

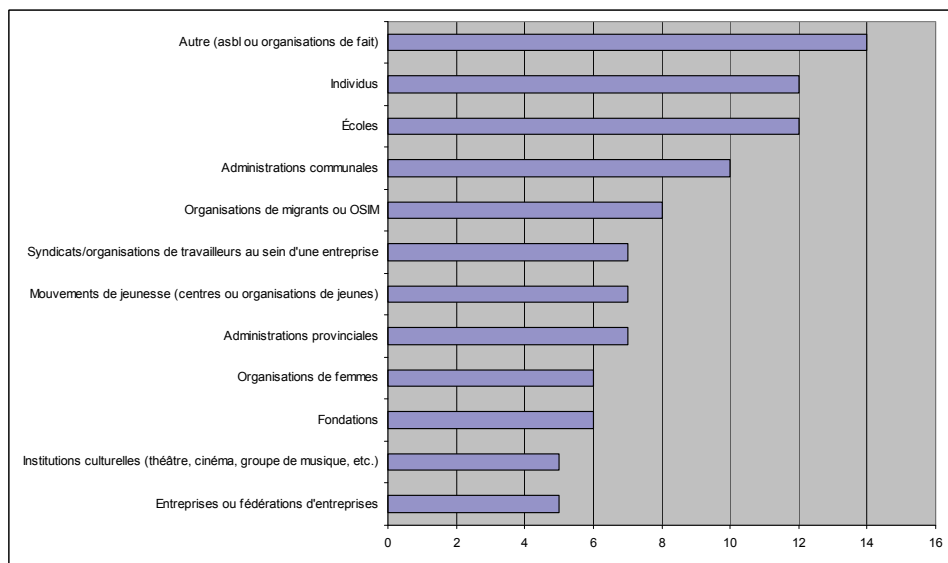


Figure 7 Nature des acteurs du quatrième pilier et autorités locales qui reçoivent l'une ou l'autre forme de soutien des ONGD (en nombre d'ONGD ayant répondu au questionnaire). Le graphique liste uniquement les 12 organisations les plus souvent citées

Dans le même temps, nous avons demandé aux ONGD si elles avaient reçu pour leur part du soutien des initiatives du quatrième pilier. Seules 4 ONGD disent n'avoir reçu aucune forme de soutien, que ce soit du quatrième pilier ou des autorités locales, tandis que 23 ONGD disent avoir reçu une forme de soutien. La figure 8 nous confirme que les moyens financiers restent la forme de soutien la plus importante.

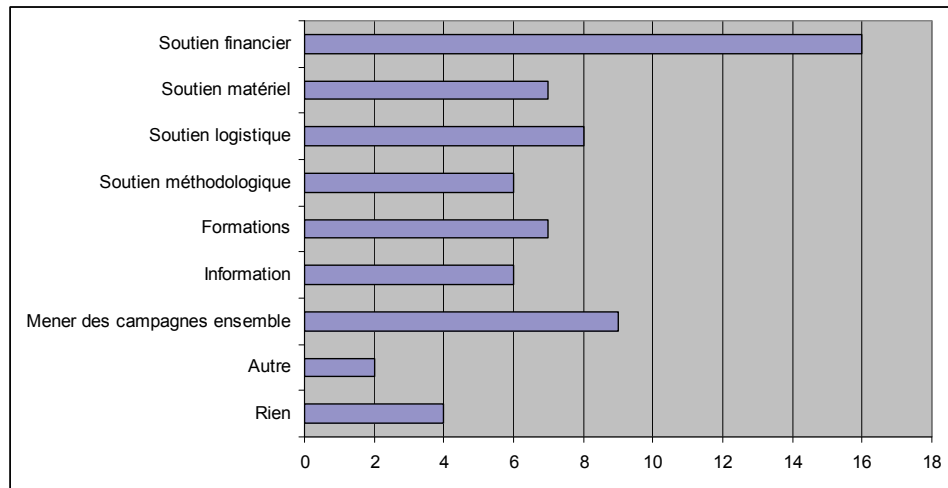


Figure 8 Formes de soutien que les ONGD reçoivent des initiatives du quatrième pilier (en nombre d'ONGD ayant répondu à la question)

Les ONGD reçoivent essentiellement du soutien des administrations communales, fondations, personnes et entreprises. Si on compare la figure 7 avec la figure 9, nous apprenons que les fondations et entreprises donnent plus de soutien qu'elles n'en reçoivent de la part des ONGD, tandis que l'inverse se produit pour les associations de migrants. Les administrations communales, les personnes et les écoles donnent autant qu'elles reçoivent en matière de soutien.

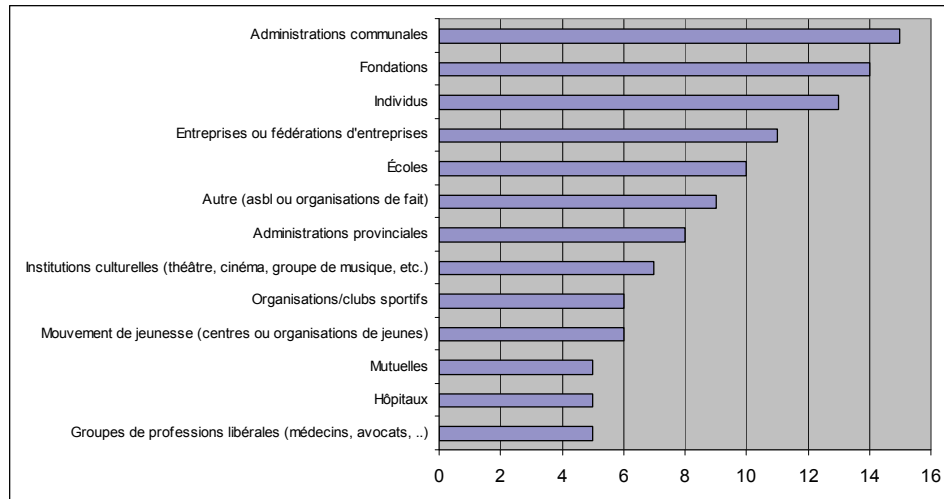


Figure 9 Nature des acteurs du quatrième pilier et des autorités locales qui donnent l'une ou l'autre forme de soutien aux ONGD. Le graphique liste uniquement les 13 organisations les plus souvent citées

3.2 Représentations des ONGD à l'encontre du quatrième pilier

Au même titre que les communes, les ONGD trouvent qu'il est difficile de se prononcer de manière générale sur l'ensemble du quatrième pilier.

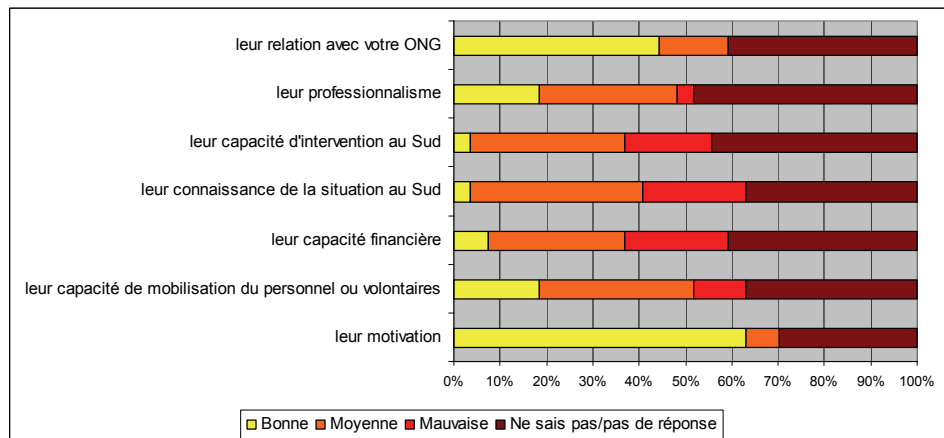


Figure 10 Attitude des ONGD à l'égard du quatrième pilier (uniquement les résultats des 27 ONGD ayant répondu au questionnaire)

De la même manière que les administrations communales ont répondu, les ONGD mettent en avant la motivation et le travail de collaboration des initiatives du quatrième pilier. Ces dernières se posent également des questions quant à leurs

capacités financières (cf. figure 10). En outre, les ONGD évaluent leurs connaissances sur le Sud et leurs capacités d'intervention comme étant faibles, voire très faibles – en particulier, les administrations communales.

CHAPITRE 3

LE QUATRIEME PILIER A LA PAROLE - UNE ENQUETE INTERNET

1. Introduction

Ce chapitre donne la parole au quatrième pilier. Nous avons établi un questionnaire que nous avons envoyé à un peu plus de 800 organisations. Nous avons déjà mentionné dans le chapitre méthodologique que le total des réponses s'élevait à 64 (cf. *supra* chapitre 1, section 2.4.1). Nous soulignons le fait que nous en savons très peu sur la représentativité de ces réponses par rapport à l'ensemble des initiatives du quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles. La valeur de ce questionnaire revêt donc un rôle pionnier. Les données offrent un premier aperçu du quatrième pilier et devront être contrôlées à l'avenir, lorsque davantage de données seront disponibles. Nous avons en outre effectué une première étude sur la base de plusieurs discussions de groupe et d'entretiens individuels avec des initiatives du « quatrième pilier des particuliers » ou « IPSI ». Vous trouverez le rapport de ce volet de recherche dans le quatrième et dernier chapitre de ce rapport.

Après avoir dressé un aperçu des caractéristiques des initiatives et de ses participants, nous aborderons la naissance de ces initiatives, les modalités de leur collaboration avec d'autres acteurs, l'objectif et la finalité de leurs pratiques de solidarité internationale, le développement du projet, l'aspect financier et l'avenir et les besoins de ces organisations du quatrième pilier.

2. Caractéristiques du quatrième pilier

2.1 Type d'initiatives

Le quatrième pilier des particuliers est fortement représenté dans notre enquête. La majorité des 64 organisations se sont qualifiées d'initiative privée et/ou de groupe d'amis. Le quatrième pilier institutionnel se compose notamment d'une Haute Ecole et d'institutions culturelles. Comme vous le verrez plus loin dans ce chapitre, trois organisations se distinguent des 61 autres par l'ampleur de leur fonctionnement (en ce inclus le budget et les collaborateurs rémunérés) et leur caractère international.

La figure 11²⁴ montre la diversité du quatrième pilier, des écoles aux associations de migrants en passant par des fondations. Nous avons également retrouvé une ONG qui n'est pas encore membre d'Acoddev, mais qui entretient des liens étroits avec elle, une mutualité et un groupe de retraités. Ce chiffre inclut également sept des groupes de solidarité de Volens. Il est particulièrement étonnant de remarquer que plusieurs groupes ne sont pas représentés dans notre questionnaire. Aucune entreprise, aucun hôpital ou syndicat n'a répondu à notre appel et nous ne retrouvons quasiment aucun groupe de mission, par rapport au sondage équivalent effectué en Flandre.

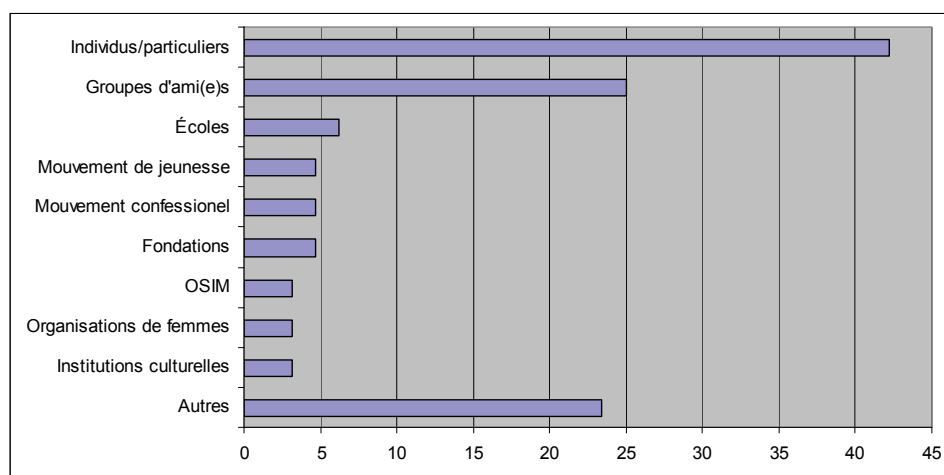


Figure 11 Type de structure à laquelle appartient l'organisation ou l'initiative²⁵ (en % du nombre total de 64)

Quatre initiatives sur cinq concernent uniquement la coopération au développement, tandis qu'il s'agit d'une activité secondaire pour les 20% restants, qui appartiennent principalement au quatrième pilier institutionnel.

En termes de statuts, 68% des organisations se sont qualifiées d'ASBL ou d'AISBL, 5% d'ONG (même si ce n'est pas toujours exact aux yeux de la loi), 29% étaient des organisations de fait ou ont déclaré n'avoir aucun statut.

24 En général, les tableaux renvoient chaque fois aux 64 initiatives qui ont répondu à notre questionnaire, à moins qu'il n'en soit indiqué autrement. Pour certains tableaux, nous avons en effet exprimé les résultats par rapport à quelques organisations qui ont répondu aux questions concernant le thème abordé et ce pour des raisons de lisibilité des tableaux. En outre, le tableau décrit à chaque fois la situation au moment où l'enquête a été complétée, c'est-à-dire en septembre 2009, à moins qu'il n'en soit indiqué autrement.

25 Nous retrouvons entre autres les catégories suivantes : groupes de mission ou missionnaires, mutuelles, associations de professionnels, mouvements de pensionnés en ASBL.

Tout comme dans les communes ou dans les ONGD, les concepts de quatrième pilier et d'IPSI sont assez méconnus. Les organisations se voient, en d'autres termes, comme faisant partie d'une plus grande nouvelle évolution sociale. Le terme « initiatives de particuliers », issu des Pays-Bas, est lui aussi très peu connu. Les « groupes de solidarité » et le terme « initiative ou implication citoyenne » utilisés par la CASIW sont relativement bien connus (voir figure 12). Cette constatation n'est pas étonnante étant donné que la majorité des répondants connaît plus ou moins la CASIW (voir plus loin).

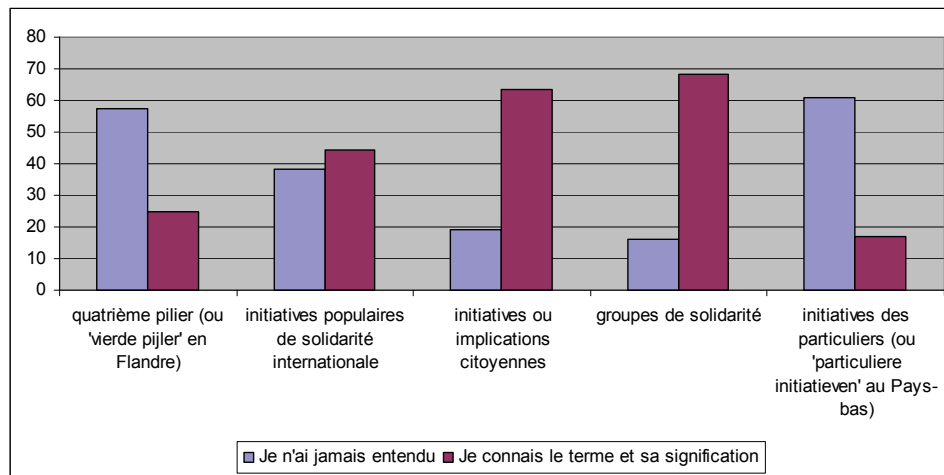


Figure 12 Connaissance des différents concepts auprès des initiatives du quatrième pilier (en % sur un total de 64)

2.2 Lieu de l'initiative

Un quart des initiatives se situe dans le Brabant wallon et plus d'un cinquième en région bruxelloise. Une petite minorité se retrouve dans différentes provinces/régions (cf. figure 13).

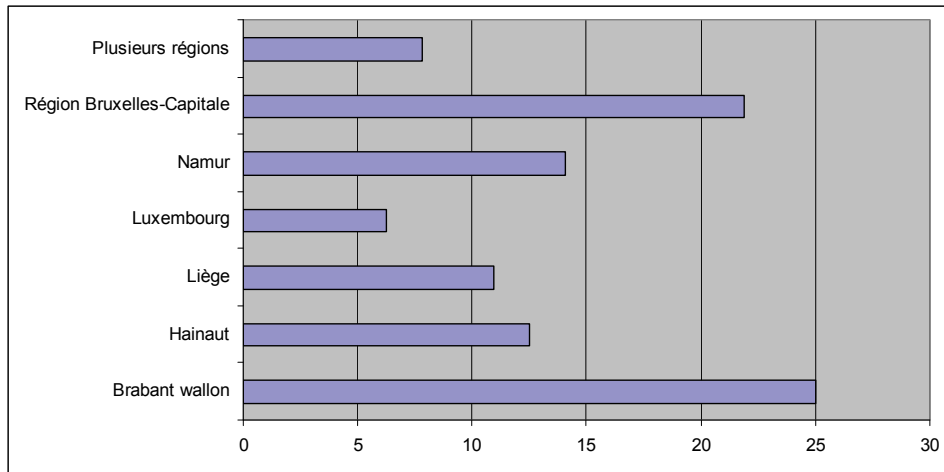


Figure 13 Lieu de l'initiative (en % sur un total de 64)

3. Qui est impliqué dans l'initiative ?

3.1 Nombre de participants

Un nombre relativement élevé de personnes est impliqué dans la plupart des initiatives (entre six et vingt). Nous retrouvons également de nombreuses petites initiatives qui ne comptent qu'un à cinq participants actifs. Les plus grandes organisations se composent tant d'initiatives institutionnelles du quatrième pilier que d'écoles, de centres culturels, de mouvements de jeunesse, ainsi que de quelques ASBL (voir figure 14). En moyenne, les organisations comptent autant d'hommes que de femmes. La majorité des initiatives travaillent uniquement avec des bénévoles.

Un quart des organisations possède au moins un collaborateur rémunéré. Les plus grands employeurs se retrouvent au sein des organisations qui ne ciblent pas uniquement la coopération au développement et les initiatives du quatrième pilier qui possèdent presque le statut d'ONG de développement.

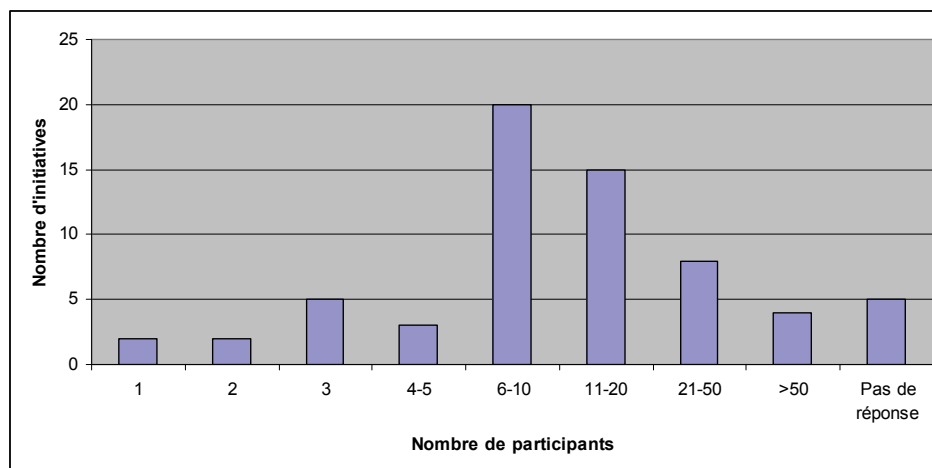


Figure 14 Nombre de participants actifs (bénévoles ou rémunérés) (en nombre d'initiatives)

3.2 Âge moyen des participants

L'âge moyen des participants aux initiatives du quatrième pilier est très variable. Toutes les catégories d'âge sont représentées. La plupart des organisations comptent des trentenaires, des quadragénaires et des quinquagénaires (cf. figure 15).

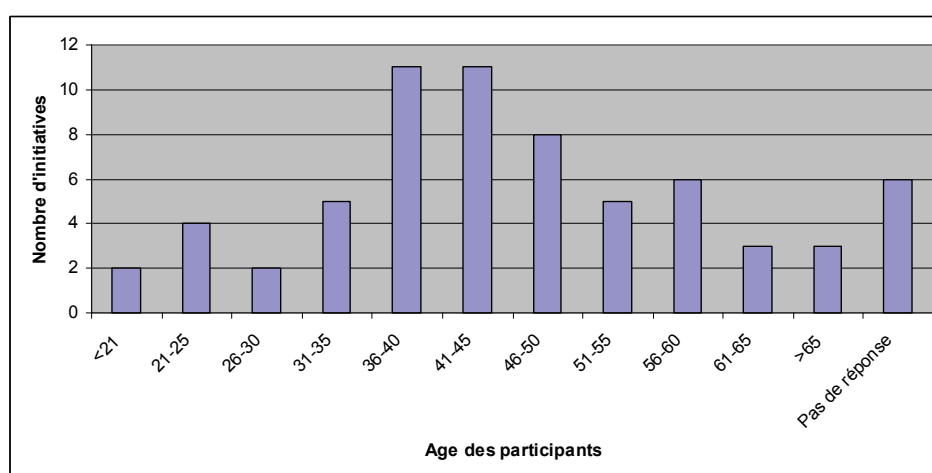


Figure 15 Age moyen des participants aux initiatives du quatrième pilier²⁶ (en nombre d'initiatives)

²⁶ Deux organisations ont mentionné que les participants étaient répartis en deux groupes d'âge : un groupe de jeunes et un groupe d'âge moyen. Ces organisations ont été comptées deux fois dans le graphique.

4. Année de création et motivations

4.1 Année de création

La figure 16 montre une augmentation du nombre d'initiatives créées à partir des années 1990, avec une apogée en 2001-2005 et plus particulièrement en 2001 avec six initiatives et en 2002 et 2005 avec cinq initiatives. Ces cinq dernières années ont, toutefois, connu un recul. Nous ne pouvons cependant pas conclure que moins d'initiatives du quatrième pilier ont été créées ces dernières années. Les initiatives les plus récentes n'ont peut-être pas répondu à notre enquête ou nous ne sommes pas parvenus à les joindre avec notre mailing.

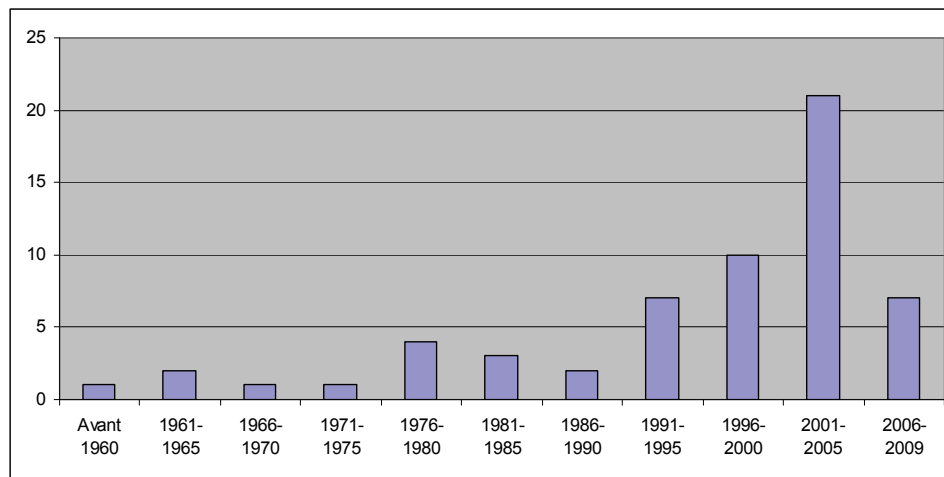


Figure 16 Année de création de l'initiative (en nombre d'initiatives)

4.2 Quelles sont les motivations ?

Tout comme le montrait l'enquête précédemment menée en Flandre et aux Pays-Bas, la majorité des initiatives du quatrième pilier en Communauté Française sont nées à partir de liens personnels tissés avec une personne ou une communauté du Sud/de l'Est. Ces liens peuvent avoir été créés de différentes manières.

Une rencontre dans le cadre d'un voyage dans un pays du Sud/de l'Est et la confrontation à certains problèmes sur place sont souvent à l'origine d'une volonté de retrousser ses manches. Par exemple le Groupe de Solidarité Volens, Les Amis de Tinzaouaten, est né de longues conversations entre Belges qui faisaient un voyage en chameau dans le désert nigérien et leur guide touareg. Le guide leur a fait visiter son village et a organisé une rencontre avec les habitants. Les touristes belges ont ainsi appris à connaître les besoins et les problèmes quotidiens de cette popu-

lation. Ces habitants avaient le besoin urgent de disposer d'une banque de céréales pour leur permettre de surmonter la période difficile entre deux récoltes. De retour en Belgique, ils ont collecté les fonds nécessaires et, un an plus tard, la banque de céréales était un fait. Encouragés par la générosité des habitants, et à leur propre demande, les Belges ont entamé un second projet pour garantir la sécurité alimentaire dans ce village. Cette fois, à la demande des habitants du village, une attention particulière a été accordée à la composition d'un cheptel suffisant de chèvres.

Il s'agit souvent d'un voyage touristique, d'un stage, d'un voyage d'immersion ou d'un voyage scolaire, mais certaines organisations peuvent également voir le jour à la suite d'un voyage dans le Sud en vue d'adopter un enfant. Les initiateurs d'une association sont ainsi entrés en contact avec les problèmes auxquels sont confrontées les organisations locales en Inde et ont décidé d'agir.

L'origine n'est pas toujours une visite d'une personne du « Nord » au Sud/à l'Est. Plusieurs initiatives sont nées d'une visite d'un missionnaire, d'un ami ou d'une connaissance, ou d'un groupe du Sud en Belgique. A la suite de discussions et d'entretiens avec ces visiteurs ou parfois, à la suite d'une demande concrète de leur part, les initiateurs belges ont été amenés à fonder une organisation.

Les organisations de migrants mettent souvent (mais certainement pas toujours) en avant l'importance des liens familiaux dans l'origine de l'initiative. Des initiatives du quatrième pilier sont nées du désir de soutenir de manière structurelle la famille et leur communauté proche dans le pays d'origine. Il y a aussi d'autres types d'organisations du quatrième pilier qui sont basées sur les liens familiaux : pensons, par exemple, aux groupes qui soutiennent leur oncle qui est missionnaire au Congo.

Une autre motivation du quatrième pilier que nous avons rencontrée dans notre échantillon réside dans le lien professionnel. Certains professionnels entrent en contact avec leurs collègues du Sud dans le cas de leur travail journalier ou à l'occasion d'un projet concret ou d'un échange et décident de lancer une initiative commune. Ces professionnels sont souvent issus du monde académique.

Enfin, l'influence des autres piliers ne doit pas être sous-estimée. Plusieurs initiatives du quatrième pilier ont vu le jour grâce à un participant qui a appris à connaître une communauté, un ami ou un projet dans le cadre de son travail pour une agence ou une ONG de développement et qui s'est impliqué dans ce nouveau défi. Cette initiative ne concerne pas nécessairement le travail qu'il/elle effectuait pour l'institution professionnelle.

5. Le quatrième pilier collabore-t-il avec d'autres acteurs ?

5.1 Coopération en Belgique

Seulement 10% des initiatives du quatrième pilier ne collaborent avec aucune autre organisation. La figure 17 montre que les partenaires du quatrième pilier sont très variés : cela va des institutions culturelles aux entreprises, en passant par les hôpitaux et les syndicats. Quatre acteurs ressortent toutefois du lot : les écoles, les communes, les ONGD et les autres ASBL ou organisations de fait (ces dernières sont souvent mentionnées sous la catégorie « autres »). Les écoles sont souvent sollicitées pour des activités de sensibilisation. Outre les campagnes de sensibilisation, les organisations font appel aux communes pour un soutien logistique et/ou financier. Des initiatives du quatrième pilier tentent, en outre, de peser sur la politique communale en matière de coopération internationale. Un ou plusieurs participants de près d'un cinquième des organisations sont membres du Conseil Consultatif Nord-Sud de leur Commune.

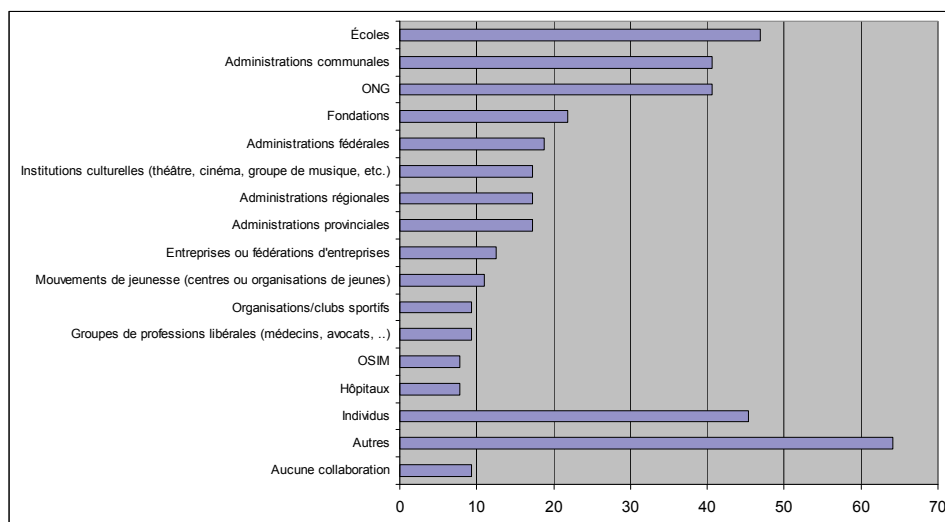


Figure 17 Type d'acteurs avec lesquels les initiatives du quatrième pilier collaborent (en % sur un total de 64)²⁷

Environ la moitié des initiatives du quatrième pilier ont déjà recueilli des informations ou des conseils auprès d'un acteur des trois autres piliers. Outre la

²⁷ « Autre » renvoie principalement aux autres ASBL ou organisations de fait. D'autres acteurs (qui apparaissaient dans les choix multiples) mentionnés étaient : groupements d'artisans, intercommunales, maisons médicales, syndicats/organisations de travailleurs au sein d'une entreprise, mouvements confessionnels, groupes de mission ou missionnaires, mouvements laïcs, organisations de femmes.

DGCD, la CTB, le CNCD-11.11.11 et ACODEV et quelques ONGD individuelles, les organisations se réfèrent souvent à la CASIW. Deux tiers des initiatives ont déjà entendu parler de ce département, qui cible particulièrement les initiatives citoyennes (cf. figure 18). Ce chiffre reste toutefois étonnamment bas. Nous avons, en effet, trouvé la plupart des initiatives et leurs coordonnées par le biais de la CASIW, qui conserve les données des organisations qui l'ont contactée et qui lui ont donné l'autorisation de conserver et de transmettre ces données. Le fait que près de 30% des organisations n'aient jamais entendu parler de la CASIW s'expliquerait peut-être par le fait qu'une autre personne que celle qui a contacté la CASIW ait complété le questionnaire ou que le contact ait été établi il y a longtemps et que l'organisation ait oublié l'existence de la CASIW.

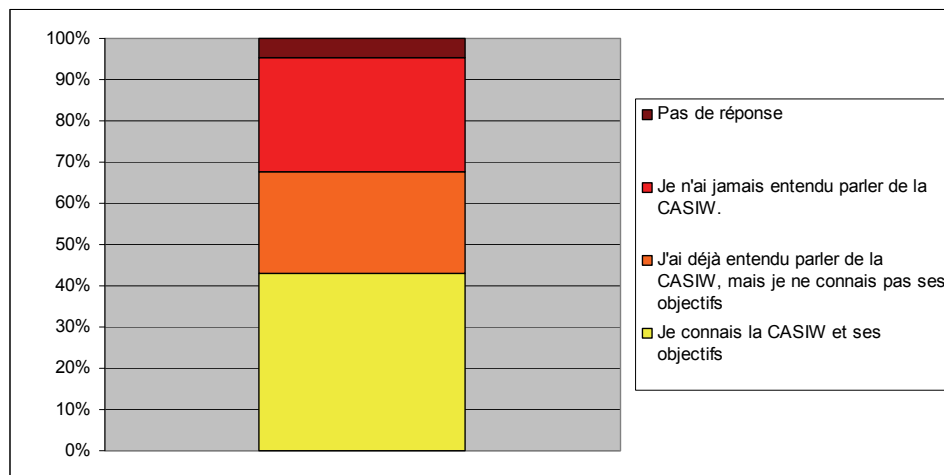


Figure 18 Connaissance de la CASIW au sein des initiatives du quatrième pilier (en % sur un total de 64)

Au moins deux tiers des organisations du quatrième pilier souhaitent à l'avenir collaborer avec une organisation ou une agence de développement. Seulement 10% refusent explicitement cette collaboration.

Nous avons sondé l'avis des initiatives qui ont déjà travaillé avec des ONG de développement sur ces dernières (cf. figure 19). En général, les participants aux initiatives du quatrième pilier donnent un écho positif des ONGD. Seule leur capacité financière n'est pas aussi appréciée. Une comparaison avec des questions similaires posées aux ONGD nous apprend que les organisations du quatrième pilier ont une meilleure opinion de leurs collègues du troisième pilier que l'inverse, sur le plan des connaissances et de la capacité d'intervention dans le Sud ou à l'Est. Chacune des deux organisations apprécie fortement la motivation de l'autre.

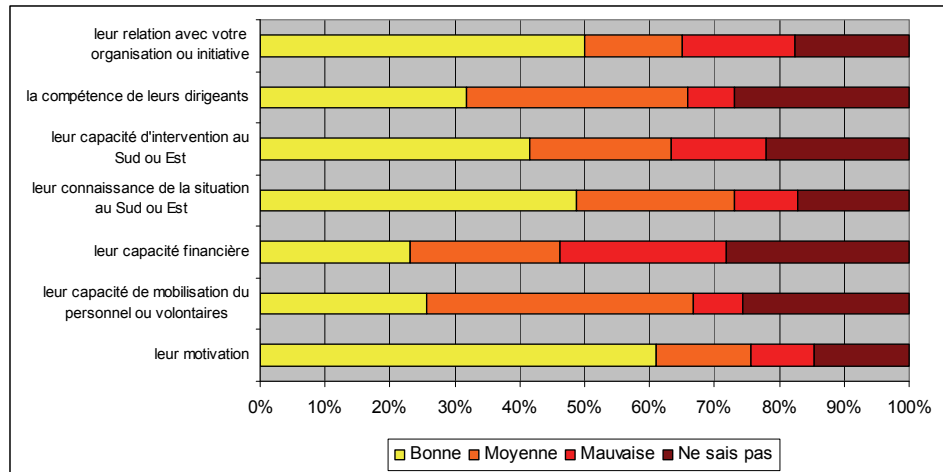


Figure 19 Position du quatrième pilier par rapport aux ONG de développement (en % sur un total de 64)

5.2 Coopération au Sud/à l'Est

Quelque 80% des initiatives déclarent collaborer avec un ou plusieurs partenaire(s) du Sud/de l'Est, tandis que 6% travaillent seules.²⁸ La figure 20 montre qu'environ un tiers des initiatives du quatrième pilier possèdent seulement un partenaire et que presque 15% collaborent avec cinq partenaires ou plus. La figure 21 donne davantage de précisions quant aux partenaires. La plupart des organisations collaborent avec une personne de confiance locale ou une ONG locale. Attention, une ONG locale renvoie très souvent à une organisation qui s'attribue elle-même cette dénomination, mais qui est, selon la loi, une ASBL ou une organisation de fait.

²⁸ Les 14% restants n'ont pas répondu à la question.

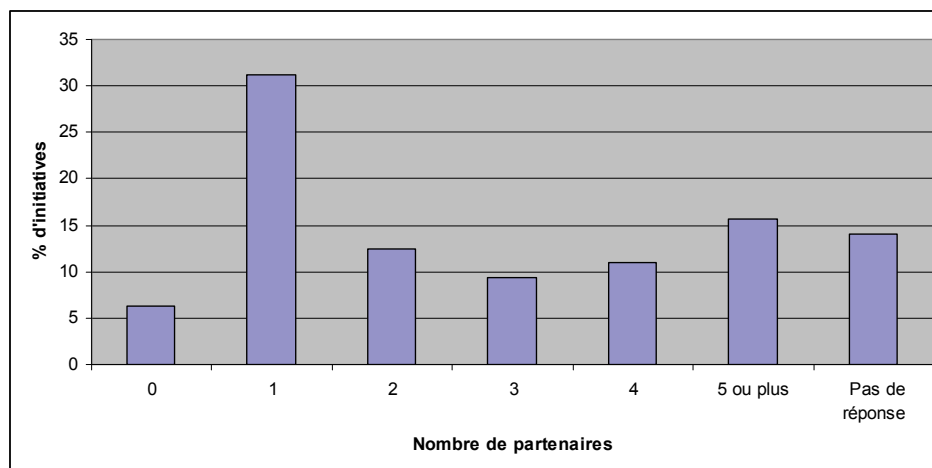


Figure 20 Nombre de partenaires des initiatives du quatrième pilier dans le Sud/à l'Est (en % sur un total de 64)

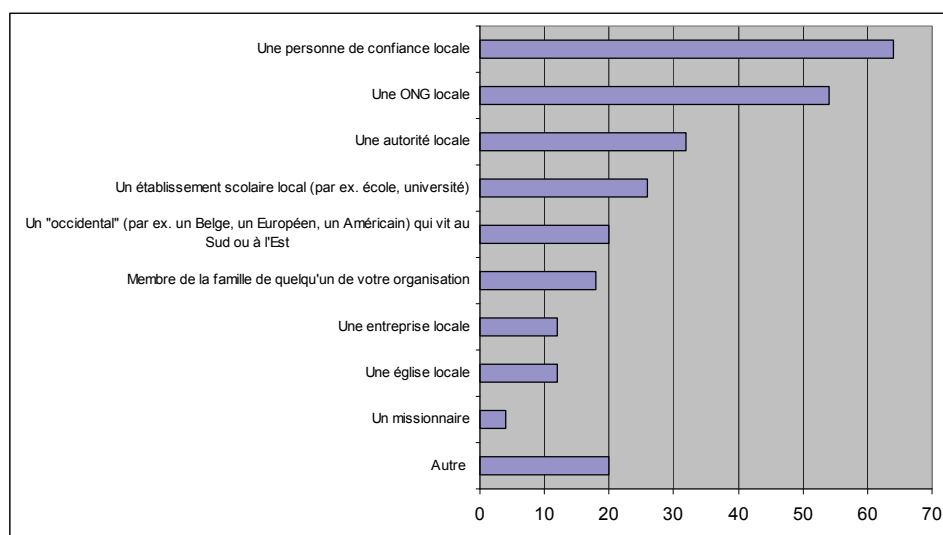


Figure 21 Nature du partenaire du Sud/de l'Est (en % sur un total de 50 organisations qui déclarent collaborer avec un acteur du Sud)

6. Que fait le quatrième pilier ?

6.1 Objectifs

Lorsque nous avons posé la question des objectifs, nous avons obtenu des réponses très diverses. Certaines organisations s'en tiennent à une description très

générale comme « la promotion des soins de santé », « l'enseignement des enfants », « la lutte contre la pauvreté » ou « la contribution au bien-être des enfants ». Certaines organisations formulent des objectifs très ambitieux (ex. « les associer aux objectifs de développement du millénaire des Nations Unies »). Il ressort souvent que leurs activités consistent principalement en des collectes de fonds pour une/des organisation(s) du Sud, sans y attacher d'objectifs particuliers de l'organisation là-bas. L'ultime mission et la réelle ambition de l'organisation ne sont, en d'autres termes, pas vraiment claires. Les objectifs concrets à atteindre ne sont pas explicitement mentionnés.

Parmi les 64 initiatives, certaines ont toutefois formulé des objectifs plus clairs et se concentrent sur des objectifs concrets et réalisables, comme « la construction d'un puits dans le village X », ou « la création d'un hôpital dans la région Y ». Il s'agit donc de projets de construction. Dans ces cas, l'organisation ne mentionne pas ce qu'elle compte faire après la réalisation de la construction : sera-t-elle dissoute ? Cherchera-t-elle à satisfaire d'autres besoins ? Une question importante consiste à savoir qui assumera la responsabilité du bon fonctionnement du projet réalisé. Qui payera les enseignants ou les médecins de l'école ou de l'hôpital ? Qu'advient-il si le puits doit être réparé ?

Enfin, de nombreuses initiatives du quatrième pilier concentrent leurs efforts sur le renforcement des capacités des organisations du Sud/de l'Est. La figure 22 montre, en effet, que des initiatives du quatrième pilier soutiennent tant des organisations que des projets. Il est étonnant de constater qu'elles ne s'en tiennent d'ailleurs souvent pas à une seule organisation ou un seul projet. Le quatrième pilier montre son ambition dans ce domaine. Certaines initiatives soutiennent même plus de trois projets et/ou organisations différent(e)s.

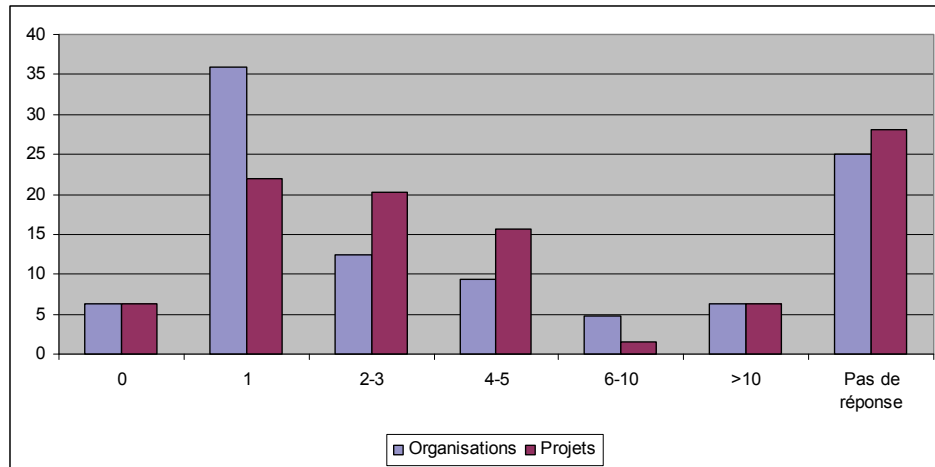


Figure 22 Nombre d'organisations et de projets soutenus par les initiatives du quatrième pilier (en % sur un total de 64)

6.2 Où interviennent-elles ?

Toutes les organisations ne sont pas actives dans le Sud/à l'Est. Certaines se limitent à des activités de sensibilisation dans le Nord. Deux tiers des initiatives du quatrième pilier actives dans le Sud/à l'Est se limitent à un seul pays, et 16% à deux ou trois pays. Une sur cinq possède des activités dans quatre pays ou plus.

La destination la plus populaire est de loin la République Démocratique du Congo (RDC). Près de quatorze organisations sur 64 ont des projets en cours dans ce pays ou y soutiennent des organisations. De nombreuses initiatives se situent aussi en Afrique de l'ouest, dans les Andes et au Brésil, en Europe de l'Est et en Inde. Il est aussi essentiel de souligner qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive. Tout comme le montrait l'enquête menée auprès des initiatives flamandes du quatrième pilier, il ressort de notre sondage un recoupement important avec les pays où les trois autres piliers sont aussi présents. Il convient également de mentionner que nous n'avons recensé que peu, voire aucune initiative dans les pays où la situation politique et socio-économique est instable, comme la Somalie et l'Afghanistan. L'enquête menée aux Pays-Bas montre, par contre, que des organisations de migrants sont actives dans ces pays. Deuxième constatation : les pays qui possèdent une communauté importante de migrants en Belgique (ex. le Maroc ou la RDC) sont la principale cible d'intervention du quatrième pilier. L'enquête de HIVA à la demande de la FRB a décrit cette philanthropie de la diaspora dans une étude en 2007 (voir De Bruyn et coll., 2008). La présence de pays comme le Sénégal, le Pérou et l'Inde indique également l'importance du tourisme dans le développement des initiatives du quatrième pilier.

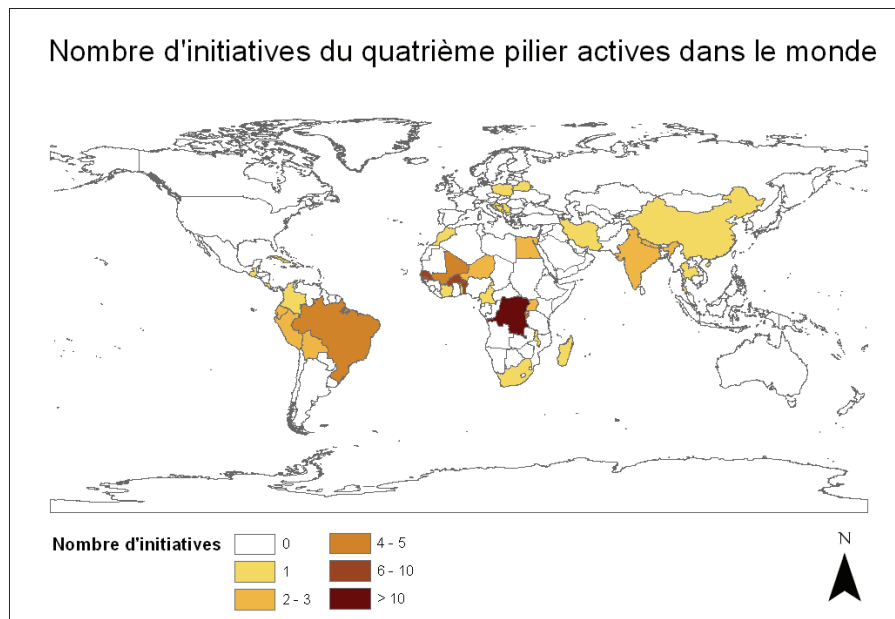


Figure 23 Pays où sont actives les initiatives du quatrième pilier wallonnes et bruxelloises (francophones)

6.3 Dans quels secteurs travaillent-elles ?

Lors d'études similaires menées en Flandre et aux Pays-Bas, les chercheurs sont parvenus au même résultat que sur la base de cette enquête : l'enseignement et les soins de santé sont les thèmes par excellence du quatrième pilier. Près de 70% des initiatives qui ont indiqué leur(s) secteur(s) d'intervention, se concentrent sur l'enseignement et un peu plus de 40% sur les soins de santé. Les thèmes environnementaux sont quant à eux peu populaires (voir figure 24). La plupart des organisations travaillent, en outre, dans plusieurs secteurs, elles ne se spécialisent donc pas vraiment.

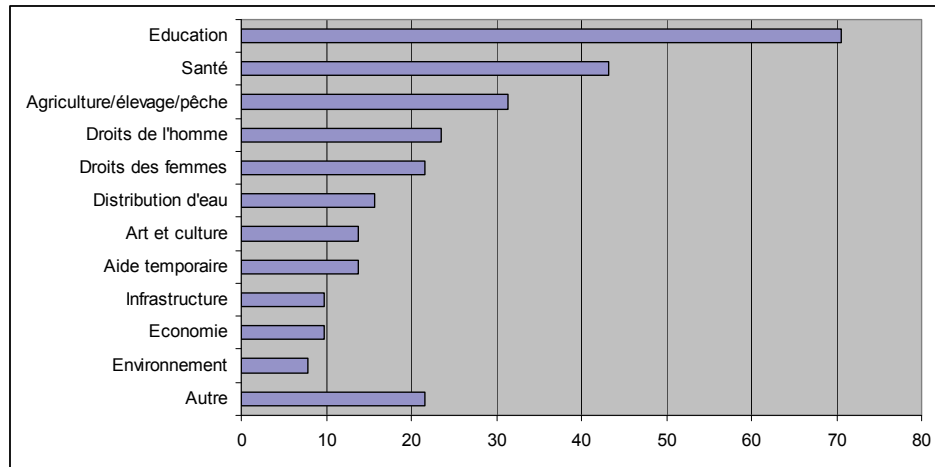


Figure 24 Part des initiatives du quatrième pilier actives dans divers secteurs (en % sur un total de 51 organisations qui ont répondu à la question)

Comme le montre la figure 25, la plupart des initiatives visent les femmes et les enfants et travaillent plutôt au sein de populations rurales qu'urbaines. Plusieurs initiatives listaient différents groupes cibles.

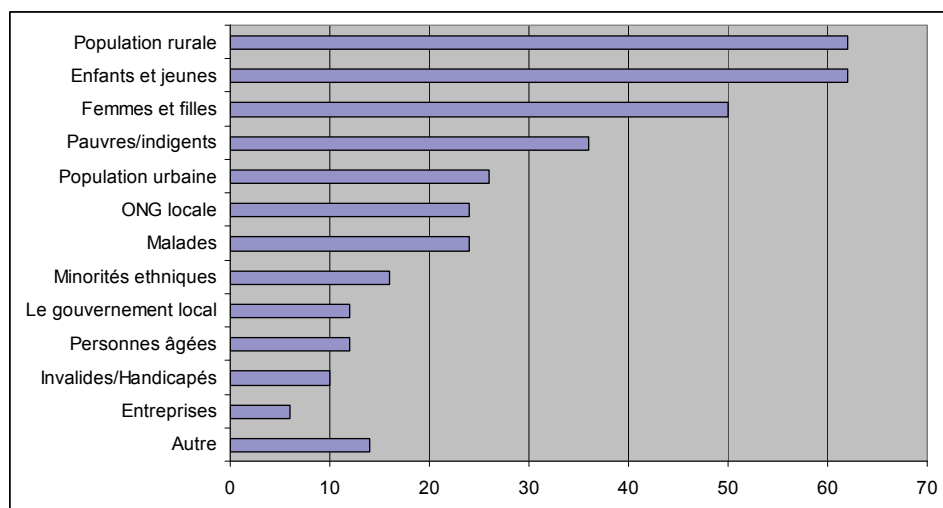


Figure 25 Groupes cibles des initiatives du quatrième pilier (en % sur un total de 50 organisations qui ont répondu à la question)

Le quatrième pilier n'entreprend pas une, mais plusieurs activités. Cependant, l'aide financière reste encore et toujours la principale intervention (cf. figure 26). Il est étonnant de constater l'importance de l'éducation, par rapport aux sondages menés en Flandre. Plus de la moitié des organisations déclarent proposer une

éducation au Sud. D'un autre côté, seule une minorité des organisations indiquent qu'elles mettent elles-mêmes la main à la pâte au Sud ou forment et envoient des volontaires belges. La plupart des organisations laissent, en d'autres termes, l'exécution des projets aux partenaires ou communautés locaux ; cela semble confirmé par les propos tenus par des responsables d'initiatives de solidarité internationale que nous avons rencontré lors des focus group et entretiens individuels.²⁹

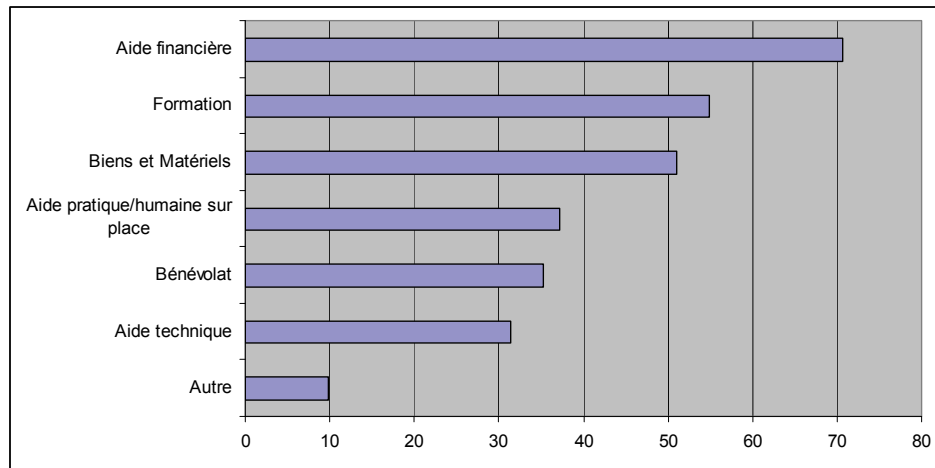


Figure 26 Nature de l'intervention dans le Sud/à l'Est des initiatives du quatrième pilier (en % sur un total de 51 organisations qui ont répondu à la question)

L'organisation des formations est une préoccupation mineure du quatrième pilier en Belgique (cf. figure 27). A peine 20% des organisations mettent sur pied des formations en Belgique. La collecte de fonds constitue, sans grande surprise, une activité importante des organisations. Mais nous ne pouvons pas perdre de vue qu'un quart d'entre elles affirment ne pas collecter de fonds. Les campagnes de sensibilisation et les séances d'informations apparaissent également comme des activités principales. Les jeunes en âge d'aller à l'école constituent un groupe cible important. Nous avons, en effet, déjà remarqué que les écoles sont des partenaires privilégiés des initiatives du quatrième pilier.

²⁹ Cf. infra chapitre 3.

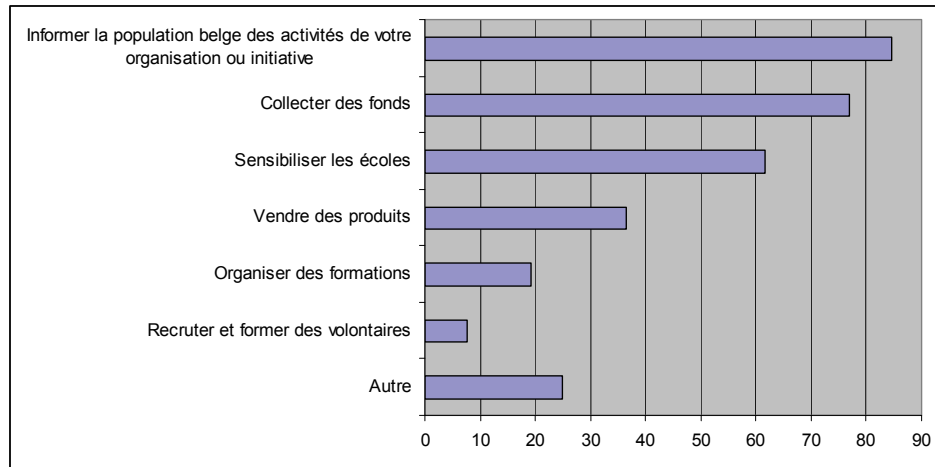


Figure 27 Activités des initiatives du quatrième pilier en Belgique (en % sur un total de 52 organisations qui ont répondu à la question)

6.4 Médias

Les projets bénéficient souvent de l'attention des médias. Près d'un tiers des répondants savent que leur initiative a atteint les médias régionaux en 2008 et plus d'un quart ont été cités dans les médias nationaux. Les médias du Sud ont accordé une attention particulière à une initiative sur six. La plupart des initiatives du quatrième pilier disposent par ailleurs d'un site web pour communiquer avec leurs donateurs et leurs bénévoles.

7. Gestion de projet

7.1 Développement et exécution du projet

Une critique souvent formulée sur le quatrième pilier est le retour à des méthodes de travail paternalistes dans la structure du projet. Notre sondage montre toutefois que seule une très petite minorité des initiatives déterminent elles-mêmes les priorités et la structure du projet. Près d'un tiers confient l'ensemble au partenaire ou à la communauté du Sud/de l'Est, tandis qu'une grande majorité d'organisations du quatrième pilier prennent les décisions en concertation avec les partenaires du Sud.

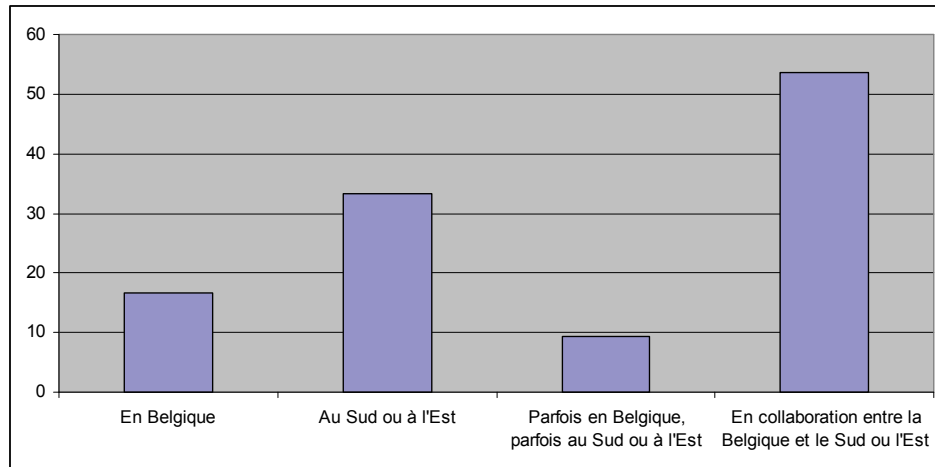


Figure 28 Où est prise l'initiative pour les projets des initiatives du quatrième pilier (en % sur un total de 54 organisations qui ont répondu à la question) ?

Dans la moitié des initiatives, les partenaires locaux mettent en place les projets ou les programmes des initiatives du quatrième pilier. La figure 28 reflète cette tendance. Seules neuf organisations du quatrième pilier déclarent effectuer elles-mêmes le travail. Dans le reste des cas, l'organisation belge assume l'exécution du projet en collaboration avec l'organisation locale.

7.2 Suivi et évaluation

Les organisations du quatrième pilier utilisent plusieurs méthodes pour suivre leurs projets ou ceux de leurs partenaires du Sud. La plupart utilisent une combinaison de visites sur le terrain, de contacts téléphoniques et de rapports d'activités et/ou financiers. Plus de 60% entretiennent des contacts par e-mail avec leur partenaire du Sud (cf. figure 29). Des problèmes techniques et pratiques compliquent toutefois le suivi de nombreuses organisations. Une organisation explique, par exemple, qu'elle souhaite se rendre sur place mais que ce voyage est impossible depuis 2007 : une rébellion dans la région où le projet a été mené a entraîné la fermeture des aéroports qui desservent la région.

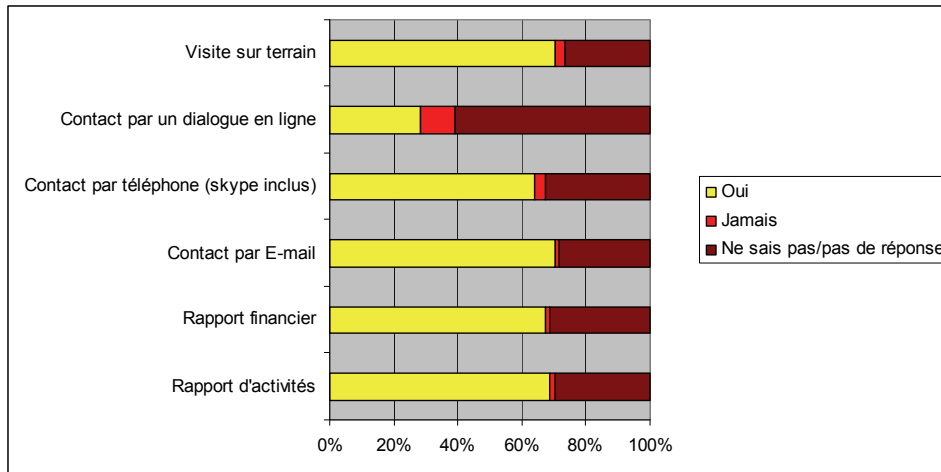


Figure 29 Utilisation d'activités de suivi des projets au Sud/à l'Est par les initiatives du quatrième pilier (en % sur un total de 64)

La fréquence varie fortement en fonction de la méthode. Au moins un participant rend visite une fois par année au partenaire ou au projet du Sud/l'Est. Un tiers envoient des emails ou téléphone chaque semaine à leur partenaire et un peu plus le font sur une base mensuelle. Un quart reçoivent même chaque mois un rapport financier et/ou d'activités, ce qui représente une fréquence très élevée. La plupart ne demandent de tels rapports que tous les six mois ou tous les ans (cf. figure 30).

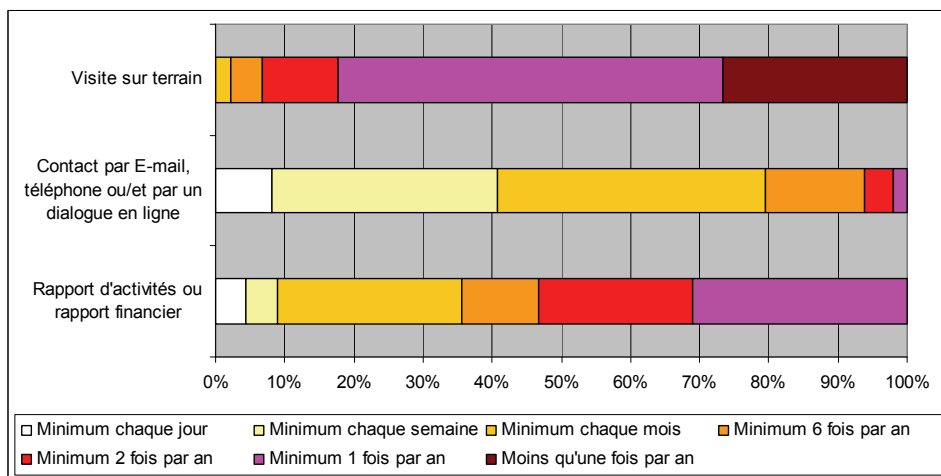


Figure 30 Fréquence des activités de surveillance (en % des initiatives du quatrième pilier qui effectuent ces activités)

Un peu plus de la moitié des initiatives déclarent utiliser un ou plusieurs indicateurs pour évaluer l'efficacité, l'impact et la durabilité de leurs actions. Peu d'organisations cependant donnent des exemples concrets de ces indicateurs. Les grandes organisations et les organisations plus professionnelles surtout mentionnent l'utilisation d'outils d'évaluation et de planification (par exemple Logframe). Pour plusieurs organisations, la technique d'évaluation consiste à vérifier les réalisations et à discuter avec les habitants de la région, sans entrer vraiment dans les détails. Indépendamment des visites, les rapports d'activités constituent un outil d'évaluation important. Notre enquête ne nous permet toutefois pas de vérifier la qualité de ces rapports. D'autres s'en remettent entièrement au partenaire du Sud : s'il est satisfait, le projet est réussi.

8. Revenus, dépenses et autres investissements

8.1 Revenus

Un peu plus de la moitié des initiatives du quatrième pilier nous ont fourni des informations sur leurs revenus totaux. La figure 31 montre que les budgets sont très variés et que nous rencontrons tous types d'initiatives. Les grandes organisations surtout, avec des collaborateurs rémunérés qui sont en outre membres d'un réseau international, disposent de budgets relativement importants : de 100 000 à plus de 4 millions d'euros. Ce montant s'applique au fonctionnement international. De plus petits budgets, jusqu'à 100 000 euros, sont bien représentés, ainsi que les moyennes organisations. D'autre part, presque toutes les organisations ont vu leurs budgets augmenter ces trois dernières années.

Toutes les organisations confondues représentent un revenu total de 7,6 millions d'euros en 2008. Ce chiffre est considérable au vu du petit nombre d'organisations prises en compte dans notre calcul. Ce chiffre donne néanmoins une image erronée, car il intègre le fonctionnement international de quelques organisations très puissantes en capitaux. Si nous écartons ce paramètre, nous obtenons 32 organisations restantes pour un montant d'environ 950 000 euros pour 2008.

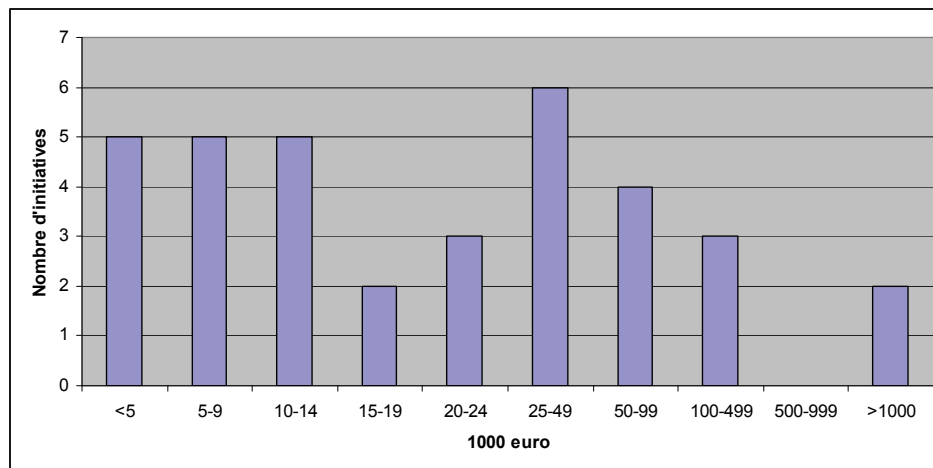


Figure 31 Revenus totaux des initiatives du quatrième pilier en 2008 (en milliers d'euros)

Les initiatives du quatrième pilier (tout comme les grandes ONGD) font preuve d'inventivité pour collecter des fonds. La source de revenus la plus souvent citée est celle des dons des particuliers, comme le montre la figure 32. Le montant total collecté n'est pas non plus à sous-estimer, comme l'indique le tableau 4.³⁰ Les 22 initiatives non internationales du quatrième pilier ont collecté ensemble près de 170 000 euros. Il est frappant de constater qu'une série très variée d'acteurs sont prêts à offrir de l'argent, comme les entreprises et les fondations. Un peu plus du tiers des organisations ont d'ailleurs la possibilité de remettre des attestations fiscales aux donateurs. Tous les dons collectés représentent 37% des revenus des plus petites initiatives du quatrième pilier. Les ONGD enregistrent de moins bonnes performances dans ce domaine. Seulement 15% de toutes les organisations du quatrième pilier reçoivent des subsides des ONGD (cf. figure 32).

Parmi les autorités, on retrouve surtout les communes et, dans une moindre mesure, la Région (wallonne) et/ou la Communauté (française)³¹ qui octroient des subsides. La Région, la Communauté et les provinces offrent des montants bien plus importants que les communes, comme le montre le tableau 3. Les premières colonnes montrent les résultats des 25 initiatives qui nous avons fourni des informations détaillées sur leurs revenus. Les plus grandes initiatives internationales du quatrième pilier bénéficient du gros des moyens issus des subsides du gouver-

30 Le tableau 4 montre tant les données pour toutes les organisations qui nous ont transmis des informations sur ce thème que, dans la colonne de droite, les données collectées pour les initiatives nationales du quatrième pilier. Les trois grandes organisations du quatrième pilier faisant partie d'un réseau international ne font par conséquent pas partie des calculs, car leurs revenus sont trop importants par rapport aux autres organisations. Elles pourraient donc fausser les résultats.

31 Aucune initiative ne renvoie à la Communauté flamande ou à la Région de Bruxelles-Capitale.

nement fédéral et/ou de l'Union européenne. Les deux dernières colonnes excluent les trois initiatives internationales.

Nous ne devons en outre pas oublier que la moitié des organisations investissent leurs propres moyens dans leur organisation. Peu d'organisations dégagent des moyens du développement d'activités économiques propres, comme l'offre de formations moyennant paiement ou d'autres services. Les nombreuses organisations tentent de collecter les fonds nécessaires grâce à l'organisation de festivals, de quiz et d'autres événements.

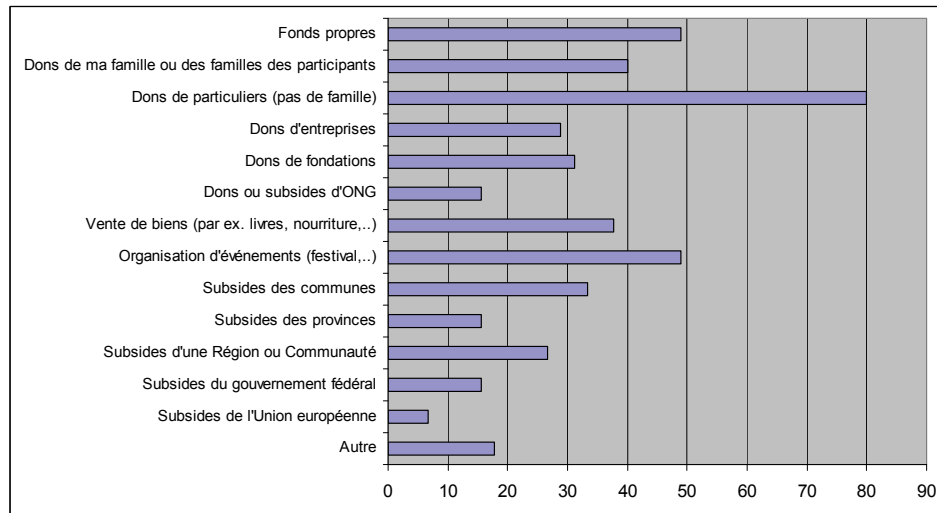


Figure 32 Nature des sources de revenus des initiatives du quatrième pilier en 2008 (en % sur un total de 45 organisations qui ont répondu à la question)

Tableau 3 Sources de financement des initiatives du quatrième pilier en milliers d'euros et en % des revenus totaux en 2008. Les deux premières colonnes : toutes les initiatives qui ont répondu (25)/Les deux dernières colonnes : toutes les initiatives qui ont répondu hors les trois plus grandes organisations internationales³²

Source	Nombre total de revenus de cette source (1 000 euros)	Part (%) des revenus totaux	Nombre total de revenus de cette source, hors les trois plus grandes organisations internationales (1 000 euros)	Part (%) des revenus totaux
Activités propres (total)	265	3	185	19
Fonds propres	43	1	43	5
Vente de biens	46	1	41	4
Organisation d'événements	175	0	101	11
Dons (total)	841	11	347	37
De famille	53	1	53	6
De particuliers	407	5	168	18
D'entreprises	130	2	35	4
De fondations	250	3	90	9
D'institutions religieuses	1	0	1	0
Dons/subsides d'ONGD (total)	22	0	22	2
Subsides (total)	2 918	38	160	17
Des communes	9	0	9	1
Des provinces	10	0	10	1
D'une Région/ Communauté	85	1	85	9
Du Gouvernement fédéral	1 846	24	0	0
De l'Union européenne	968	13	56	6
Autre (total)	2 011	26	80	8
Inconnu (total)	1 555	20	161	17

8.2 Dépenses

Seules 23 organisations ont indiqué leurs dépenses totales pour l'année 2008. Les dépenses correspondaient aux revenus dans la plupart des cas.

On remarque que 10% des organisations destinent, pour chaque 10 euro, seulement deux euro pour le Sud/Est, mais que 80% des organisations affirment

³² Les pourcentages ont été arrondis.

qu'elles dépensent plus d'argent dans le Sud/Est qu'en Belgique. La moitié des organisations déclarent qu'elles n'ont que des dépenses pour le Sud/l'Est (moins éventuellement les frais d'envoi et les frais d'affiliation au groupe de solidarité de Volens). En d'autres termes, tous les dons et les autres revenus sont envoyés, selon leurs propos, aux projets et/ou organisations du Sud/de l'Est. Nous pouvons toutefois nous poser la question de la véracité de ces déclarations, car la figure 33 montre que seulement quelques organisations affirment qu'elles n'ont aucune dépense en Belgique. Dans le Nord, la plupart des organisations doivent investir des moyens pour la logistique, l'administration et la communication. Une petite minorité dépense des fonds à la formation de bénévoles ou de personnel (cf. figure 33). Le principal poste de dépenses pour les organisations du quatrième pilier possédant des collaborateurs rémunérés reste, sans grande surprise, les salaires. Pour les autres organisations, les frais de voyage et de séjour représentent la majorité des dépenses.

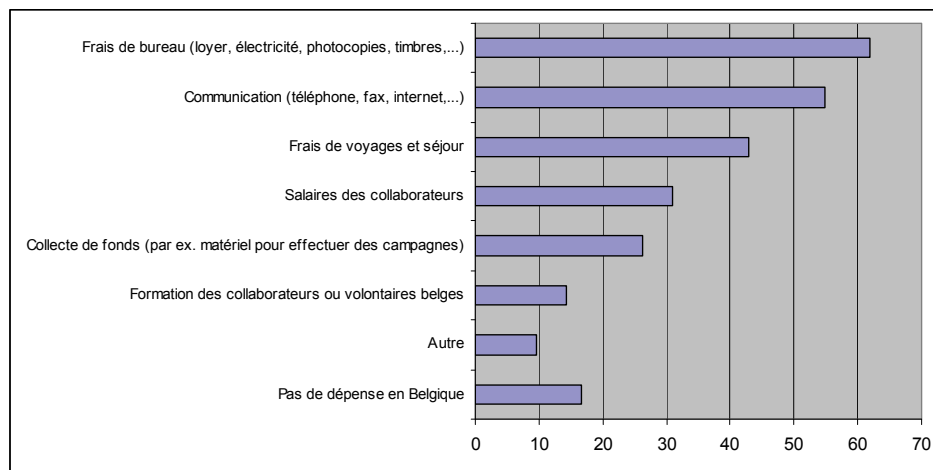


Figure 33 Postes de dépenses des initiatives du quatrième pilier en Belgique en 2008 (en % sur un total de 42 organisations qui ont répondu à la question)

Dans le Sud/l'Est aussi, les salaires des travailleurs représentent une grande partie du budget (cf. figure 34). Les dépenses liées à l'exécution des projets constituent aussi le principal poste de dépenses. Il est frappant de constater que seulement un cinquième des organisations affirment investir dans la formation des travailleurs ou des partenaires du Sud, alors que nous avons vu précédemment que la moitié des initiatives du quatrième pilier se concentrent sur la formation des partenaires ou de la communauté du Sud et que de nombreuses initiatives soutiennent une ou plusieurs organisations.

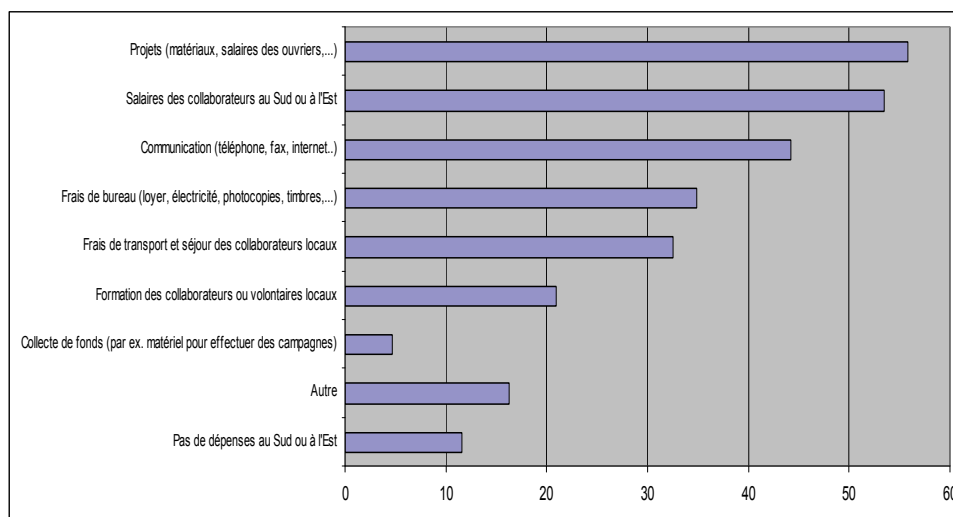


Figure 34 Postes de dépenses des initiatives du quatrième pilier au Sud/à l'Est en 2008 (en % sur un total de 43 organisations qui ont répondu à la question)

8.3 Investissement en temps

Outre les fonds, les participants investissent surtout de leur temps dans leurs initiatives. Nous avons demandé aux répondants impliqués dans des organisations qui fonctionnent exclusivement sur la base du volontariat combien d'heures par semaine ils consacraient en moyenne à l'initiative (en dehors des éventuelles visites du projet dans le Sud/l'Est). La figure 35 montre que cet investissement en temps n'est pas négligeable. Plus d'un quart des participants consacrent une demi-journée à l'initiative.

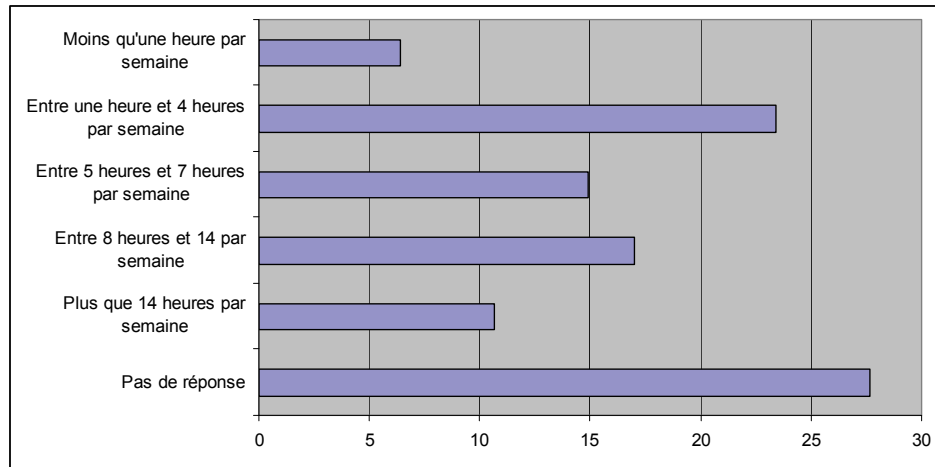


Figure 35 Temps que le participant qui a répondu au questionnaire consacre en moyenne par semaine à son initiative du quatrième pilier (en % sur les 48 initiatives du quatrième pilier qui fonctionnent exclusivement sur la base du volontariat)

Pour toutes les initiatives du quatrième pilier, la plupart du temps est consacré à régler des affaires administratives et à collecter des fonds. Plus de quatre organisations sur dix citent des affaires internes comme le suivi des projets ou la sensibilisation dans le Nord (cf. figure 36). Les mêmes conclusions s'appliquent lorsque nous ne tenons compte que des organisations qui travaillent uniquement avec des bénévoles.

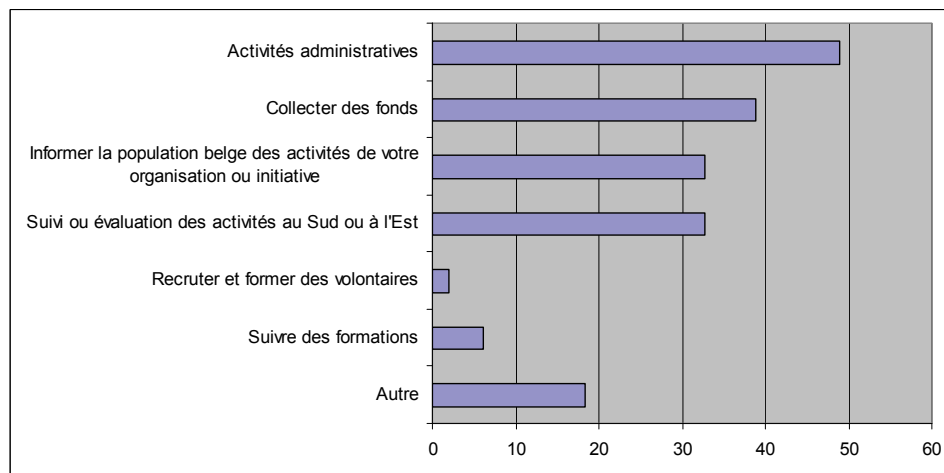


Figure 36 Les deux activités auxquelles le participant à l'initiative du quatrième pilier consacre la plupart de son temps (en % sur un total de 53 organisations qui ont répondu à la question)

9. Avenir et besoins

9.1 Ambitions pour l'avenir

Bien que plus de la moitié des organisations entendent poursuivre leur croissance dans les cinq prochaines années, un tiers d'entre elles déclarent au contraire ne pas vouloir en faire plus (cf. figure 37). Il est frappant de constater que cinq organisations souhaitent mettre un terme à leurs activités. Une raison importante de cet abandon est que l'initiateur se sent trop vieux pour continuer et ne trouve pas de successeur pour reprendre le projet. Un quart des organisations veulent devenir une ONG de développement, et près d'une sur cinq veut faire partie d'une organisation de coordination. Importante conclusion : de nombreuses initiatives du quatrième pilier ne veulent pas faire partie du troisième pilier.

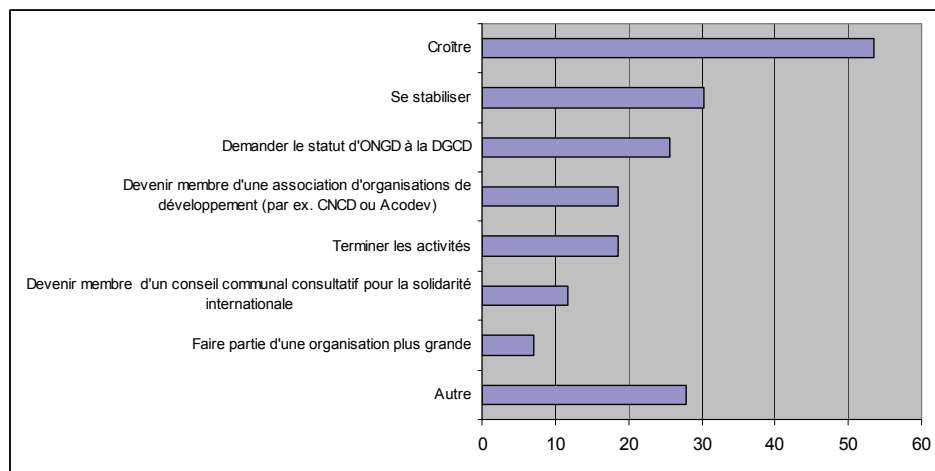


Figure 37 Aspirations des initiatives du quatrième pilier pour les cinq prochaines années – réponses à choix multiples (en % sur un total de 43)

9.2 Besoins

De nombreuses initiatives du quatrième pilier pointent le manque de moyens financiers pour poursuivre leur initiative. Il s'agit même d'une question de vie ou de mort pour certaines organisations. Plusieurs mentionnent l'accès déficient aux subsides réservés aux acteurs « classiques » du développement. En outre, de nombreuses initiatives demandent davantage de soutien logistique, comme la mise à disposition d'un local ou une aide pour le transport des marchandises.

Toujours en lien avec cette critique, elles ont l'impression de ne pas être considérées comme des acteurs sérieux sur la scène de la coopération au développement par les autres acteurs désormais reconnus et de ne recevoir que peu d'attention de

la part des médias. Toutes les initiatives ne se plaignent cependant pas d'un manque d'argent, ou du moins elles ne le voient pas comme un obstacle majeur à la réalisation de leurs objectifs.

Une deuxième préoccupation souvent citée est la recherche de bénévoles pour intégrer l'organisation. Plus d'un initiateur a affirmé qu'il devait assumer tout le travail. Sans succession assurée, le projet doit être arrêté. Certaines organisations éprouvent également des difficultés à trouver des jeunes pour prendre la relève. L'organisation est composée de personnes qui sont impliquées depuis des dizaines d'années, sans aucun renouvellement ou rajeunissement de l'effectif. Non seulement le nombre de bénévoles, mais aussi leur motivation posent des problèmes.

Un troisième point concerne la collaboration difficile avec le partenaire du Sud/de l'Est et le faible contrôle et suivi du projet. Certaines organisations trouvent aussi difficilement un partenaire ou une personne adéquat(e) au Sud/à l'Est capable de suivre le projet. L'initiateur ne peut alors établir un état des lieux que lors des visites sur le terrain, mais ce type de visite ne peut être effectué que sporadiquement. Des problèmes de communication, comme une mauvaise liaison téléphonique, l'absence d'Internet, etc. sont également mentionnés.

Des problèmes liés au contexte des pays du Sud sont de véritables casse-têtes pour les initiateurs. Des situations politiques et économiques précaires (voire des guerres), la corruption, la dévaluation de l'argent et les problèmes de langue ne sont que quelques-unes de ces difficultés.

Certaines organisations trouvent que leur travail aurait intérêt à bénéficier davantage de connaissances sur le développement et l'exécution des projets. Elles ont déjà mis la main à la pâte, mais une meilleure compréhension théorique faciliterait leur travail. La question d'une formation complémentaire (soit des participants en Belgique, soit des partenaires au Sud) prend alors tout son sens aux yeux de nombreux initiateurs.

CHAPITRE 4

ENQUETE EXPLORATOIRE MENE E AUPRES « D'INITIATIVES POPULAIRES DE SOLIDARITE INTERNATIONALE » OU « QUATRIEME PILIER DES PARTICULIERS »

1. Introduction

Suite aux enseignements dégagés dans le chapitre précédent, nous allons dans ce quatrième chapitre porter notre attention sur un groupe spécifique du quatrième pilier : les « Initiatives Populaires de Solidarité Internationale » (IPSI) ou « quatrième pilier des particuliers » (cf. supra chapitre 1, sections 1.2 et 1.3). Nous allons ainsi étudier plus en profondeur les besoins et attentes qui ont été exprimés par les individus rencontrés lors des focus group et entretiens individuels, et apporter de la sorte un éclairage complémentaire à ce qui vient d'être exposé. De plus, à travers le cas des groupes de solidarité Volens (ci-après « GS »), nous chercherons notamment à évaluer l'importance que les groupes accordent au partenariat avec Volens, et donc la plus-value qu'un tel partenariat peut représenter pour les IPSI de manière générale, sans oublier d'identifier les besoins que les GS expriment vis-à-vis de l'ONGD,³³ ce qui permettra de pointer le rôle que les ONGD peuvent jouer dans la réponse à ces besoins.

Il est important de garder à l'esprit, comme nous l'avons auparavant précisé (cf. chapitre 1), que ce dernier chapitre, issu du recours exclusif à des méthodes qualitatives de récolte de données, reste exploratoire. En effet, le but poursuivi est de donner corps aux données quantitatives jusqu'alors exposées, et non d'être exhaustif, ni de généraliser les informations récoltées – les méthodes de collecte de données choisies impliquant un échantillonnage restreint – mais de favoriser la qualité et la profondeur de l'information récoltée.

Ainsi dans la section 2 nous présenterons l'ONGD Volens et ses GS : nous reviendrons brièvement sur l'historique de Volens avant de présenter les principales motivations évoquées par les GS quant à leur partenariat avec Volens ainsi que les

³³ Par ONGD, entendons les ONG (ASBL ou sociétés à finalité sociale) dont l'objet social principal est la coopération au développement et qui ont obtenu l'agrément de la DGCD. Pour plus de précisions, cf. DGCD, Acteurs > Coopération non gouvernementale > ONG reconnues, http://www.dgci.be/fr/acteurs/cooperation_indirecte/ong_reconnues.html (site consulté le 23 mars 2010). Nous remarquerons que dans les extraits d'entretien, les personnes rencontrées utilisent la plupart du temps le terme ONG au sens d'ONGD, cofinancée, agréée par la DGCD.

avantages et attentes qu'implique cette collaboration pour eux. A travers section 3 nous rentrerons dans le cœur du sujet : nous étudierons les besoins et attentes qui ont été exprimés par toutes les IPSI rencontrées (Volens et non Volens) ainsi que ceux qui sont spécifiques aux GS Volens. Il nous semblait en effet intéressant de mener de front cette double étude afin de positionner les GS dans le champ des organisations du quatrième pilier.

Pour rappel, dans ce chapitre les extraits sont identifiés selon trois éléments : le sexe de la personne à laquelle se rapporte l'extrait d'entretien (♀ ou ♂), la nature du groupe (GS Volens ou non Volens) et le cadre de collecte de l'information (focus group ou entretien individuel). Les extraits seront donc référencés, par exemple, comme suit : (♂, GS Volens, FG) ou (♀, Non Volens, EI).

2. Présentation de Volens et de la collaboration entre Volens et les groupes de solidarité

2.1 Histoire de Volens

C'est en 1964 qu'a été créée Volens, ASBL nationale reconnue comme ONG de développement par la DGCD en 1997. L'appellation « Volens » provient de la dénomination originelle de l'organisation : « Volontaires de l'Enseignement » ; à l'heure actuelle, il ne s'agit plus d'une appellation abrégée mais bien du nom officiel de l'ONGD (Volens, 2005).

Volens travaille dans les domaines de la solidarité internationale et de la coopération au développement. Aujourd'hui, « Volens et son réseau de groupes de solidarité soutiennent les actions et les opérations de quelques 300 organisations locales dans 25 pays d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie, qui œuvrent à l'inclusion des personnes et des groupes exclus et marginalisés ».³⁴ L'ONGD les soutient dans leur chemin vers l'autonomie et le développement. Dès lors, l'appui de Volens, qu'il soit financier, méthodologique ou en ressources humaines (envoi de coopérants), a pour objectif de renforcer les capacités des organisations partenaires locales avec lesquelles elle collabore. Ensemble, ils développent des activités en « économie solidaire » et veillent à la mise en place d'une « formation appropriée ». A travers ses activités d'éducation au développement, Volens veut susciter un changement de valeurs et d'attitudes, et stimuler l'engagement de la population belge en les sensibilisant aux relations Nord/Sud. Les activités incontournables de Volens sont : les stages d'immersion, le programme « jeunes coopérants », le théâtre-action, l'appui à des groupes de solidarité et la coordination de

³⁴ Volens, A propos de Volens > Nos objectifs (mission), <http://www.volens.be/Nos-objectifs-mission.html?lang=fr> [site consulté le 30 novembre 2009].

la SUDothèque (collectif d'échanges et de documentation sur les relations Nord/Sud).

Volens définit le groupe de solidarité (GS) comme étant :

« un groupe de personnes, petit ou grand, qui s'est formé par solidarité autour d'une ou plusieurs organisations partenaires locales, autour d'un coopérant ou autour d'un ou plusieurs projets dans le Sud. Ces groupes contribuent à la coopération internationale et s'impliquent dans la construction d'une société plus équitable respectant l'homme et la nature. Ils expriment cela en signant une charte et une convention » (Volens, 2005, p. B1-1/2).

Afin d'appréhender au mieux les relations que Volens entretient avec les GS, il est essentiel de revenir brièvement sur son évolution.

Volens était au départ une structure d'envoi de coopérants dans les pays du Sud. Dès les années 1975, des groupes de solidarité se créent principalement au Nord du pays. Il y avait des familles ou des groupes d'amis qui fonctionnaient autour d'un coopérant/volontaire basé au Sud, voire ce coopérant lui-même pouvait, une fois rentré de sa mission, continuer à appuyer le partenaire depuis le Nord, mais il y avait également des paroisses, des communautés qui se mobilisaient pour soutenir un partenaire Sud de Volens en raison d'une situation politique particulière (pensons aux régimes dictatoriaux latino-américains, aux guerres et famines en Afrique, etc.).

En 1997, Volens fusionne avec le CAL (Coopération Amérique Latine). L'année qui suit, elle lance le consortium ITINERANS, consortium qui comprend Volens, SOS/PG et FAR,³⁵ auxquels s'ajoutera FONCABA/KBA³⁶ en 2000. Mais c'est précisément l'évolution récente de Volens qu'il est important de comprendre. En 2004, Volens et SOS/PG fusionnent.

L'ASBL SOS/PG (SOS/Prisonniers de Guerre, devenue SOS/Per Gentes Pro Gentibus) a été créée en 1964 par d'anciens prisonniers de guerre. Reconnue comme ONG de développement, elle comptait environ une soixantaine de « sections »³⁷ principalement francophones mais pas seulement (ex. Haasrode, Brakel, Geraardsbergen, etc.) jusqu'à sa reprise par Volens. Ainsi, l'ex-SOS/PG devient Volens-Liège, secrétariat régional de Volens.

Cette fusion avec SOS/PG va accélérer l'évolution de Volens vers une « structure projet », avec l'apport des sections supplémentaires de SOS/PG.

35 Créé en 1962, le Fonds André Ryckmans est une ASBL reconnue comme ONGD par la DGCD. Cf. <http://www.far-ryckmans.org/> (site consulté le 29 novembre 2009).

36 FONCABA/KBA est une ONGD d'inspiration chrétienne créée en 1960.

37 Les « sections » de SOS/PG sont l'équivalent de ce qu'on appelle aujourd'hui des « groupes de solidarité » chez Volens.

« La différence énorme entre Volens et SOS/PG, c'est que SOS/PG n'existait que par ce qu'on appelait les sections, qui sont les groupes de solidarité. SOS/PG était composé de ces groupes de solidarité qui d'ailleurs étaient tous invités et membres de l'AG. Donc Volens a d'autres structures, elle a hérité des groupes de solidarité de SOS/PG, elle avait les siens plus en région néerlandophone, et je crois que Volens fait l'effort de les intégrer mais je ne crois pas qu'il ait jusqu'à présent réussi à les motiver comme SOS/PG le faisait et ce n'est pas facile parce qu'ils ne sont pas mis dans la même situation » (J, GS Volens, FG).

La fusion avec SOS/PG a également eu des implications au niveau de la méthodologie, de l'étude des projets. Si certains GS se sentent moins intégrés dans les processus de décision – comparativement au temps de SOS/PG où les projets étaient étudiés en interne – d'autres affirment cependant que la stratégie actuelle est « plus professionnelle » et ajoutent même que ce changement de cap était nécessaire, car SOS/PG ne pouvait plus faire face aux exigences de professionnalisme. Aujourd'hui, les GS sont représentés au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration de Volens.

2.2 La convention de partenariat entre Volens et ses groupes de solidarité

Les GS se joignent formellement à Volens, c'est-à-dire qu'une relation de partenariat se crée entre les groupes et l'ONGD, un partenariat qui se concrétise dans la signature d'une « Convention de partenariat » et dans le respect de la Charte³⁸ de Volens. Ainsi, nous allons brièvement détailler quels sont, en théorie, les principaux avantages qu'offre ce partenariat pour les GS ainsi que les conditions et attentes de Volens qui en découlent. Ceci nous permettra de mieux appréhender, par la suite, les enjeux qui résident dans la relation entre les GS et l'ONGD.

Au-delà du fait d'intégrer un réseau plus large de solidarité Nord/Sud, les GS « peuvent s'adresser à Volens pour un certain nombre de services et d'aides concrets. [...] Trois types de soutien sont possibles : sur le plan du contenu, de la logistique et financier » (Volens, 2005, p. B2-1/4). Premièrement, Volens peut appuyer les GS dans le contenu de leurs activités et intervenir pour présenter brièvement l'ONGD. Les GS peuvent également publier un article dans le *Toyi*, la revue trimestrielle de Volens et se présenter sur le site Internet de l'ONGD dans une rubrique prévue à cet effet. Volens est en outre disposée à donner des conseils aux GS pour la formulation de leurs projets, par exemple dans le cadre d'une demande de subvention. Deuxièmement, sur le plan de la logistique, les GS peuvent s'adresser à Volens pour obtenir des conseils pour la publication d'un bulletin d'information, mais surtout, ils peuvent emprunter du matériel (stand d'information, panneaux d'information, projecteur multimédia) à l'ONGD lors de

³⁸ La Charte comprend notamment la philosophie et les objectifs de Volens. Les GS doivent ainsi viser à renforcer le tissu social et/ou promouvoir l'entrepreneuriat responsable et/ou promouvoir la citoyenneté engagée. Cf. Charte en annexe.

l'organisation de leurs activités et obtenir de l'information pour mettre en place une activité de sensibilisation aux relations Nord/Sud. L'ASBL Polygon à Bruxelles, où se trouvent les bureaux de Volens, offre également des possibilités de logement et dispose de plusieurs salles de réunion. Volens peut en outre donner des conseils aux GS pour la souscription d'une assurance. Dernièrement, en termes financiers, les GS peuvent bénéficier de l'exonération fiscale pour les dons à un projet, à une organisation partenaire ou à un coopérant soutenu par le GS (Volens, 2005, p. B2, 2-3/4).

Outre les conditions légales que sont le respect de la Charte de Volens et la signature de la Convention de partenariat,³⁹ l'ONGD a d'autres attentes envers les groupes en contrepartie des avantages dont ils peuvent bénéficier. Certaines de ces attentes sont plus informelles et dépendent des capacités de chaque groupe. Ainsi, lorsque les GS, dans leurs publications, font appel à des dons pour un projet faisant l'objet d'une Convention avec Volens, ils sont tenus de mentionner Volens dans ces publications. Les groupes doivent également introduire dans les délais fixés un rapport financier et narratif en ce qui concerne les subventions accordées par Volens au GS. De plus, l'ONGD demande aux groupes de participer à la journée annuelle de rencontre qui réunit francophones et néerlandophones. Puis, les GS sont vivement invités à informer Volens des activités qu'ils organisent tout au long de l'année ainsi que des changements qui surviennent dans leur groupe. Enfin, d'une manière générale, Volens encourage les GS à contribuer de manière active à la construction d'un pont Nord-Sud, notamment *via* des activités d'éducation au développement (Volens, 2005, p. B3). Ainsi, soulignons les campagnes spécifiques que Volens développe dans un triple but : 1) améliorer la visibilité des initiatives de solidarité internationale que sont les GS, 2) susciter la reconnaissance des GS par les autorités locales et 3) favoriser le recrutement de « sang neuf », c'est-à-dire inviter l'entourage plus ou moins proche des GS à participer à leurs activités et/ou à soutenir leurs projets. Ainsi, deux campagnes de sensibilisation, portées par les GS, ont déjà vu le jour : « Retrouvez vos manches pour le Sud » (mars 2009) et « Ton voisin habite aussi au Sud » (mars 2010).

3. Motivations au partenariat entre les groupes de solidarité et Volens

Sans nous attarder sur l'origine de l'engagement des GS pour la solidarité internationale, il est néanmoins intéressant de saisir les raisons qui poussent les GS à développer leurs activités sous l'égide de Volens. En effet, cela nous permet, indirectement, de comprendre ce que les IPSI attendent d'un partenariat avec une

³⁹ La Convention est le document qui autorise légalement l'ONGD à octroyer des subventions aux projets, organisations partenaires et coopérants soutenus par les GS.

ONGD. Dès lors, suite au focus group et aux entretiens menés auprès des GS, nous distinguons ici quatre motivations fortes.

3.1 L'appartenance initiale à SOS/PG

Comme nous l'avons précédemment expliqué, SOS/PG était une ONGD autour de laquelle gravitait un réseau de GS francophones. En fusionnant avec Volens en 2004, cette dernière « hérita » de ces GS. Effectivement, les personnes rencontrées nous ont toutes parlé de SOS/PG et de la bonne relation qu'elles entretenaient avec cette ONGD. C'est en quelque sorte de manière « naturelle » qu'elles ont suivi le mouvement et ont rejoint Volens, en précisant adhérer à la « philosophie de Volens : le développement à partir de la base ».

« Dans un souci d'être plus efficaces, on a rejoint l'ONG Volens, après avoir été SOS/PG [...] où on a été accueilli de manière chaleureuse » (J, GS Volens, FG).

Les GS parlent d'une « relation d'amitié » avec Volens, et nous pouvons émettre l'hypothèse que certains GS restent attachés à Volens par habitude, par « sympathie », sans réellement se reconnaître dans cette structure à l'heure actuelle, comme nous le verrons plus loin.

3.2 La déductibilité fiscale des dons

A l'exception d'un seul d'entre eux, les GS affirment s'être tournés vers Volens dans le but d'obtenir la déductibilité fiscale des dons, souvent nécessaire à la survie de leurs activités.

« Ça, je dois dire [...] c'est important cette exonération fiscale, quoi qu'on en dise... tout le monde dit « ah oui mais je ne donne pas pour ça ! ». Oui mais si vous ne l'avez pas, vous pouvez vous broser pour les dons ! » (J, GS Volens, FG).

« Si on pouvait avoir la déductibilité fiscale par nous-mêmes, nous n'aurions pas besoin de Volens » (J, GS Volens, FG).

« Chez nous on peut toujours continuer [sans Volens] mais ce sera nettement diminué, la fraternité sera toujours là, mais sans exonérations fiscales, et comme nous sommes depuis des années au cofinancement, il est évident que ce serait un moins » (J, GS Volens, FG).

« Moi pas, mon groupe ne pourrait pas survivre sans Volens, tout simplement pour le problème des exonérations fiscales » (J, GS Volens, FG).

« On a les attestations fiscales, c'est toujours aussi bien, c'est précieux comme argument » (J, GS Volens, FG).

Concernant cette déductibilité fiscale, la question du pourcentage retenu par Volens sur les dons reste délicate et difficilement acceptée au sein de certains GS, bien que Volens explique que cette marge retenue est au service des GS : elle est redistribuée indirectement aux mêmes personnes, mais sous d'autres formes (appui administratif, logistique, méthodologique et organisation d'activités) visant l'amélioration du soutien des projets des GS.

3.3 Une légitimité morale

La reconnaissance morale qu'obtienne les GS à travers leur partenariat avec Volens est un élément non négligeable, à tout le moins au début de leurs activités. En effet, progressivement, les GS acquièrent une expérience de terrain qui légitime incontestablement leurs pratiques auprès de leurs partenaires du Sud, notamment. Néanmoins, la collaboration avec une ONGD reste toujours gage de sécurité, de confiance vis-à-vis des acteurs extérieurs, publics comme privés. En effet, nous verrons que certaines ONGD émettent des réserves quant au professionnalisme des IPSI d'une manière générale.

C'est le fait qu'on soit reconnu : on dit « qui êtes-vous ? ». Bon maintenant, on ne nous demande plus qui nous sommes, après autant d'années. Mais vis-à-vis des autorités, c'était une carte de visite importante. [...] On représentait quelque chose. « Vous faites partie d'une ONG ? Ah oui alors c'est fiable ! » (J, GS Volens, FG).

« [...] Volens pour être crédible par rapport au grand public : appartenir à une ONG reconnue donne quand même toujours du poids. Puis, vaut mieux un Volens que pas de Volens » (J, GS Volens, EI).

« Ce que Volens nous apporte nous, au Sénégal en tous cas, c'est une caution morale : on fait partie d'une ONG donc on est reconnu comme tel, les pouvoirs publics le savent, les gouvernements le savent. [...] On est fiable, ça c'est bien » (J, GS Volens, FG).

Ainsi, certains GS recherchent, via le partenariat avec Volens, à accroître leur visibilité. D'autre part, les anciens coopérants Volens qui ont créé des GS reconnaissent l'expérience qu'ils ont acquise durant ces années de volontariat. L'histoire de ces anciens coopérants, le processus qui a mené à la création du GS constituent des atouts qu'ils mettent en avant pour appuyer la crédibilité du GS, de ses actions.

« Je dois mon expérience en grande partie à Volens » (J, GS Volens, EI).

Néanmoins, les sept GS rencontrés adressent un reproche à Volens, celui de manquer de visibilité, de notoriété auprès du grand public.

3.4 Un accès aux fonds publics

Nous allons voir que les IPSI regrettent l'impossibilité d'accéder aux financements publics (aux niveaux fédéral et fédéré) sans l'appui d'une ville/commune, d'une province, d'une Haute Ecole voire d'une ONGD. Plusieurs GS ont effectivement évoqué s'être tournés vers Volens dans l'espoir d'éventuellement accéder à des fonds publics. Néanmoins, d'une manière générale, les IPSI semblent manquer d'informations quant à l'aide relativement limitée que peut leur apporter une ONGD dans l'obtention de subsides publics.

En effet, jusqu'à maintenant, les ONGD peuvent répondre à un appel à projet au nom d'une IPSI dans deux cas de figure uniquement, au niveau fédéré :

- l'appel à projet WBI en matière d'éducation au développement ;⁴⁰
- l'appel à projets WBI réservé aux ONGD (volet B).⁴¹

Les IPSI peuvent donc *indirectement* prétendre à ces appels à projets si elles trouvent une ONGD qui accepte de se porter garante, d'introduire le projet au nom de l'IPSI. De plus, comme nous l'avons déjà vu (cf. *supra* p.20), en ce qui concerne le premier appel à projet, les IPSI peuvent également introduire indirectement un projet en passant par une ville/commune, une province ou une Haute Ecole.

En outre, il existe d'autres appels à projets auxquels les IPSI peuvent *indirectement* répondre si elles introduisent leur dossier via une ville/commune, une province ou une Haute Ecole, principalement :

- l'appel à projet DGCD destiné aux communes de Belgique pour leurs activités d'éducation au développement et de coopération internationale ;⁴²
- le programme de cofinancement WBI de projets de coopération décentralisée.⁴³

Les ONGD ne sont pas éligibles dans le cadre de ces deux appels à projets.

40 « Programme de cofinancement de projets d'éducation et de sensibilisation à la solidarité internationale pour le développement » (cf. http://www.wbi.be/cgi/bin3/render.cgi?id=0135359_article&ln=ln1&userid=&rubr=-culture+coop, site consulté le 25 mars 2010).

41 « Programme de cofinancement de projets de développement mis en œuvre par les ONG de Wallonie-Bruxelles » (cf. http://www.wbi.be/cgi/bin3/render.cgi?id=0135359_article&ln=ln1&userid=&rubr=-culture+coop, site consulté le 25 mars 2010).

42 « Financement de projets d'éducation au développement en Belgique et de coopération avec les pays du Sud - Appel à projets destiné aux communes de Belgique » (cf. http://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation_au_developpement/sensibilisation/, site consulté le 25 mars 2010).

43 « Programme de cofinancement de projets de coopération décentralisée » (cf. http://www.wbi.be/cgi/bin3/render.cgi?id=0135359_article&ln=ln1&userid=&rubr=culture+coop, site consulté le 25 mars 2010).

Enfin, il y a des appels à projets auxquels les IPSI peuvent *directement* prétendre, sans l'appui d'un acteur tiers :

- DGCD : financement d'actions ponctuelles de sensibilisation ;⁴⁴
- CTB : Semaine du Commerce Equitable ;⁴⁵
- CWBCI : Semaine de la Solidarité Internationale.⁴⁶

Ainsi, nous voyons que l'accès aux fonds publics est relativement difficile pour les IPSI. Des possibilités existent, mais il faut savoir quelles portes pousser. De plus, les IPSI interrogées déplorent cette situation de « dépendance » par rapport aux autres acteurs. Concrètement, les collaborations ONGD/IPSI restent rares, pour diverses raisons que nous ne détaillerons pas de manière exhaustive. Nous pouvons néanmoins noter quelques éléments intéressants. Premièrement, nous avons vu que les ONGD ne sont pas éligibles pour tous les appels à projets qui existent à l'heure actuelle. Ensuite, il reste relativement compliqué pour une ONGD d'intégrer des projets extérieurs, celle-ci ayant des lignes directrices à respecter et certains comptes à rendre à ses bailleurs. Troisièmement, les ONGD ne peuvent déposer un nombre infini de projets par année. Ainsi, introduire en son nom le projet d'une IPSI revient à renoncer à l'un de ses propres projets. Dès lors, on observe que les IPSI trouvent plus souvent écho auprès des pouvoirs subordonnés et Hautes Ecoles des Régions Wallonne et de Bruxelles-Capitale.

Plus loin, nous verrons que les GS rencontrés attendent beaucoup d'un appui concret et individuel de Volens dans l'élaboration de leurs projets, besoin que l'on retrouve au sein des IPSI non Volens interrogées.

4. Besoins et attentes exprimés par les IPSI rencontrées (Volens et non Volens)

Nous allons dès à présent analyser les principaux besoins qui ont été exprimés par les dix-sept IPSI que nous avons rencontrées dans le cadre des focus group et des entretiens individuels. A travers l'expérience particulière des GS Volens ressortent des enseignements quant à la plus-value d'un partenariat IPSI/ONGD, des enseignements complémentaires qui s'avèreront être des pistes de réflexion tant pour les ONGD que pour les autres acteurs potentiels de la solidarité internationale. Au risque de nous répéter, gardons bien à l'esprit que les conclusions dégagées s'en tiennent aux IPSI francophones que nous avons interrogées et restent par conséquent exploratoires.

44 Cf. <http://www.dgci.be/fr/sensibilisation/vademecum/index.html>, site consulté le 25 mars 2010.

45 Cf. <http://www.btcctb.org/fr/news/semaine-du-commerce-%C3%A9quitable-appel-%C3%A0-projets>, site consulté le 25 mars 2010.

46 Cf. http://www.uvcw.be/no_index/actualite/3151-4602229771351110200903511680765636245.pdf, site consulté le 25 mars 2010.

4.1 Préalable : une réflexion sur la manière de faire du développement

Avant de rentrer dans l'analyse proprement dite des besoins et attentes exprimés par les IPSI rencontrées, il semble intéressant de voir brièvement quelles sont les principales réflexions qui les préoccupent toutes quant à la manière de « faire du développement ».

En tout premier lieu, on remarque rapidement que les responsables de ces initiatives de solidarité internationale affirment que leurs activités prennent place dans une dynamique de développement « bottom-up ». En effet, leurs actions se basent sur les demandes exprimées par leurs partenaires au Sud, demandes qui doivent s'accompagner d'une activité concrète de ces derniers, d'une manifestation explicite de leur volonté de « se prendre en main » (J, GS Volens, EI).

« Ce projet incluait non seulement l'identification des besoins, que les populations devaient faire elles-mêmes. Le principe était celui-ci : on nous adressait une demande, on était allés visiter, on était allés là-bas, on avait reçu une demande, le principe était : on se recoit dans un an... il nous faut le temps d'étudier le projet. On retournait l'année suivante et si le groupe qui avait sollicité une intervention était toujours en-dessous du baobab en train d'attendre que les toubabs arrivent ou que l'ONG envoie l'argent, c'était « niet », avec les formes, évidemment, les formes d'usage, on ne poursuivait pas, on savait d'avance qu'il y aurait des problèmes. [...] On voulait savoir si les gens étaient capables d'identifier leurs problèmes, c'est le premier pas. Deux, s'ils étaient capables de proposer des solutions pour régler leurs problèmes, sans quoi... on peut faire tout ce qu'on veut, s'il n'y a pas cette perception de base on n'arrive à rien du tout » (J, GS Volens, FG).

« On part de leurs besoins bien exprimés, mais nous, on cadre. » (J, GS Volens, FG) « Selon moi, un projet qui est mis sur papier ici, financé par des pouvoirs publics ici, ne peut réussir dans le sud, que s'il correspond à une demande du terrain là-bas. Lorsqu'au départ, il n'y a pas de demande, c'est nous qui, ici, imaginons... peut-être pas qu'on imagine les besoins car les besoins sont certainement réels mais, c'est nous qui essayons de faire correspondre à une structure les besoins de là-bas sans qu'eux n'aient pu s'exprimer » (♀, Non Volens, FG).

« Ce que je voulais rajouter quand madame dit « ça vient de leur demande », tout-à-fait d'accord que d'abord ça doit être une demande d'eux, mais ils doivent avoir commencé à faire quelque chose. Alors, c'est possible d'essayer d'aider. [...] S'ils n'ont pas commencé eux-mêmes déjà à se regrouper, à faire une organisation paysanne, ou un comité de parents, et tout ça, c'est très difficile alors de faire... il faut que eux, sur place, s'organisent » (♀, Non Volens, FG).

Dans la foulée de ce raisonnement, les IPSI voient leurs activités sous l'angle d'une impulsion, comme le « coup de pouce » devant mener, à terme, à l'autonomie de leurs partenaires au Sud. Mais certains précisent cependant qu'un encadrement doit pouvoir perdurer au-delà du projet.

« L'école maternelle, je vais la rétrocéder, enfin, je vais essayer que l'Etat la reprenne. Ce n'est pas à nous à payer les « instits », à payer le matériel et tout, c'est à l'Etat sénégalais. On a donné l'outil, et maintenant, c'est eux qui doivent... [...] On va essayer que l'Etat sénégalais reconnaisse la petite école maternelle, pour qu'ils soient autonomes. [...] Alors après, je ne vois pas... on ne va pas continuer quoi » (♀, Non Volens, FG).

« Mais bon, ceci dit, dans ce genre de projets qu'on installe, je pense qu'il y a quand même, je ne vais pas dire un contrôle, mais un accompagnement inévitable, voire obligatoire... enfin, ça c'est mon avis, une critique par rapport à votre envie de vous retirer, parce que finalement c'est quelque chose de très occidental qu'on vient imposer et que... je pense qu'un accompagnement est nécessaire. [...] Pas de l'assistanat, pas continuer à injecter des fonds etc. dedans mais continuer à, je ne sais pas, à proposer des personnes ressources quand il y a un problème, etc. » (♀, Non Volens, FG).

« Mais ce qui faut, c'est leur donner confiance d'abord, en leur donnant un outil. [...] Elles sont là, et elles attendent quand même qu'on leur donne le petit coup de pouce, vous savez comme quand un gosse apprend à aller en vélo là, papa qui pousse mais après c'est fini ! Elles pédaleront elles-mêmes et elles en sont capables » (♀, Non Volens, FG).

Ensuite, on remarque une attention constante des différentes IPSI face aux risques de tomber, selon leurs propres termes, dans le paternalisme, dans l'assistancialisme. Ainsi, tous expliquent qu'ils ont commencé par l'envoi de vêtements, de matériel scolaire, etc. mais qu'ils « se sont rendu compte que ce n'était pas la voie à suivre, la solution » (♀, GS Volens, EI). Par conséquent, ils réorientent progressivement leurs actions vers l'échange d'expériences, la formation de personnel local, dans l'optique de « faire de l'aide sur place » (♀, GS Volens, EI).

« Dans les années 70, on fait comme tout le monde, on fait des tonneaux de vivres, de médicaments, l'aide d'urgence, enfin... on fait un peu tout ce que tout le monde a fait » (♂, GS Volens, FG).

« Il ne suffit pas de rassembler des objets, de porter des cahiers, de porter des vélos... pour dire ici, ou faire croire ici qu'on fait du développement. C'est contre ça que je lutte en fait. On n'est pas là pour ça. Si on crée des ASBL, ce sont des actions ponctuelles qui peuvent bien sûr aider sur place, amener 20 vélos c'est sûr, ça peut aider un village ou des personnes mais c'est pas ça, faire du développement. Ça, c'est des petites actions parallèles, mais qui ne rencontrent pas le cœur du développement durable. Je pense... on est piégés je pense. Je me dis que ça, c'est peut-être quelque chose qu'il faut dire et redire et redire quand on crée des ASBL. [...] Et qu'on ne retombe pas dans le colonialisme » (♀, Non Volens, FG).

« On a encore un esprit colonialiste, ça nous colle à la peau, qu'on le veuille ou non. Ou plutôt le paternalisme... » (♀, Non Volens, EI).

« Au début, on a cru que le développement, c'était l'envoi de matériel. Sur place, on a vu que ce n'était pas ça. Mon expérience malchanceuse me l'a appris également. Mais pour certaines personnes, c'est ça qui comptait pour elles : porter, porter, porter ! Aujourd'hui, nous vou-

lons que notre action de développement ne se limite pas à cela. Mais il faut dire que rechercher 50 matelas demande moins d'investissement que rédiger un projet qui, de plus, est moins visible. Qui sait que j'ai passé ma soirée d'hier, dans ma salle à manger, à plancher jusqu'à une heure du matin sur un projet ? » (♀, GS Volens, EI).

« On arrive parfois à ne pas écouter l'autre, et ça c'est mortel. En plus, on arrive avec nos schémas... » (♀, Non Volens, EI).

Une troisième observation importante concerne le caractère direct, personnel de la relation entre l'IPSI et son public-cible. Nous sommes face à des pratiques de solidarité internationale qui s'expriment dans des relations de « proximité ». Cette proximité s'exprime à trois niveaux.

- 1) Il y a proximité dans la relation de l'IPSI à ses partenaires, à la population locale : il n'y a pas d'intermédiaires entre eux, l'IPSI travaille directement avec les concernés et il y a une confiance mutuelle qui s'installe tant dans l'élaboration des projets que dans l'application de ceux-ci. Ainsi les personnes rencontrées parlent de « relations de confiance et de respect », de « relations d'amitié ».

« On travaille avec des gens de la population locale et non avec des fonctionnaires de Niamey » (♂, GS Volens, EI).

« Un climat d'amitié s'installe... Il faut tomber dans une relation de confiance et d'amitié, sinon, ça ne marche pas » (♂, GS Volens, EI).

- 2) Il y a proximité dans la relation de l'IPSI à ses sympathisants, à ses donateurs, qui sont souvent issus des cercles familiaux, amicaux et professionnels, notamment.
- 3) Enfin, il y a proximité dans la relation des donateurs aux bénéficiaires : indirectement, les donateurs se sentent proches des causes, des personnes qu'ils soutiennent dans le Sud. Ils reçoivent fréquemment des nouvelles de l'avancée des projets, ils suivent l'évolution d'un village au fil des années, voire des décennies, et se sentent pleinement partie prenante. Nous reviendrons sur l'importance du suivi dans la mobilisation des donateurs par la suite.

Azawagh est un GS récent, né de l'initiative d'un couple en 2005 suite à un voyage réalisé chez des Peuls au Niger. L'ASBL a rejoint le réseau Volens fin 2006. Son but est de venir en aide aux communautés des villages de Tekinawane, Intifirkit et d'Adjangafa situés dans la zone sahélienne du Niger (province de Tahoua). Face aux conditions de vie qui sont rendues de plus en plus précaires par les conséquences du réchauffement climatique, les nomades tendent à se sédentariser partiellement autour d'infrastructures de base telles que les points d'eau et les écoles. Dès lors, grâce au contact sur place et aux relations de confiance établie avec le porte-parole d'une communauté peul, Azawagh

« peut apporter une aide sans intermédiaires coûteux et avec des technologies simples et adaptées utilisant le savoir-faire local, pour répondre à des demandes concrètes et limitées.⁴⁷ » Ainsi, l'aide qu'apporte le GS se concentre sur des « besoins de base tels que formulés par eux : approvisionnement en eau (puits, forage), construction d'écoles, élevage de dromadaires, etc.⁴⁸ »

Concernant cette relation de confiance, voire « d'amitié », il est intéressant de noter qu'elle est à double tranchant. En effet, si la confiance peut être vue ici comme « un accélérateur de solidarité », inversement, la relation établie entre l'IPSI et son partenaire au Sud étant peu contractualisée, elle est d'autant plus fragile, comme en témoigne l'histoire de plusieurs personnes rencontrées.⁴⁹

Enfin, par leurs « petits » projets, les IPSI assurent rencontrer les « populations les plus démunies », les populations qui échappent en quelque sorte à l'action des autres structures, ONGD mais pas seulement (ex. UNICEF, etc.). Sur ce plan, les IPSI apparaissent moins comme des concurrentes que comme des organisations complémentaires aux ONGD.

« Il faut savoir qu'une grosse structure comme Oxfam, c'est une structure... plus elle est grosse, plus elle doit s'adresser à des producteurs gros. Et donc nous on travaille avec des toutes petites structures où il y a parfois 20 artisans, parfois 10, parfois il y a un artisan, on travaille avec un artisan qui nourrit toute sa famille, on travaille par exemple avec des sacs en matières recyclées, ce sont 60 familles qui vivent de ça. Ce sont évidemment des producteurs qui ne peuvent pas entrer dans les critères Oxfam » (♀, Non Volens, FG).

« Nous allons près des populations les plus démunies, et donc les plus enclavées » (♀, Non Volens, EI).

« N'est-ce pas le but finalement, d'atteindre les plus pauvres des plus pauvres ? » (♂, GS Volens, EI).

4.2 La question de la professionnalisation

Les IPSI ne forment pas une « bulle » étanche aux autres acteurs – nous le verrons notamment en matière de financements – et si elles entretiennent des relations plus ou moins formalisées avec les ONGD, elles montrent aussi quelques réticences envers ces dernières.

47 Azawagh, Présentation, <http://www.azawagh.be/> (site consulté le 7 décembre 2009).

48 Volens, Acteurs > Groupes de solidarité > Groupe de solidarité Azawagh – Soutien au Niger, <http://www.volens.be/Groupe-de-solidarite-Azawagh.html?lang=fr> (site consulté le 8 décembre 2009).

49 Plusieurs personnes ont été confrontées à des ennuis judiciaires ou à de simples suspicions de malversation non avérée.

D'une part, la plupart des IPSI interrogées n'envisagent pas l'obtention du statut d'ONGD, qui par ailleurs est difficile à obtenir. Or nombre d'entre elles pourraient prétendre à celui-ci. De plus, elles ne tiennent pas un discours critique par rapport à l'action même du secteur ONGD, mais elles se positionnent plus précisément contre la bureaucratisation qu'implique cette évolution de statut. Être reconnu comme ONGD par la DGCD pour s'ouvrir les portes du cofinancement, oui. Subir les contraintes administratives que cette évolution implique, non.

« Les cofinancements de la DGCD imposent, exigent, obligent à respecter des règles et il faut avoir une somme importante de départ » (♀, GS Volens, EI).

« Il y a des incompréhensions entre les bureaucrates de la DGCD et la réalité du terrain : pour les bureaucrates, c'est l'administration d'abord. [...] Je ne souhaite pas devenir ONG car cela implique trop de responsabilités vis-à-vis de l'Etat, la structure est trop lourde et on se sent contrôlé et surveillé comme une entreprise » (♀, GS Volens, EI).

« Devenir ONG, cela implique d'avoir un boulot avec des fonctionnaires qui vont me dire il faut ceci, il faut cela. C'est tomber dans des trucs administratifs et dans des grandes théories détachées des réalités du terrain » (♂, GS Volens, EI).

« J'ai ressenti très fort le poids de l'administration qu'il y a dans les ONG : obtenir des fonds, faire des dossiers, etc. Il y a un énorme potentiel à exploiter qui se perd dans du bla-bla » (♂, Non Volens, EI).

« C'est trop contraignant. C'est des soucis en plus » (♀, Non Volens, EI).

« Il s'agit d'un engagement excessivement lourd, il faut justifier toutes les dépenses jusqu'au moindre centime ! [...] Le statut d'ONG ouvre les portes du cofinancement, c'est après que les problèmes arrivent » (♂, Non Volens, EI).

D'autre part, les IPSI hors Volens ne manifestent pas la volonté d'intégrer une ONGD, d'entretenir des relations plus formalisées avec une ONGD par crainte de perdre en autonomie. Il s'agit donc plutôt ici d'une certaine prise de distance par rapport à l'ONGD qui imposerait une vision de penser, une façon de travailler.

« Beaucoup de gens sont prêts à travailler pour des projets dans le Sud, mais ils veulent être maître du projet. Et je trouve que c'est important » (♀, Non Volens, FG).

« C'est une arme à double tranchant d'être englobé par quelque chose de plus grand » (♀, Non Volens, EI).

« L'ONG peut avoir une autre politique et dans l'ASBL, on a peur de perdre en indépendance » (♀, Non Volens, EI).

« Il faut répondre à l'attente de l'ONG qui veut préserver son image » (♀, Non Volens, EI).

Bien que les GS aient déjà franchi cette étape en « intégrant » Volens, ils manifestent eux aussi cette volonté inébranlable de préserver leur indépendance, notamment dans le choix des projets soutenus, et précisent que « Volens travaille dans le même sens que [leur] groupe de solidarité » (♀, GS, EI) en faisant référence au développement à la base *via* des petits projets.

Il est significatif d'inverser la question et d'évaluer l'intérêt porté par les ONGD aux demandes de soutien, de conseil provenant des IPSI. Les expériences vécues par les IPSI interrogées posent l'hypothèse d'un manque de réaction de la part des ONGD face aux besoins des IPSI. Cette attitude provient-elle d'une méconnaissance des difficultés rencontrées par ces initiatives ? Cette attitude est-elle alimentée par d'éventuelles représentations erronées de leur action ? D'après les propos de plusieurs GS, il n'est pas exclu d'envisager l'hypothèse selon laquelle certaines ONGD considèrent les IPSI comme étant des initiatives partant de bonnes volontés mais étant manifestement teintées d'un manque de compétences.⁵⁰ Les résultats issus de l'enquête quantitative appuient cette hypothèse. De la sorte, ces ONGD assoieraient leur légitimité dans le champ du développement, s'assurant notamment le monopole du professionnalisme. Cependant, des recherches ultérieures devraient nous permettre de creuser ces relations entre IPSI et ONGD. On peut notamment songer aux exigences bureaucratiques qui pèsent sur les ONGD à l'heure actuelle et qui jouent très certainement un rôle dans la marge de manœuvre des ONGD.

« On a essayé de développer un premier projet qui consistait, je m'en souviens bien, à acheter une presse à briques. [...] Cela avait fait notamment grand bruit, ce gros chantier, et un double grand bruit puisqu'une ONG nous a critiqués, on nous a tués... ce qui m'a donné vraiment de plus en plus envie de réussir ! [...] On n'y connaissait rien en matière de développement, ce qui était tout-a-fait vrai, mais qui empêchait... enfin, si on ne passe pas par le canal d'une ONG, on est nuls... enfin, c'est un peu ça » (♂, GS Volens, FG).

J'ai fait une formation auprès d'une ONG. Eh bien, j'ai vraiment été étonné, surtout de la part de certaines ONG, « nous sommes les seuls, les meilleurs » et le reste c'est... c'est ainsi hein ! » (♂, GS Volens, FG).

« Mais ça, les ententes entre ONG ! [...] J'ai été pendant quelques années administrateur [d'une ONG de développement] et me suis dit un jour : je ne parviens pas, j'ai 40 ans de vie professionnelle, mais je ne parviens pas à m'habituer à cette agressivité qui règne entre les ONG ! » (♂, GS Volens, FG).

Néanmoins, les IPSI elles-mêmes reconnaissent que « l'action développeuse » nécessite un certain professionnalisme qui peut leur faire défaut, de manière générale lorsqu'elles lancent leur initiative, et de manière plus précise lors de la rédaction de projets.

50 Cf. supra chapitre 2, section 3.2.

« Je pense qu'au niveau des ASBL on doit avoir de plus en plus de professionnalisme. [...] Ca c'est en fait le plus difficile aussi à trouver, des bénévoles qui soient vraiment des professionnels, que ce soit en informatique, que ce soit dans la gestion de projets, que ce soit dans le montage de dossier financiers, de demandes de subsides, etc. tout ça donc ça demande énormément de professionnalisme et quand on lance une ASBL, bon nous c'était le cas, c'est un coup de cœur, on se lance, on part dans quelque chose et puis on se rend compte qu'on doit avoir une structure. Donc ça c'est le premier truc, qu'est-ce qu'on fait, est-ce qu'on se constitue en ASBL, en machin, en truc. [...] Et puis on se retrouve avec une structure, avec des comptes à déposer au greffe, avec... enfin, tout ça, donc ça demande une rigueur dès le départ, qu'on n'a pas la première année. [...] Et puis on est confrontés à des problèmes qui pourraient nous retomber dessus en tant qu'ASBL » (♀, Non Volens, FG).

« Il faut savoir allier bons sentiments et professionnalisme » (♂, GS Volens, EI).

« Si ma mémoire est bonne c'était en 87, il y a eu des arrêtés-royaux qui ont contraint les ONG à recentrer leurs activités dans certains continents, dans certains pays, dans certaines régions et faire la preuve de leur compétence et non plus de leur bon cœur, ce qui n'est pas incompatible mais il faut quand même approfondir les choses » (♂, GS Volens, FG).

Enfin, les IPSI nous rappellent que le professionnalisme, c'est aussi une expertise, une connaissance du terrain. C'est une caractéristique importante que les IPSI mettent en exergue pour justifier leurs pratiques par rapport à celles des acteurs reconnus de la coopération au développement : un développement qui part de la base et qui se concrétise dans une relation directe, une relation de confiance et d'amitié avec les partenaires du Sud.

« Je ne supporte pas que dans la réalisation d'un projet, on ne se demande pas comment les gens vont faire pour régler leur quotidien (coépouses, faim, etc.). Et je me demande si la Loterie Nationale retiendrait un projet explicitement voué à résoudre les besoins primaires, les problèmes du quotidien des Burkinabés qu'on soutient. Or, c'est ça, l'expertise. C'est cerner les goulots d'étranglement et pour cela, il faut aller sur le terrain et interroger les bonnes personnes » (♀, Non Volens, EI).

Les IPSI favoriseraient une solidarité chaude, c'est-à-dire un lieu d'engagement libre, personnel et proche et qui permet la créativité et le lien social. Le rôle joué par les apports émotionnels dans l'engagement de ces citoyens impliqués pour la solidarité internationale est indéniable.

4.3 Un accès limité aux financements

Le chapitre trois du présent rapport, issu du sondage mené par Internet, évoque le manque d'accès des IPSI aux subventions réservées aux acteurs « traditionnels » de la coopération au développement (coopération bilatérale directe, multilatérale et bilatérale indirecte ou non gouvernementale). En effet, cette difficulté retrouve

une place importante dans l'étude qualitative que nous avons menée, principalement du côté des IPSI non Volens.

Une précision chiffrée s'impose : on l'a dit, il est essentiel de ne pas sous-estimer l'importance des moyens financiers dont disposent certaines IPSI, tout comme il s'agit de ne pas surestimer ces moyens. Ainsi l'organisation d'une brocante a rapporté 10 000 euros à une IPSI, une autre a obtenu un financement de la Loterie Nationale de 42 000 euros, une troisième, avec l'aide de sa commune, a obtenu un financement de 30 000 euros au niveau fédéré, etc. On se rend inévitablement compte qu'il y a des flux d'argent qui circulent. Bien entendu, il existe divers cas de figure, dont de nombreuses initiatives qui fonctionnent uniquement sur fonds personnels avec de moindres moyens. Soulignons que les canaux mobilisés sont divers. Les premiers sont très certainement l'organisation d'événements de récoltes de fonds personnels (concerts, soupers, brocantes, marchés de Noël, marches parrainées, carêmes de partage, etc.) ainsi que l'apport des donateurs (réguliers, ponctuels et sponsors). Ensuite, les IPSI développent des partenariats avec des écoles, des paroisses, elles participent à des récoltes de fonds nationales (ex. 11.11.11), etc. Enfin, certaines obtiennent des subsides communaux, régionaux, communautaires voire fédéraux. Il s'agit dans ces trois derniers cas de lignes de financements auxquelles les IPSI ont accès en introduisant leur projet par le biais d'une commune, d'une province, d'une Haute Ecole voire d'une ONGD.

Faso-Lux est une jeune ASBL qui prend racine dans « un partenariat de confiance » d'une dizaine d'années avec le Burkina-Faso. Son objectif est de « développer et [de] mettre en œuvre des projets, en partenariat et/ou en synergie avec d'autres associations ou des administrations, en faveur d'un développement durable au Burkina Faso, plus particulièrement avec [son] partenaire local.⁵¹ » L'IPSI traduit cette volonté par le slogan « Développer sans détruire » et a comme philosophie de « rompre la dynamique stéréotypée du donner-recevoir, [de] lutter pour des relations Nord/Sud solidaires [et de] respecter les cultures, les traditions et les différences.⁵² » Ainsi, concrètement, Faso-Lux mène actuellement un projet de culture attelée qui est cofinancé par la Région Wallonne, suite à l'introduction du projet par la commune de Vaux-sur-Sûre. Elle organise également le parrainage d'enfants qui fréquentent les écoles primaires de la commune de Rambo, située au nord-ouest du pays, et mène à bien une série de « microprojets » en faveur d'un développement durable pour les populations de cette même commune.⁵³ Faso-Lux a de nouvelles perspectives d'avenir suite à l'introduction d'autres projets auprès de la Région Wallonne et de la Loterie Nationale.

51 Faso-Lux, <http://www.fasolux.be/index.htm> (site consulté le 10 décembre 2009).

52 Ibid.

53 Faso-Lux, Projets, <http://www.fasolux.be/projects.htm> [site consulté le 10 décembre 2009].

Au cours de notre enquête, les IPSI ont manifesté le souhait de voir se créer une ligne budgétaire qui leur soit réservée, avec des appels à projets qui les concernent directement.⁵⁴

« Les difficultés qu'on peut rencontrer avec la DGCD c'est qu'ils privilégient certains pays, on peut comprendre, donc si on ne tombe pas dans un pays qui est pris en charge par le cofinancement, on doit travailler sur fonds propres, ça c'est une difficulté aussi » (♂, GS Volens, FG).

« Mais nous on a répondu à un appel à projets qui a été accepté, mais c'était en commerce équitable, c'était la CTB. Et on a insisté, ça fait deux ans qu'on dit : « mais faites des appels à projets pour les acteurs de terrain », « pour ceux qui vont vraiment faire des actions de sensibilisation de commerce équitable sur le terrain, et pas forcément les grosses boîtes. [...] Enfin, je veux dire, y a 36 ASBL qui s'occupent de commerce équitable, ou d'écoles, etc. qui n'ont pas du tout accès à un budget. Donc cette année ils l'ont fait, on a répondu à l'appel à projet et on l'a reçu mais bon, c'était presque une demande personnelle à la CTB de dire », mais faites un peu un appel à projets aussi pour les petites initiatives et pas uniquement pour des budgets de 100.000 euros ! » (♀, Non Volens, FG).

« Nous allons passer en ASBL pour pouvoir répondre à des appels à projets, quoique je me rends compte que pour la Région Wallonne, il faut être ONG, que dans pas mal d'organismes, bon ben... on va peut-être encore avoir des problèmes. [...] Au niveau de la DGCD, de la Région Wallonne, il faudrait quand même qu'on nous réserve un tout petit espace pour des projets, des petits projets. » (♀, Non Volens, FG).

« Je peux vous dire que, de ce qui dépend de la DGCD, et de plus en plus... ils veulent de très gros projets parce que c'est trop de dossiers à traiter et alors ils veulent que ce soit aussi quelque chose de bien voyant parce que, pour que ça... pour justifier et donc, c'est ça qui est pénible » (♀, Non Volens, FG).

Hors Volens, les IPSI regrettent de ne pas pouvoir répondre aux appels à projets par elles-mêmes et expriment les difficultés qu'elles peuvent rencontrer dans la recherche d'une institution qui veuille se porter responsable et accepter d'introduire le projet en son nom auprès du bailleur de fonds.

« Par exemple, pour les appels à projets de WBI, nous on doit, en tant qu'ASBL, avoir un partenaire, qui soit une Haute Ecole, ou une commune ou enfin, bon, etc. donc c'est des choses que, nous, on ne peut pas répondre par nous-mêmes » (♀, Non Volens, FG).

« On est dépendants de différentes institutions et ça, c'est pas toujours facile » (♀, Non Volens, FG).

⁵⁴ Outre les appels à projets spécifiques de la « Semaine du Commerce Équitable » (CTB) et de la « Semaine de la Solidarité Internationale » (CWBCI) ainsi que le financement d'actions ponctuelles de sensibilisation par la DGCD, directement accessible aux IPSI.

« Il faut trouver une institution qui veut se porter garante » (♀, Non Volens, FG).

Les GS sont restés relativement muets par rapport à tout ce qui vient d'être exposé, or comme nous l'avons vu Volens a des possibilités relativement limitées quant à l'introduction de projets au nom d'un GS, une contrainte que plusieurs GS ignorent. En outre, certains recourent parallèlement à l'aide de leur ville ou commune pour introduire un projet auprès d'un pouvoir public régional ou fédéral. Nous verrons que les besoins et attentes des GS s'expriment un cran plus loin dans le processus, lors de la formulation, du développement des projets.

Puis, les IPSI regrettent les exigences bureaucratiques qui accompagnent les appels à projets et qui sont, selon elles, inadaptées aux réalités de terrain. Ce reproche a principalement trait aux justificatifs que les bailleurs de fonds réclament des partenaires au Sud. Comme souligné au chapitre 3 du rapport, l'enquête par Internet a mis en exergue les difficultés que rencontrent les IPSI dans le suivi de leurs projets à distance.

« C'est vrai que les exigences de dossier sont terribles parce que si on travaille avec l'Afrique, entre autres, pour les Africains, le papier c'est... c'est pas très intéressant. Avoir des justificatifs, c'est pas facile. D'abord, il faut qu'ils aient du papier, il faut qu'ils aient de quoi écrire » (♀, Non Volens, FG).

« On fait de la récolte de fonds ici, en Europe, aux Etats-Unis, au Canada, on se dit « bon, tel pays, tel pays, hop on envoie ». Le monsieur qui envoie, d'abord ici en Belgique, ou bien à Ottawa, après il va téléphoner pour dire « oui, et les justificatifs ? » mais ce n'est pas n'importe qui qui justifie ! C'est la raison pour laquelle, nous, nous pensons que la démarche c'est d'abord le renforcement des capacités d'analyse. Vous ne pouvez pas réussir dans un projet qui va là-bas et les gens qui sont chargés de la gestion du projet ne savent ni lire, ni écrire et il faut justifier, parce que les bailleurs de fonds aussi ont des exigences » (♂, Non Volens, FG).

« Quand on voit les conditions de l'appel à projets, on se demande s'ils (la Loterie Nationale) connaissent quelque chose à l'Afrique. Ils ne se rendent pas compte de la réalité de l'Afrique » (♀, Non Volens, EI).

Ce dernier extrait fait référence à l'appel à projets 2009 relatif aux Objectifs du Millénaire pour le Développement. Cet appel à projets est « une initiative du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, également Ministre de tutelle de la Loterie Nationale, qui souhaite que les subsides de la Loterie Nationale contribuent à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement [...] [II] est organisé à l'attention des ASBL de droit belge ou SCRL à finalité sociale de droit belge qui proposent des projets visant à contribuer à la réalisation d'un ou plusieurs

objectifs du Millénaire.⁵⁵ » Ainsi, l'article 11 du règlement stipule que « le paiement se fait sur production de factures originales acquittées ou de copies avec preuves de paiement [...]»⁵⁶, ce qui implique une capacité de préfinancement que toutes les ASBL n'ont pas. Encore faut-il que le partenaire sur place soit en mesure de fournir tous les justificatifs requis, que l'ASBL soit ensuite remboursée rapidement, etc. On comprend que tous ces éléments peuvent évidemment bloquer l'ASBL et ses projets pendant un temps.

Enfin, les IPSI rencontrées regrettent que les appels à projets ne prévoient pas dans les budgets alloués la couverture de frais de personnel. En effet, certaines souhaiteraient à terme employer un permanent au sein de leur ASBL ou encore, elles aimeraient pouvoir employer une personne sur place, dans le Sud, afin d'améliorer le suivi du projet, mais dans les deux cas elles manquent de moyens pour ce faire. Cependant, au sujet de l'emploi de personnel permanent ici, les voix de certaines personnes se sont élevées en affirmant que « l'ASBL prend alors une toute autre dimension » (♀, Non Volens, FG). D'autre part, les IPSI regrettent que « les frais de logistique, déplacements et logements, soient rarement couverts par les critères d'octroi de subsides » (♀, Non Volens, FG).

« Ce que je trouve un peu regrettable, c'est que dans les appels à projets justement, il est très difficile d'obtenir un salaire pour là-bas. Ça c'est important, car comment demander à quelqu'un... enfin, nous on est bénévoles, mais on mange, je ne dois pas me tracasser de savoir où je dors etc. mais là-bas, les bénévoles de là-bas, ils ne savent pas ce qu'ils vont manger le lendemain, parce qu'ils ne sont pas hors du lot de l'ensemble de la population qu'ils aident. En tous cas, là où nous travaillons, c'est comme ça » (♀, Non Volens, FG).

4.4 Le difficile engagement des bénévoles sur le long terme

L'enquête menée par internet a dévoilé une préoccupation essentielle des IPSI : la difficulté de trouver des bénévoles qui s'engagent à long terme dans leurs activités. Effectivement, tant les GS que les autres IPSI ont confirmé ce problème lors des focus group et des entretiens individuels. Ainsi, bien que ce problème s'élargisse au monde associatif d'une manière plus générale, il semble avoir plus d'impact encore pour les IPSI.

*Fondé en 1973, le **GS Espoir-Enghien** a été fondé par deux couples qui, suite à l'adoption de leur enfant respectif, ont ressenti l'envie, la motivation de s'engager dans la solidarité internationale afin de « dépasser cette optique de l'adoption et d'aider sur*

⁵⁵ Millenium 2015 > Appel à projets, <http://www.objectifsdumillenaire.be/contact/> (site consulté le 3 décembre 2009).

⁵⁶ Millenium 2015 > Règlement, <http://www.objectifsdumillenaire.be/reglement/> (site consulté le 3 décembre 2009).

place ». Depuis 1980, le groupe est surtout actif au Rwanda et au Congo et « privilégie la scolarité des enfants, la santé et la question du genre⁵⁷ » à travers des parrainages et le développement de petits projets. Après les événements qui ont bousculé le Rwanda de 1994 à 2001, le GS a également apporté une aide aux réfugiés rwandais qui se trouvaient sur l'île d'Idjwi en RDC ainsi qu'aux autochtones de l'île. Chaque année, le GS organise un « carême de partage » dans les écoles avoisinantes pour soutenir un de leurs projets, car les dons ne suffisent pas à la survie des activités du GS. Actuellement, le groupe ne comprend plus qu'un noyau de trois personnes régulièrement actives et le renouvellement des bénévoles s'avère relativement difficile.

Concernant les GS rencontrés, ils sont essentiellement composés de personnes impliquées depuis des décennies⁵⁸ et le rajeunissement des GS apparaît difficile.⁵⁹ De plus, non seulement le nombre de bénévoles diminuerait, mais leur enthousiasme prendrait aussi du plomb dans l'aile. Ainsi, l'engagement des gens pour la solidarité internationale ne serait plus ce qu'il était il y a 30-40 ans. Aujourd'hui, les GS devraient faire face à un engagement plus « à la carte » : les gens sont prêts à participer à des activités ponctuelles par-ci par-là, à faire des dons plus ou moins régulièrement, sans envisager de s'engager à long terme et d'accepter les conséquences que cela implique dans leur vie quotidienne. En effet, la configuration actuelle du foyer familial, où tant l'homme que la femme travaillent, ainsi que l'impact de la crise économique et financière sont des éléments qui participent inévitablement à l'évolution des pratiques de solidarité pour le Sud.

« Au Congo, nous sommes là, nous sommes là avec des personnes très âgées et c'est vrai qu'on semble croire que la relève n'est pas pour demain » (J, GS Volens, FG).

« La situation actuelle dans notre pays n'est pas très favorable évidemment parce qu'il y a un repli de la population sur elle-même, donc leur dire « voilà, on va se lancer dans des projets de développement à l'extérieur », c'est moins porteur qu'il y a peut-être 30-40 ans, ça c'est déjà une chose. En plus du fait [qu'il y a le] vieillissement de la population, [que] les jeunes de 40-50 ans perdent leur emploi... tout ça fait en sorte que le renouvellement ne se fait pas facilement » (J, GS Volens, FG).

« Pendant ces années-là, notre groupe s'est un peu lassé. Il y a eu une lassitude des gens. [...] Et je me retrouve un peu comme vous, donc avec peu de sang neuf » (J, GS Volens, FG).

57 Volens, Acteurs > Groupes de solidarité > Groupe de solidarité Espoir-Engbien - Soutien au Congo et au Rwanda, <http://www.volens.be/Groupe-de-solidarite-Espoir.html?lang=fr> (site consulté le 8 décembre 2009).

58 Cependant, il est à noter que de nouveaux GS se sont récemment constitués.

59 A ce propos, nous pouvons nous demander si ce renouvellement des membres actifs est essentiel, notamment dans la perpétuation des pratiques de générations en générations ?

« Je suis persuadé qu'on trouvera des gens pour succéder mais il faut bien choisir. Quels sont les dangers ? C'est qu'il y ait une diminution du nombre de donateurs. Je ne suis pas très pessimiste, c'est-à-dire que les vieux meurent, mais on reste toujours avec environ 350 donateurs habituels, donc c'est qu'il y a... enfin, y a des jeunes là-dedans ! Donc, ça se tient. Les collectes, cela diminue en proportion du nombre de gens qui vont à la messe le dimanche, ça c'est un fait. [...] Je crois, disons que j'ai l'impression que ça peut continuer, à condition de trouver là ou les personnes... mais il ne faut pas être nécessairement si nombreux. [...] Parmi les 350, la plupart des gens, ils sont d'accord, ils font ça bien, on paie et on a fait quelque chose de bien. [...] Quand nous étions jeunes, on pouvait, les jeunes pouvaient s'engager à long terme. Maintenant, ce n'est plus le cas. Les deux travaillent, et monsieur ou madame, ou bien a du boulot jusque là, ou bien est au chômage. Notre civilisation actuelle ne permet pas un engagement à long terme dans ce type d'activité, je crois. Là il faut faire son deuil » (♂, GS Volens, FG).

« Il y a une difficulté de mobiliser à fond des gens. On leur explique, ils sont attentifs comme ils le sont rarement aux homélies des messes du dimanche et puis, ils versent. Point » (♂, GS Volens, FG).

« C'est la continuité, les gens sont parfois pour des actions ponctuelles, ils peuvent donner un coup de main, mais faire ça pendant 10, 15, 20 ans... je ne sais pas moi, je suis entré à SOS/PG en 64, j'y suis toujours ! » (♂, GS Volens, FG).

« En termes financiers, les gens font preuve d'une générosité énorme. Mais mobiliser réellement les gens, c'est difficile » (♂, GS Volens, EI).

Les GS identifient trois défis auxquels ils doivent faire face afin de maintenir l'enthousiasme de leurs bénévoles pour leurs activités et tenter d'en attirer de nouveaux. Tout d'abord, ils doivent faire preuve d'une importante **transparence financière**. Ensuite, ils doivent s'efforcer d'**afficher des objectifs bien définis et concrets**, qui interpellent directement les gens. Enfin, ce que les donateurs, les sympathisants, les bénévoles apprécient, c'est **le suivi** que leur donnent les GS à travers leurs bulletins réguliers, leurs newsletters, la projection de photos lors du souper annuel, etc. Ils doivent donc assurer un suivi régulier et riche en informations, en témoignages, en photographies.

Les IPSI se soucient également de ne pas solliciter constamment les mêmes personnes. Il apparaît clairement que les réseaux familiaux, amicaux et professionnels sont des ressources extrêmement mobilisées au quotidien. Nous pensons qu'à ce sujet, l'ONGD peut jouer un rôle important dans le renforcement des ressources humaines des GS au-delà des réseaux habituellement mobilisés par ceux-ci.

« Le plus gros travail, c'est de faire venir les gens aux soupers, aux activités etc. Les amis, la famille sont toujours sollicités finalement ! Il y a seulement parfois de nouvelles énergies » (♀, Non Volens, FG).

« A la création tout le monde vient, mais quand l'ASBL ou l'association marche, vous allez voir dans le rétroviseur il n'y a que deux ou trois personnes, ou bien une seule personne » (♂, Non Volens, FG).

Enfin, l'enquête par Internet a montré que plusieurs IPSI ont cessé leurs activités, notamment en raison de l'âge avancé de ses initiateurs. Ceux-ci ne se sentent plus capables de poursuivre mais ne trouvent pas de relais qui puissent faire perdurer l'initiative. A cela s'ajoute un phénomène de « personnalisation » des IPSI. Comme nous l'explique la présidente d'une IPSI non encadrée par Volens, « le problème avec les associations, c'est que c'est né d'initiatives personnelles. [...] C'est "mon" association, de part et d'autre » (♀, Non Volens, FG). Cette personnalisation entraîne souvent un manque de délégation au sein de l'IPSI : l'initiateur prend sur ses épaules la majorité des responsabilités et ne notifie pas toujours ses besoins. Vu de l'extérieur, les gens identifient l'initiative comme étant celle d'un tel ou d'une telle et ne voient pas comment ou pourquoi s'en rapprocher. Or la rotation des bénévoles, l'arrivée de nouvelles recrues est l'occasion pour l'IPSI de remettre en question sa démarche. Néanmoins, comme le rappellent certains, il s'agit aussi d'une question de disponibilité, en temps et en argent, et pas nécessairement d'une volonté de l'initiateur de tout contrôler.

« [Les initiateurs des GS] sont par définition individualistes car ils ont un sentiment de propriété par rapport à leurs propres projets » (♂, GS Volens, EI).

« Et toujours la même ! Et ça c'est un problème. Mais je pense que c'est un problème aussi des créateurs d'ASBL, enfin de ceux... des dits initiateurs d'ASBL, c'est qu'on ne sait pas déléguer. [Rires de l'assemblée] C'est vrai, on ne sait pas déléguer parce qu'on ne fait pas confiance et on ne sait pas déléguer. Parce que [...] l'ASBL vous appartient un petit peu comme ça. Ce qui est vrai quelque part, c'est son enfant, mais il faut pouvoir... pour apprendre à un enfant à marcher seul, il faut le lâcher quoi... mais ça c'est extrêmement difficile, de déléguer » (♀, Non Volens, FG).

« Il n'est pas simplement question de déléguer, il est aussi question des disponibilités de chacun » (♂, Non Volens, FG).

« Si je peux me permettre, ce n'est pas le propre des ASBL. Vous faites partie d'un mouvement de jeunesse, d'un groupe syndical de je ne sais quoi, c'est toujours les mêmes qu'on retrouve. Donc je ne crois pas que c'est particulier aux ASBL, c'est comme ça ! » (♀, Non Volens, FG).

4.5 Un besoin d'appui dans le développement des projets

Une grande attente des IPSI est de bénéficier d'une aide, d'un conseil dans le développement de leurs projets. Hors Volens, certaines IPSI étaient déjà rentrées en contact avec la CASIW pendant que d'autres ne savent toujours pas vers qui se tourner à l'heure actuelle pour trouver un appui dans le cadre des appels à projet.

Dans le cas des GS, la convention de partenariat avec Volens prévoit que l'ONGD fournisse des « conseils pour la formulation de projets » (Volens, 2005, B2-2/4). Or dans les faits, les GS déplorent le faible appui donné par Volens. Les groupes reconnaissent manquer de professionnalisme en la matière, manquer de temps aussi, et espèrent beaucoup d'un appui concret et individualisé de Volens dans le développement de leurs projets, en respect avec leur autonomie d'action. A ce propos, il faut préciser que la structure de l'équipe a été modifiée depuis peu en faveur des GS et que la gestion des groupes francophones se fait à Liège, mais ce changement nécessite un certain temps pour être efficace.

« J'aimerais bien que maintenant Volens prenne ça en main et étudie tous les critères qu'il faut pour que ce projet puisse passer, et soit cofinancé, donc j'attends d'eux qu'ils travaillent pour que ce projet soit cofinancé » (J, GS Volens, FG).

« Quand moi j'ai parlé, j'ai un projet, j'ai des doutes, mon partenaire me remet un projet et j'ai des doutes, moi je suis un bénévole. Donc si Volens pouvait me donner un avis sur c'est un bon projet, c'est un mauvais projet ou il doit être retravaillé, ça c'est important. Pour moi, c'est une grosse attente » (J, GS Volens, FG).

« Même si on a par exemple l'appel à projets, on ne sait pas par où il faut commencer, comment il faut exécuter le projet, comment il faut évaluer le projet, mais ça c'est la raison pour laquelle nous pensons qu'au niveau des associations, le renforcement des capacités d'analyse au départ, c'est très, très important. Parce que quand on se constitue en ASBL et qu'on ne sait pas comment il faut gérer un projet, comment est-ce qu'il faut formuler un projet, comment est-ce qu'il faut faire les démarches administratives, qui même en Europe ne sont pas du tout faciles, il faut le savoir, donc ça il faut avoir quand même un certain professionnalisme et que beaucoup n'ont pas. Et c'est ça qui amène vraiment, vraiment les difficultés » (J, Non Volens, FG).

Les GS souhaiteraient que Volens les tiennent systématiquement au courant des délais pour les différents appels à projets auxquels ils peuvent prétendre.

« La différence, je prends un cas précis, dans la communication [...] c'est qu'on a jamais eu par exemple chez Volens, c'est toujours de l'ordre de la communication, en début d'année les dates butoirs pour introduire un projet, « attention si vous avez un tel projet ça entre dans telle catégorie, si vous voulez le faire, vous devez nous envoyer votre dossier avant telle date » etc. Tu ne sais jamais. Neuf fois sur dix on te répond « ah, c'est trop tard », « ah, il y a un changement », etc. » (J, GS Volens, FG).

Régulièrement, la principale activité des IPSI consiste à récolter des fonds pour le soutien de projets dans le Sud et les activités qu'ils organisent s'en tiennent au stade de l'information, et plus précisément, de l'information sur ces projets particuliers sans englober une réflexion plus large sur les fondements de leur action. Nous pouvons ainsi poser l'hypothèse que les IPSI ont tendance à se préoccuper essentiellement du « comment » au détriment du « pourquoi », bien qu'un chan-

gement puisse survenir au fil de l'évolution de l'IPSI dans le temps. Quoiqu'il en soit, par son existence même, l'IPSI sensibilise à une cause lointaine. Et Volens d'encourager les GS à être de vrais vecteurs d'éducation au développement, notamment à travers une offre relativement diversifiée de formations (sensibilisation, communication, création d'un blog, gestion du cycle de projet, etc.) auxquelles, malheureusement, l'ONGD enregistre encore une faible participation.

Or, cette offre de formation gratuite proposée par Volens aux GS est un atout dont l'ONGD peut se pourvoir, face aux regrets exprimés par les IPSI non Volens quant au caractère payant des formations généralement proposées aux ASBL. Néanmoins, il faut rester attentif à l'accessibilité des formations, tant en termes spatiaux que temporels. Les formations qui ont lieu à Bruxelles, restent difficilement accessibles pour les IPSI luxembourgeoises ou ardennaises, par exemple. De plus, à côté du temps qu'elles passent au travail, les personnes s'investissent de nombreuses heures pour leurs projets de solidarité internationale et peuvent se décourager face à des formations qui ont lieu des journées entières, journées qu'ils ne pourront consacrer à leurs enfants, à leur famille au sens large. Ainsi, il peut s'agir d'un simple concours de circonstances. Néanmoins, des IPSI ont manifesté explicitement leur indifférence face à l'organisation de certaines formations, qu'elles ne se sentent pas concernées ou qu'elles n'en ressentent pas le besoin.

D'autre part, Volens organise des journées de rencontre⁶⁰ qui ont pour objectif de favoriser la collaboration entre les GS tant en Belgique qu'en Amérique Centrale et en Afrique ainsi que de présenter les services offerts par Volens. Ceci illustre la prise de conscience dont fait preuve l'ONGD par rapport aux besoins exprimés par les groupes, qui souhaitent un meilleur développement des échanges, basé sur la création de « synergies ciblées » (domaines d'activités, zones d'action), et non « d'éternelles réunions pour refaire le monde » (J, GS Volens, EI).

« La seule chose sur laquelle on peut échanger, c'est au sujet de la collecte de fonds. Et une manière de motiver, c'est de raconter ce qu'on fait. [...] Je ne suis pas intéressé de savoir ce que telle ASBL fait pour les femmes dans les Andes, ce que fait une autre pour lutter contre le sida au Mozambique, etc. Mais c'est très important de savoir qu'on est solidaires ensemble, c'est enrichissant et encourageant. Je me sens solidaires d'eux. [...] On est porteur d'un message, on vit une expérience » (J, GS Volens, FG).

« Peut-être faudrait-il, mais c'est utopique hein, enfin l'utopie c'est quand même ce qui fait avancer le monde, il faudrait peut-être qu'on arrive non pas à fédérer mais à intégrer dans une même structure tout ce qui travaille au Sénégal, tout ce qui travaille pour la Tanzanie,

⁶⁰ En mars 2010 eut lieu la journée de rencontre annuelle, journée qui réunit l'ensemble des GS, néerlandophones et francophones. En novembre 2009 eut lieu la rencontre régionale pour les GS qui soutiennent des projets en Amérique Centrale et la rencontre régionale pour l'Afrique de l'Ouest eut lieu au mois de décembre 2009.

tout ce qui travaille dans la région pour Goma-Kilwa... qu'il y ait un creuset de rencontres et d'échanges, pour moi ce serait positif » (J, GS, FG).

CHAPITRE 5

CONCLUSION

Au-delà des tergiversations conceptuelles, nous souhaitons mettre en exergue les premiers enseignements que ce rapport a dégagés quant au « quatrième pilier » de la coopération au développement de manière générale, et quant aux IPSI ou initiatives de particuliers du quatrième pilier de manière plus précise. Ces éléments nous permettent de mieux comprendre où en sont ces acteurs à l'heure d'aujourd'hui et, d'une manière plus précise, de voir quelles sont les réflexions qui les animent actuellement. Certes, il s'agit d'une première photographie, d'une étude exploratoire, mais elle permet malgré tout de dresser des pistes en vue de renforcer la prise en compte des besoins de ces acteurs de solidarité internationale et d'esquisser de la sorte des chemins où les ONGD, notamment, ont un rôle à jouer.

Comme exposé dans les premiers chapitres du rapport, on retrouve sous le terme générique de « quatrième pilier » des initiatives très diverses, allant des écoles aux associations de migrants en passant par des groupements d'amis, des syndicats, etc. Il est encore très difficile actuellement de dire combien d'initiatives existent à Bruxelles et en Wallonie. Nous avons été en mesure d'identifier plus de 800 initiatives mais ce chiffre devra être actualisé par des investigations futures.⁶¹ Néanmoins, ce que l'on suggère d'appeler des « initiatives de particuliers » ou « initiatives citoyennes » de solidarité internationale – ou encore « IPSI » – fut fortement représenté dans l'enquête menée par Internet. Ces initiatives, dont on observe un essor important depuis les années 90, ont très souvent une origine « émotionnelle » et concrète : c'est au détour d'une rencontre, suite à un voyage dans le Sud, à une adoption, mais encore en raison de liens familiaux particuliers que des individus décident de mettre la main à la pâte, de créer des ponts entre « ici » et « là-bas ». Ils développent progressivement des partenariats au Nord, avec l'un ou l'autre acteur de solidarité internationale : communes, provinces, ONGD, Hautes Ecoles, les possibilités sont larges. Au Sud, ils favorisent les partenariats avec des personnes qu'ils connaissent personnellement, avec des associations ou des ONG

⁶¹ Cette actualisation ainsi que l'établissement d'une « cartographie » des IPSI en Belgique francophone est à l'agenda du Service de Socio-Anthropologie du Développement de l'Université de Liège.

locales, des collaborations qui sont avant tout basées sur des relations de confiance, de proximité, relativement peu formalisées. Ces initiatives du quatrième pilier suivent des objectifs souvent concrets et réalistes, comme la création d'un puits dans un village africain, des objectifs qui illustrent le caractère pragmatique de leur engagement pour le Sud : il faut agir aujourd'hui et en voir les résultats demain. Si la majorité des personnes ayant répondu à l'enquête menée par Internet sont actives en RDC – pensons à l'importante diaspora congolaise présente en Belgique – d'autres soutiennent également des projets en Afrique de l'Ouest, dans les Andes ou encore en Inde, notamment. En outre, l'enseignement et les soins de santé semblent être les domaines d'action par excellence du quatrième pilier.

Il nous semble essentiel d'insister sur le caractère complémentaire et non concurrentiel des pratiques des troisième et quatrième piliers. Cette observation pourrait inciter les ONGD à valoriser une relation d'échange avec les IPSI, où chacun peut apporter à l'autre, et non une relation à sens unique où l'un semblerait détenir le professionnalisme au détriment de l'autre.

A cet égard, la dynamique de réseau insufflée par Volens à travers les GS est un atout en soi par rapport à d'autres ONGD (nationales ou francophones). A travers la mise en place explicite d'une relation structurée avec les GS, Volens place beaucoup d'ambitions dans ces groupes, en cohérence avec sa mission et sa vision. La philosophie de Volens se confond dans celle des GS, basée sur un développement qui part de la base et qui se concrétise dans une relation directe, une relation de confiance et d'amitié avec les partenaires du Sud. À travers leur partenariat avec Volens, les GS bénéficient de la déductibilité fiscale des dons. Il s'agit d'un point d'ancrage important, d'un avantage pour les GS. En outre, ils acquièrent une légitimité morale non négligeable vis-à-vis de l'extérieur. Il est dès lors essentiel de préserver le statut d'ONGD de Volens, de manière à maintenir ce principe de caution morale auprès des partenaires des GS.

D'une manière plus large, les priorités et défis relevés par les IPSI rencontrés lors des focus group et entretiens individuels semblent être l'accès à des financements publics, le soutien dans l'élaboration des projets ainsi que l'engagement des bénévoles sur le long terme. La CASIW est un acteur clé dans l'appui des IPSI en matière de développement de projets, ainsi qu'au niveau de l'information des possibilités de financements et des dates butoirs d'introduction des projets. De plus, ce rapport encourage la CASIW dans son rôle de mise en réseau des « initiatives citoyennes », l'interconnaissance entre GS semblant être un enjeu relativement important, pour le renforcement d'un sentiment d'appartenance des IPSI à un même groupe social, pouvant mener à d'éventuelles interpellations politiques, comme pour le renforcement des collaborations entre IPSI, au-delà d'une éventuelle concurrence au niveau de la collecte de fonds. Les ONGD peuvent également appuyer ces initiatives dans leurs démarches, du côté de l'élaboration de projets de développement notamment. Quant au renforcement

des forces bénévoles, les ONGD peuvent favoriser l'accès des IPSI à des réseaux qui dépassent ceux qu'ils mobilisent habituellement (réseaux familiaux, amicaux et professionnels). D'autre part, en vue de renforcer l'adéquation de l'offre de formations existantes aux besoins des IPSI, il apparaît pertinent d'orienter ces formations vers le développement et la gestion de projets ainsi que d'améliorer l'accessibilité géographique et linguistique de celles-ci.

En termes de soutien coordonné aux initiatives du quatrième pilier, il est intéressant d'observer les efforts conjoints des organisations du premier et troisième pilier en Flandre (Steunpunt Vierde Pijler : <http://www.4depijler.be/>) et aux Pays-Bas (LINKIS : <http://www.linkis.nl/>), qui ont créé de la sorte un espace où les organisations du quatrième pilier peuvent se faire connaître auprès du public et participer à des cours de formation.

D'autre part, il nous semble essentiel de conscientiser les initiatives du quatrième pilier quant à leur rôle d'acteur d'éducation au développement et de les encourager à être des lieux d'échanges, de formulation d'une conception alternative des pratiques de solidarité internationale. Elles sont également invitées à rester en permanence attentives aux éventuelles dérives vers lesquelles tout projet de développement peut mener.

Enfin, bien que cette étude ait donné un premier aperçu des principales caractéristiques du quatrième pilier en Wallonie et à Bruxelles, de nombreux aspects de cette palette diversifiée d'initiatives méritent une attention accrue des chercheurs. L'une des questions les plus importantes, non résolue, est celle de l'impact des initiatives du quatrième pilier dans les pays du Sud – cette question est bien entendu aussi pertinente pour les autres acteurs du développement. En outre, l'ampleur de la démocratisation de la coopération au développement ainsi que ses conséquences pour le secteur dans son ensemble et pour les sociétés du Sud est une question tout aussi cruciale.

ANNEXES

Annexe 1 / La Charte Volens

Volens et ses coopérants ont la volonté d'être à l'écoute des Peuples du Sud et de se laisser interpeller par leurs Valeurs et leur Histoire. Avec nos Partenaires, avec les forces vives locales - coopératives, syndicats, groupements ruraux ou citadins, mouvements de citoyens, ... - nous sommes déterminés à faire face aux nombreux défis de nos sociétés et de construire un Monde plus Fraternel et plus Solidaire.

Nous rejetons tous les fatalismes, toutes les impuissances, toutes les indifférences. Nous sommes convaincus que des alternatives existent et nous avons la volonté, avec nos partenaires, de les rechercher et de les mettre en pratique.

Volens croit que la collaboration de plus en plus de femmes et d'hommes, au nord comme au sud, est indispensable. La présence active de personnes ayant une option de vie solidaire est absolument nécessaire pour que nos sociétés acquièrent et développent cette conscience fraternelle.

Dans cette perspective, Volens est plus que jamais convaincue qu'au delà des apports techniques et financiers, la présence de Femmes et d'Hommes venus du nord partager la vie et les luttes des Communautés du sud constitue des gestes essentiels de solidarité et des expériences irremplaçables pour nos sociétés du Nord.

Volens croit que le Message Evangélique est plus que jamais d'actualité dans les relations entre les hommes et entre les sociétés à l'aube du 21^e siècle.

1. Notre monde

Notre monde développe d'immenses et dangereux déséquilibres structurels. Il est confronté à la mondialisation, à une complexité et à une interdépendance croissante, pendant que le système économique néolibéral et son modèle culturel imposent leur domination. Ses seules « valeurs » : la rentabilité, la compétitivité, le profit le plus large, les équilibres budgétaires.

Le déséquilibre le plus grave est l'accroissement des inégalités: entre pays riches et pays pauvres, mais aussi dans un même pays, entre de petites minorités privilégiées et d'immenses majorités défavorisées. Entre Nord et Sud, mais aussi au Nord comme au Sud, émergent des sociétés « structurées » à deux vitesses où des millions d'êtres, jadis « exploités » y deviennent des millions « d'oubliés » par un système qui n'en a plus besoin. Un système où l'expansion de la macro-économie va de pair avec celle de la misère. D'autres problématiques ont été mises en évidence ces dernières années: les Peuples Indigènes; les problèmes d'environnement; le travail des enfants. Notre « prospérité » occidentale est elle-

même source de mal-développement, tandis que les Etats collectivistes ont connu l'impasse.

En dépit des moyens importants mis en œuvre depuis plusieurs décennies, aucun des problèmes de développement des pays du Sud ne sont fondamentalement résolus. Les problèmes alimentaires n'ont pas reculé: si les famines se font plus rares, de nombreuses populations continuent à souffrir de malnutrition. La satisfaction d'autres besoins fondamentaux n'a pas non plus été atteinte, notamment en matière de santé et d'éducation, où l'accès à des services de qualité est de plus en plus inégalitaire. Les ressources naturelles des pays du Sud continuent à être exploitées de manière abusive dans le cadre des échanges inégaux du commerce international. Les populations restent encore trop souvent écartées des processus de décision qui les concernent.

2. La coopération au développement

Ce désarroi généralisé impose une remise en question fondamentale de nos modes de penser et d'agir. Il invite les individus, comme les groupes, à dépasser leurs égoïsmes personnels ou collectifs, pour mettre en œuvre de nouvelles solidarités entre les peuples et ainsi lutter contre les causes du mal-développement, ici et ailleurs.

Volens, dans le nord comme dans le sud, avec les tous acteurs du développement, se veut un lieu de réflexion, de conscientisation, d'initiatives et d'action. Volens veut lutter contre toute situation de dépendance et d'oppression qui empêche les populations d'atteindre un développement durable.

Entre partenaires confrontés ici et là-bas aux mal-développements qui s'interpénètrent étroitement, l'objectif est de partager les expériences vécues; de procéder ensemble, là-bas et ici, à des analyses; d'entreprendre des actions concrètes débouchant sur une formation et une mobilisation de la population, une modification des mentalités et des comportements.

3. Les objectifs fondamentaux de Volens

- La *justice* dans la répartition mondiale des richesses et dans l'accès pour tous à des conditions de vie humaines. Ceci suppose que soit vigoureusement dénoncé tout ce qui fait obstacle à cette justice.
- L'*autodétermination* économique, culturelle et politique des peuples, ainsi que la défense de leurs droits et de leurs libertés. Un préalable à ce soutien est le respect des choix de développement de nos partenaires du Sud.

- *L'information et la conscientisation* de l'opinion publique, avec comme préoccupations majeures:
 - contribuer à une prise de conscience qui modifie les mentalités et les comportements générateurs de mal-développement;
 - faire pression sur ceux qui détiennent le pouvoir de décision afin de susciter les changements indispensables dans les stratégies liées au développement.

Sans rejeter une aide immédiate en nature, l'action menée avec nos partenaires doit mettre en œuvre *des projets de développement autocentré, c.à.d.* :

- axés en priorité sur les besoins fondamentaux des populations et des plus pauvres ;
- fondés largement sur les ressources locales ;
- inscrits dans un processus participatif et démocratique de promotion collective, par ;
- la formation, l'éducation et l'organisation ;
- respectueux des conceptions et des spécificités culturelles comme aussi de la liberté ;
- de choix des communautés ;
- favorisant la collaboration Sud-Sud.

Dans le cadre d'un partenariat *Authentique*, c'est-à-dire fondé sur l'échange et la solidarité directe et vécue entre des personnes ou des groupes en vue d'un mieux-être commun.

4. Les coopérants de Volens

Il s'agit de femmes et d'hommes déjà engagés dans le Nord pour plus de justice et de solidarité, avant d'envisager une insertion dans un projet du Sud. Ils ont la volonté de travailler, avec les communautés locales, à l'avènement d'une société solidaire, ici et là-bas, avec une option préférentielle claire pour les pauvres et pour le respect de la vie.

Ils ont fait un choix de vie qui les conduit à un style de vie sobre. Ils ont la volonté de travailler à une société où la Vie prime sur la Mort. Les coopérants Volens ont le souci d'apporter leurs connaissances et leurs expériences professionnelles dans un esprit d'ouverture, d'échange, de dialogue, en veillant à ce que le partenaire, responsable du projet, reste le protagoniste de l'action.

Les coopérants sont des formateurs, des conscientisateurs. Ils ont le souci de stimuler l'auto-estime des groupes locaux et du partenaire et de respecter la dynamique et les rythmes dans les processus de développement. Ils auront la volonté

de renforcer les structures du partenaire et l'organisation des groupes-cibles : le partenaire local lui apportera tout son appui dans cette mission.

Pour eux, coopérer c'est apprendre, tout en restant critiques: ni s'imposer, ni se convertir. Ils doivent avoir des convictions, mais aussi savoir les relativiser. Comprendre la culture locale ne signifie pas pour autant l'accepter sans plus. Les coopérants Volens doivent entretenir leurs connaissances. La formation permanente est essentielle.

Les coopérants doivent pouvoir situer les problèmes locaux dans une perspective historique, économique, politique nationale et mondiale. Ils ont le devoir de développer une attitude critique à l'égard des structures locales et nationales d'oppression.

La coopération peut inclure une charité bien comprise, mais elle est avant tout une lutte pour la justice et la démocratie, individuelle et structurelle. Les coopérants favoriseront toute forme de collaboration avec d'autres projets et partenaires. Ils travailleront à la création ou au renforcement des réseaux, et de tout ce qui unit les efforts de développement et de solidarité.

Les coopérants savent, au départ, que leur présence sera temporaire, limitée à sept ans dans un même projet. Ils savent que la formation des groupes locaux est l'objectif prioritaire et que se rendre non nécessaires doit être leur préoccupation constante.

L'engagement pour plus de justice et de solidarité est la préoccupation de tous les coopérants, avant, pendant et après leur engagement dans une communauté du Sud. A ce titre, les coopérants se veulent être des Ponts entre le Nord et le Sud, entre le Sud et le Nord.

Volens souhaite que ses partenaires dans le Sud soient prêts à collaborer à ce travail d'éducation et de sensibilisation de la population dans le nord, par exemple sous forme d'accueil de personnes du nord à l'occasion de voyages d'immersion ou de collaboration à des campagnes d'information et de conscientisation dans le nord.

Annexe 2/ Volens, une organisation de développement

1. Vision de Volens

Volens trouve son inspiration dans le message libérateur de l'Évangile, synonyme d'égalité entre toutes les personnes. Volens croit qu'un monde plus juste est possible dans lequel les droits de chacun et de chaque communauté sont respectés.

Volens croit aussi en la force transformatrice de personnes qui, à partir de leurs identités propres et de leurs réalités, s'engagent dans une action collective, en unissant leurs forces, en partageant les luttes et en se renforçant mutuellement.

Dans cette perspective, la VISION de Volens peut alors s'exprimer comme suit :

Nous rêvons que des groupes de population pauvres et défavorisés puissent se mobiliser, avec d'autres, pour obtenir le respect de leur identité et de leurs droits fondamentaux et qu'ils puissent être les acteurs de leur vie, de la forme qu'ils souhaitent donner à celle-ci, ainsi qu'à celle de leur communauté et, ensemble, à celle du monde.

Volens :

- est une organisation qui s'engage avec conviction aux côtés des groupes de population exclus et marginalisés du Sud et les soutient dans leur chemin vers l'autodétermination, l'autonomie et le développement ;
- considère l'inclusion, la diversité, l'ouverture, la démocratie et la participation comme des notions clés du processus qui mène à cet objectif, notions qu'elle entend également appliquer pour elle-même ;
- aspire à être reconnue pour la qualité de son travail et pour sa capacité à construire une relation de partenariat à visage humain ;
- vise un ancrage social solide au Nord et au Sud afin d'œuvrer avec d'autres en faveur de la paix et de la justice.

2. Mission de Volens

Volens veut renforcer durablement les groupes marginalisés du Sud qui s'opposent de manière créative, innovante et adaptée au processus d'exclusion.

Volens renforce, stimule et articule ces initiatives à partir de la collaboration avec des organisations partenaires et le renforcement de celles-ci.

Cette MISSION s'exprime à trois niveaux:

- le soutien à des initiatives et processus de développement concrets, créatifs, positifs, innovants et adaptés d'organisations partenaires au Sud ;

- la facilitation de la construction, du partage et de la mise en réseau des savoirs et de l'expérience (au Sud, au Nord et entre Sud et Nord) et en contribuant ainsi à la réflexion, l'amélioration des pratiques et la sensibilisation ;
- le renforcement en Belgique (et en Europe) d'un réseau de groupes de solidarité (ayant marqué leur adhésion à la mission de Volens) et de leurs initiatives ainsi que la promotion du principe de réciprocité avec Volens et les partenaires.

Afin de mener à bien cette mission, les principes suivants requièrent une attention particulière :

- investir dans les personnes, car ce sont elles qui portent les processus de changement, font vivre la solidarité et sont au cœur du travail de développement, du dialogue interculturel et de l'échange ;
- développer des modèles créatifs et adaptés de renforcement et de collaboration avec les organisations partenaires, les groupes de solidarité ou d'autres organisations actives dans ce domaine.

REFERENCES

- Bouzoulaa H. & Brok M. (2005), *Particuliere initiatieven op het gebied van de ontwikkelingssamenwerking*, CIDIN, Radboud Universiteit, Nijmegen.
- De Bruyn T. (2008), *Evaluation of Oxfam Novib's Capacity Building Programme for Diaspora Organisations*, Oxfam Novib, Den Haag.
- De Bruyn T. & Huyse H. (2009), *De vierde pijler van ontwikkelingssamenwerking. Voorbij de eerste kennismaking*, VAIS, Brussel.
- Develtere P. (2005), *De Belgische ontwikkelingssamenwerking*, Davidsfonds, Leuven.
- Develtere P. & Stessens J. (2007), *De vierde pijler van de ontwikkelingssamenwerking in Vlaanderen: de opmars van de levensverbeteraar*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Présidence du Gouvernement wallon (2003), *La Région wallonne actrice et partenaire de la coopération*, Communiqué du 20 novembre 2003.
- Schulpen L. (2007), *Development in the 'Africa for Beginners'. Dutch Private Initiatives in Ghana and Malawi*, CIDIN, Radboud University Nijmegen, Nijmegen.
- Union des Villes et Communes de Wallonie (2003), *Les Relations européennes et internationales des Villes et Communes de Wallonie : inventaire des partenariats*, Rapport final (juillet).
- Volens (2005), *Manuel pour les Groupes de Solidarité*, Volens, Bruxelles.

Sites internet consultés

Azawagh	http://www.azawagh.be/
CASIW	http://www.wbi.be/casiw/
CTB	http://www.btcctb.org/
DGCD	http://www.dgci.be/
Faso-Lux	http://www.fasolux.be/
Millenium 2015	http://www.objectifsdumillenaire.be/
Volens	http://www.volens.be/
WBI	http://www.wbi.be/